

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNE DE CRANVES SALES



PLAN LOCAL D'URBANISME Modification N°2



Rapport de présentation Note explicative

Certifié conforme et vu pour être annexé
à la délibération du Conseil Municipal
en date du 23 septembre 2019,
approuvant la modification n°2 du PLU
de Cranves-Sales.

Le Maire
Bernard BOCCARD

Pièce N°2-1

SOMMAIRE

I. LE CONTEXTE GENERAL	4
1- Localisation et positionnement de la commune	4
2- Le contexte local	4
3- Le SCOT d'Annemasse Agglo	5
4- Le PLU de Cranves-Sales	6
 II. L'OBJECTIF ET LA JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°2.....	 7
1- Les objectifs de la procédure : exposé des motifs des changements apportés	7
2- La procédure de modification du PLU	17
 III. LE CONTENU DE LA MODIFICATION N°2.....	 18
1- Les modifications à apporter au règlement graphique (pièces n°1-1 a et 1-1 b du PLU)	18
2- Les modifications à apporter au règlement écrit (pièce n°5 du PLU)	21
3- Les modifications à apporter aux Orientations d'aménagement et de programmation (pièce n°5 du PLU)	35

I. LE CONTEXTE GENERAL

1- Localisation et positionnement de la commune

Cranves-Sales appartient à l'agglomération transfrontalière Franco-Valdo-Genevoise, baptisée en 2012 "Grand Genève". Il s'agit d'un bassin de vie et d'emplois, qui s'étend sur les zones frontalières française et suisse et comprend 212 communes, environ 1 million habitants et 450.000 emplois.

Cranves-Sales fait partie de la communauté d'agglomération « Annemasse Agglo », regroupant 12 communes et environ 90 000 habitants :

Les communes d'Annemasse Agglo ont approuvé un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la région d'Annemasse en 2007, lequel est en cours de révision.



2- Le contexte local

La commune de Cranves-Sales, qui s'étend sur 1 361 hectares, présente une topographie particulière au modelé accidenté avec une organisation spatiale reposant sur deux composantes majeures :

- Une composante naturelle avec une forte part d'espaces agricoles, d'espaces boisés et la coulée verte ; sur les 2/3 du territoire,
- Une composante urbaine constituée d'ensembles bâtis plus ou moins importants et compacts, disséminés sur le territoire (Chef-lieu et hameaux : Lévaud, Martigny, Rosses, Lossy, La Bergue, Montagny, Cabouet, Armiaz).



Le parc de logements se compose à 77,3% de logements individuels (source : INSEE 2015).

La commune présente un paysage de transition, sous l'effet d'un phénomène de périurbanisation. En effet, depuis quelques années, sous l'influence croissante de l'agglomération d'Annemasse et de Genève, elle est confrontée à un fort développement de la fonction résidentielle. Consciente de cette mutation, la commune a soutenu les programmes d'habitat collectif et semi-collectif incluant des logements locatifs sociaux (LLS), depuis 2005, date d'approbation de son premier PLU. En témoigne la progression du taux de LLS, de 2% en 2004 à 10% en 2014.

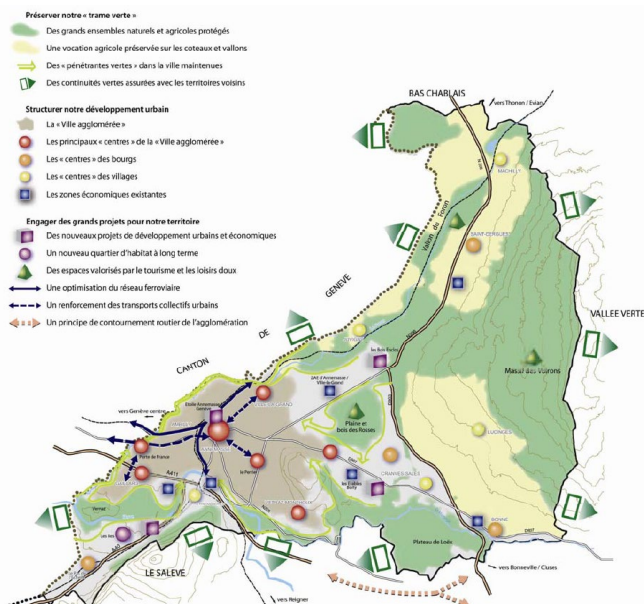
Comptant environ 6800 habitants (population légale millésimée 2015 entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2018), Cranves-Sales est soumise aux obligations de l'article 55 de la loi « Solidarité et Renouvellement Urbain » (SRU) en matière de production de logements locatifs sociaux (LLS) et, plus particulièrement à un plan de rattrapage pour atteindre le taux de 25% des résidences principales d'ici fin 2025. La commune n'ayant pas atteint l'objectif quantitatif de production de LLS pour la période 2014-2016, elle a été placée, par arrêté préfectoral DDT-2017-2198, en carence conformément à l'article L.302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Dans ce contexte, la commune a décidé de s'engager dans une démarche partenariale avec les services de l'Etat (formulée dans un Contrat de Mixité sociale (CMS) pour la période 2018-2022), afin de dynamiser la production de logements sociaux, dont certaines actions nécessitent l'adaptation du PLU.

3- Le SCOT d'Annemasse Agglo

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCOT d'Annemasse Agglo en vigueur comprend les trois grands axes suivants :

- Préserver et valoriser notre cadre de vie.
- Bâtir un territoire équilibré, entre dynamisme et solidarité.
- S'affirmer comme une agglomération attractive pour son environnement.



Le Document d'Orientations Générales (DOG) du SCOT comprend les trois orientations suivantes :

- Protéger et valoriser le cadre naturel et agricole du territoire.
- Organiser, maîtriser et valoriser le développement urbain.

Orienter les sites et les grands projets à enjeux majeurs pour l'attractivité du territoire.

Le territoire du SCOT est structuré à partir d'une armature urbaine composée de trois échelons : ville agglomérée / centre-bourg / centre-village : Cranves-Sales est identifié comme un « bourg ».

Le SCOT est en cours de révision et un débat du Conseil Communautaire sur le PADD a eu lieu début 2019.

A ce jour, le projet de PADD du futur SCOT (susceptible d'évoluer) s'articule à partir de 3 axes majeurs, déclinés en 9 orientations générales :

- Axe 1 – Préserver et mettre en valeur un cadre de vie apaisé et qualité entre Léman et Mont-Blanc : protection stricte des espaces naturels remarquables et agricoles, mise en valeur globale des paysages emblématiques et du quotidien, développer de nouvelles pratiques durables et apaisées.
- Axe 2 – Planifier un développement maîtrisé qui s'appuie sur une urbanisation solidaire, équilibrée et structurée : accompagner le dynamisme de l'Agglo par une politique de solidarité forte au service de l'inclusion sociale des ménages, organiser le développement de l'Agglomération autour d'une urbanisation maîtrisée et de qualité, garantir la cohérence du développement avec une gestion durable et respectueuse des ressources environnementales
- Axe 3 – Affirmer l'image et promouvoir le rayonnement d'une Agglomération ouverte et innovante : soutenir un écosystème économique et commercial dynamique et diversifié, valoriser les capacités de rayonnement de l'agglomération et renforcer son accessibilité, modifier durablement la perception de l'Agglo en imaginant une urbanité durable et renouvelée.

On se réfèrera au dossier « Evaluation Environnementale », traitant de l'articulation du PLU avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes, notamment le SCOT.

4- Le PLU de Cranves-Sales

La commune de Cranves-Sales a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) par une délibération du Conseil Municipal, en date du 15 décembre 2014. Le PLU a depuis fait l'objet d'une modification n°1, portant principalement sur les secteurs aux lieudits « Les Tattes de Borly » et « Les Esseims », approuvée le 17 octobre 2016.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU a défini des orientations générales d'urbanisme, déclinées à partir des trois axes majeurs suivants :

- I. Préserver et renforcer les qualités de son cadre de vie sources de qualité de vie
 - I.1. Préserver les caractéristiques et les qualités de son cadre, environnemental et paysager
 - I.2. Renforcer sa structure territoriale, et les qualités de son cadre urbain
- II. Une dynamique sociale et une vie de proximité à développer et à organiser
 - II.1. Conforter en priorité l'animation et le cadre de vie du bourg et secondairement certains hameaux
 - II.2. Agir pour un développement des modes de déplacements alternatifs à l'automobile
- III. Une économie diversifiée, à soutenir et à conforter
 - III.1. Conforter le potentiel économique local
 - III.2. Contribuer au maintien et au renforcement du tissu artisanal et industriel de l'agglomération annemassienne

En application de l'Orientation II.1.a du PADD : « Œuvrer pour le maintien de l'équilibre social et générationnel de la population, synonyme d'une vie locale dynamique », le PLU comporte plusieurs secteurs destinés à la diversification du parc de logement et à la production de logements sociaux : certaines zones d'urbanisation future à court ou moyen terme, ainsi que des emplacements réservés et périmètres de mixité sociale.

Après plusieurs années d'application du PLU, il s'avère que ce dispositif n'est pas suffisant pour permettre de répondre aux enjeux de mixité sociale et doit être renforcé.

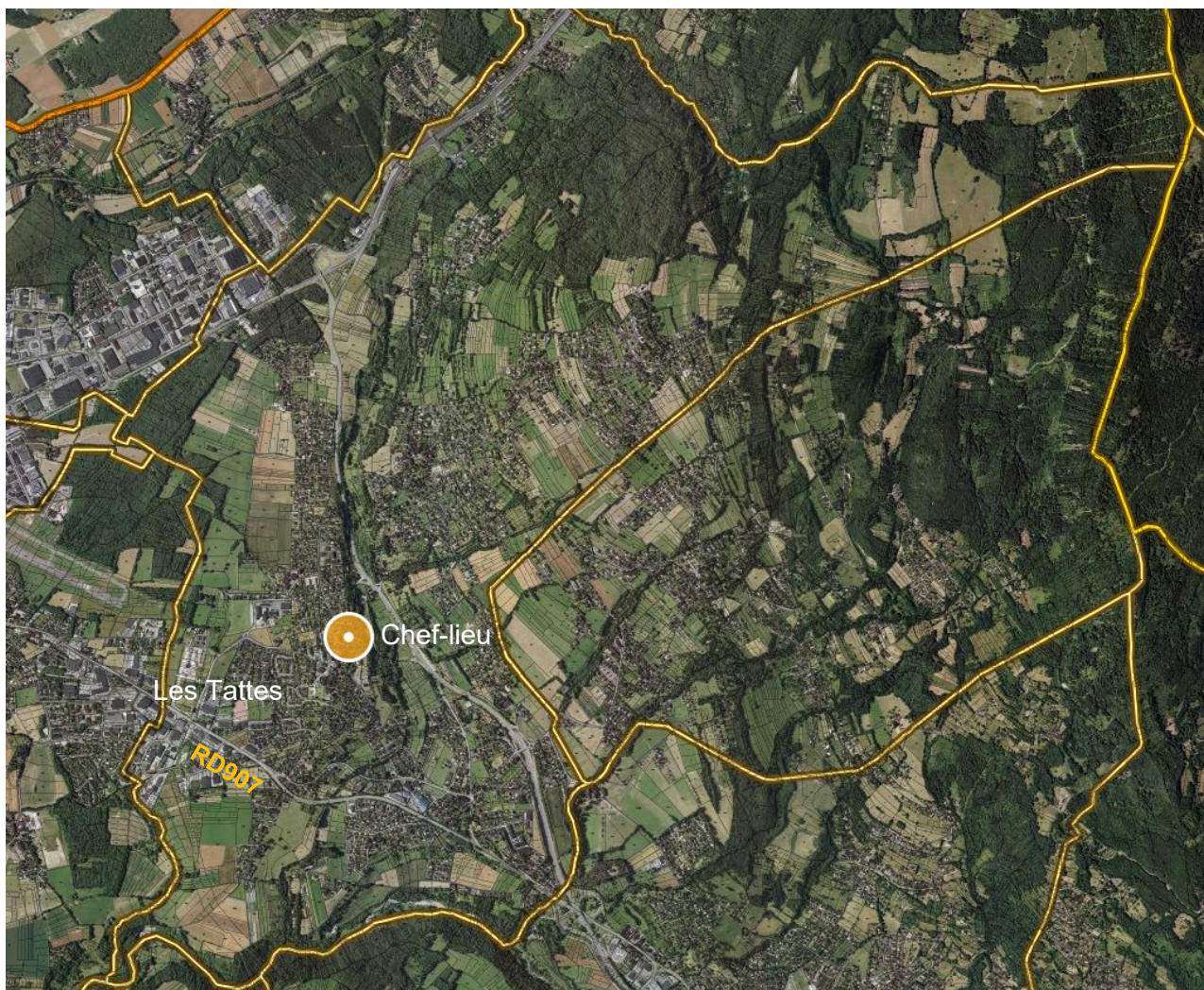
II. L'OBJECTIF ET LA JUSTIFICATION DU CHOIX DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°2

1- Les objectifs de la procédure : exposé des motifs des changements apportés

► Les objectifs de la Modification N°2 du PLU

La modification n°2 du PLU de Cranves-Sales, a pour objectif principal de soutenir et accélérer la production de logements locatifs sociaux, par l'adaptation de certaines dispositions du PLU :

- d'une part, les dispositions applicables dans le secteur d'entrée de ville Ouest, aux lieudits « Les Tattes », « Les Petites Bois » et « Prés des Fontaines », au travers du règlement écrit, du règlement graphique et des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), qu'il apparait nécessaire de modifier pour répondre aux objectifs de mixité sociale dans lesquels la commune s'est engagée (au travers de son CMS),
- d'autre part, les dispositions du règlement écrit applicables dans des zones urbanisées à vocation dominante d'habitat (UH), relatives à la part de logements sociaux exigée dans les futures opérations d'habitat.



La présente modification est également l'occasion d'apporter au PLU certaines évolutions et compléments, consistant à :

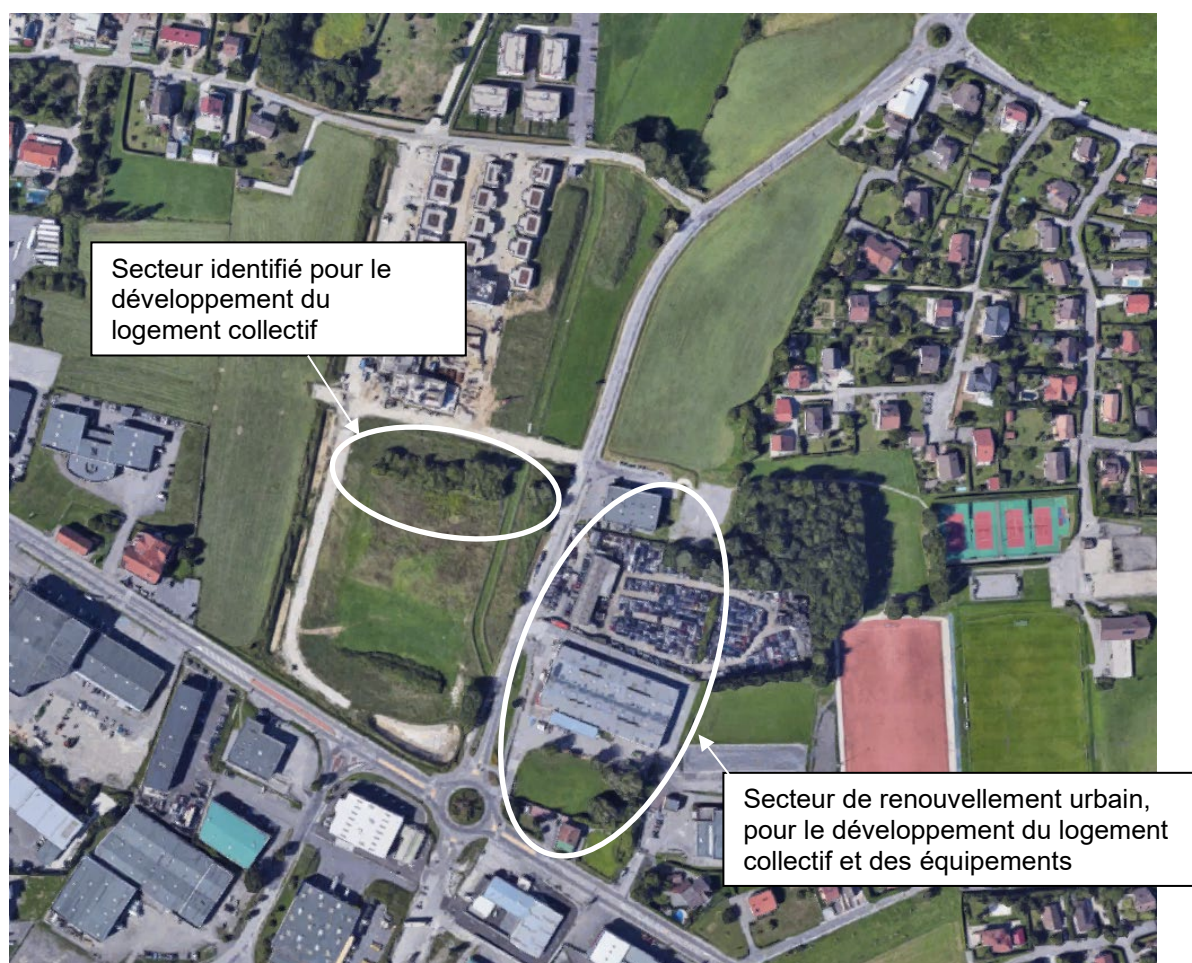
- prendre en compte l'ordonnance du 23 septembre 2015 et le décret du 28 décembre 2015, procédant à la recodification, à droit constant, du livre 1er du code de l'urbanisme. Ceci implique d'actualiser les articles de référence à la partie législative du Code de l'Urbanisme, figurant aux règlements écrits et graphiques, afin de respecter sa nouvelle nomenclature,
- introduire au règlement écrit une disposition réglementaire exigeant le maintien des règles du PLU à l'intérieur de certaines opérations, tel que le permet l'article R151-21 du Code de l'Urbanisme,
- apporter à différentes pièces du PLU quelques précisions et corrections d'erreurs matérielles, résultant notamment de la mise en cohérence de dispositions figurant aux OAP et au règlement.

► Les modifications portant sur le secteur « d'entrée de ville »

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cranves-Sales délimite dans le secteur d'entrée de ville Ouest, des zones de développement de l'habitat et des activités économiques (respectivement 1AUh1 et 1AUX), actuellement partiellement urbanisées, ainsi qu'une zone urbanisée (UH), supportant des occupations diverses.

Après quelques années d'application du PLU, les intentions d'aménagement sur ce secteur d'entrée de ville ont fait l'objet d'un réexamen, motivé principalement par la nécessité de renforcer la production de logements sociaux.

Ainsi, en cohérence avec les objectifs renforcés de production de logements locatifs sociaux, pour lesquels la commune s'est engagée en réponse à son état de carence, il s'agit d'adapter les dispositions réglementaires du PLU pour permettre et encadrer la mise en œuvre d'opérations permettant la réalisation d'environ 140 à 150 logements collectifs, dont près de la moitié en LLS, en extension sur une zone d'ores et déjà classée en zone d'urbanisation future, ainsi qu'en renouvellement urbain d'une zone urbanisée.



Le site concerné

Le site concerné s'étend sur une superficie d'environ 3,5 ha, en entrée Ouest de Cranves-Sales, aux abords Nord de la RD907, reliant Annemasse à la Vallée de l'Arve (via la RD903).

Aux abords de la RD907, axe structurant et attractif pour les activités économiques, s'est développé un linéaire d'activités économiques à dominante commerciale, quasi continu depuis Vétraz-Montoux jusqu'à Cranves-Sales. La séquence d'entrée de commune de Cranves-Sales s'ouvre ponctuellement sur un espace ouvert, délaissé par l'agriculture et en cours d'enfrichement, l'entrée de ville étant principalement signalée par le carrefour giratoire, à l'intersection de la RD907 et de la route des Fontaines.



A l'est de cette voie, qui constitue le principal accès au chef-lieu et dont les aménagements publics, récemment requalifiés, soulignent une entrée de ville qualitative, il subsiste un secteur supportant diverses occupations (casse automobile, ancien bâtiment industriel, squash...) qui altèrent la perception globale de cette séquence.



Aux abords Nord-Ouest de la route des Fontaines, se situe une opération récente d'habitat collectif, en continuité de laquelle l'extension du secteur d'habitat est envisagée.



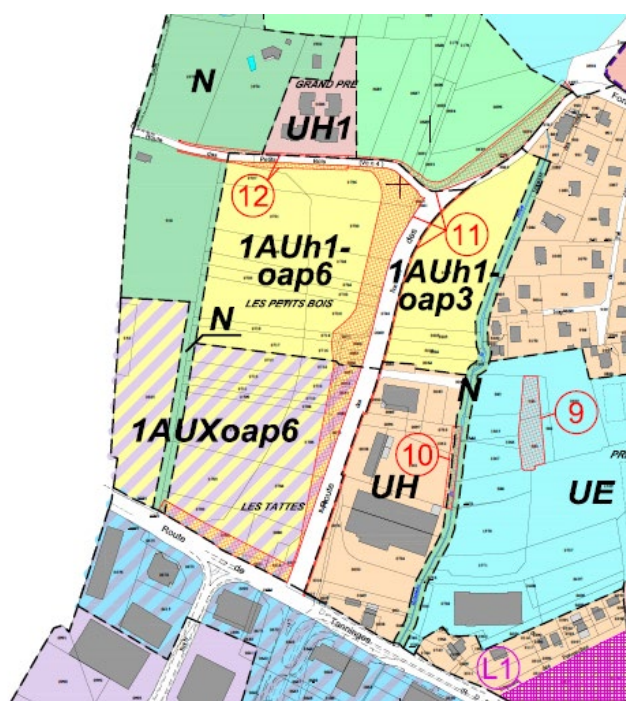
On se réfèrera au dossier « Evaluation Environnementale », traitant de l'Etat Initial du site et de l'environnement sur le secteur des Tattes.

Les dispositions du PLU approuvé en 2014

En application de son PADD, identifiant sur ce secteur un objectif de requalification de l'entrée de ville, auquel doit contribuer le développement d'activités économiques en mixité avec des équipements et/ou du logement, le PLU délimite une zone urbanisée (UH) et des zones d'urbanisation future (1AUh1-oap3, 1AUh1-opa6 et 1AUX-oap6). La mise en œuvre du PLU a permis l'urbanisation de la zone 1AUh1-oap6, où une opération d'habitat collectif a été réalisée.

Le secteur est concerné par trois emplacements réservés :

- le n°10 pour « aménagement et sécurisation de l'accès au complexe sportif et de ses abords »
- le n°11 pour « aménagement et sécurisation de la route des Fontaines », actuellement partiellement réalisé.
- le n°12 pour « aménagement et sécurisation de la route des Petits Bois », actuellement partiellement réalisé.



Le secteur au lieudit « Les Tattes » au PLU en vigueur

Le développement de ce secteur est encadré par les OAP n°3 et 6 du PLU en vigueur, qui prévoient notamment :

- Pour l'OAP 3 :
 - Le développement de l'habitat collectif (55 à 65 logements), dont au minimum 25% en LLS et 10% en accession sociale.
 - L'aménagement d'un espace vert aux abords de la route des Fontaines.
 - Un accès automobile unique au Sud de l'opération, depuis la route des Fontaines.

Les principes d'aménagement figurant à l'OAP n°3 du PLU approuvé en 2014

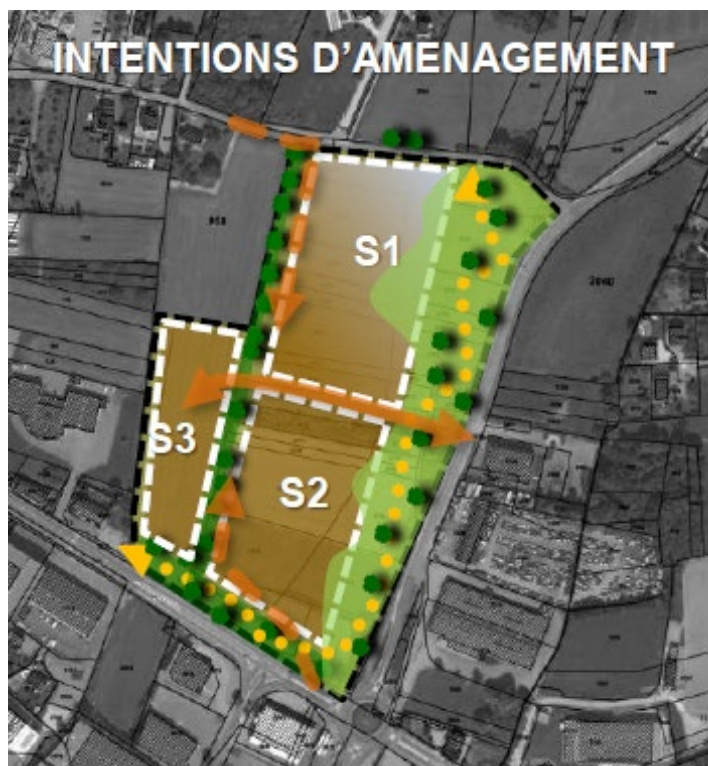


LEGENDE OPPOSABLE	
	Périmètre de l'OAP
	Position de principe des espaces à dominante végétalisée
	Position de principe des accès routiers à l'opération
	Position de principe des accès piéton et/ou cycle à l'opération

■ Pour l'OAP 6 :

- Sur le secteur S1, en partie Nord du site, le développement de l'habitat collectif (135 à 145 logements), dont une part de mixité sociale. Cette opération est actuellement réalisée.
- Pour les secteurs S2 et S3, au Sud et à l'Ouest du site, le développement des activités économiques et équipements d'intérêt collectif.
- L'aménagement d'un espace vert aux abords de la route des Fontaines et le maintien des abords du ruisseau de la Géline en espace naturel.
- Un accès automobile principal depuis la route des Fontaines.

Les principes d'aménagement figurant à l'OAP n°6 du PLU approuvé en 2014



LEGENDE OPPOSABLE	
	Arbres à haute tige à positionner
	Position de principe des espaces à dominante végétalisée
	Epanelage des gabarits de RDC+2+AT/TPV à RDC+1+AT/TPV
	Gabarits ne pouvant excéder RDC+2+C ou AT+Cna ou AT/TPV.
	Position de principe pour la voie de desserte principale
	Position de principe pour les cheminements partagés (piéton/cycle)

Les intentions d'aménagement retenues

La partie Nord de la zone 1AUX-oap6, en continuité de la zone 1AUh1-oap6, a été identifiée comme porteuse enjeu pour le développement de l'habitat diversifié et la production de logements sociaux. Cette opération devra permettre de générer une soixantaine de logements collectifs, dont la moitié seront des logements locatifs sociaux, et ainsi contribuer aux objectifs du CMS dans lequel la commune s'est engagée.

L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur fera l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble, encadrée par l'OAP n°6, qui sera adaptée afin de prendre en compte le changement de vocation d'une partie du secteur, et en précisera les principes d'aménagement, en cohérence avec les intentions figurant au PLU approuvé en 2014, en particulier :

- Maintien d'un espace vert aux abords de la route des Fontaines, support de liaisons piétonnes et cycles, d'une gestion douce des eaux pluviales et perméable pour la petite faune (corridor écologique identifié).
- Un ou au maximum deux accès automobiles, à organiser à partir de la rue de Grand Pré ou la rue de la Géline, sans création de nouvel accès sur la rue des Fontaines.
- Gabarit des constructions n'excédant pas RDC ou RDC surélevé +2 niveaux + attique, avec des toitures plates ou à faible pente végétalisées, afin de former un ensemble cohérent avec l'architecture contemporaine de l'opération réalisée en partie Nord.
- Composition urbaine de type « plots » au sein d'un parc arboré, permettant des percées visuelles depuis la rue de Grand Pré vers l'intérieur du tènement.
- Capacité d'accueil d'une soixantaine de logements de type collectif, dont 50% seront des logements locatifs sociaux.
- Aires de stationnement extérieur mutualisées à aménager en partie Est de l'opération et interdites le long des voies publiques, à l'exception des stationnements PMR et réservés aux véhicules de services.
- Soin particulier à apporter aux traitements des façades, clôtures et des espaces extérieurs, en particulier aux abords des voies publiques, en cohérence avec l'environnement bâti. A ce titre, les prescriptions concernant l'aspect des constructions et des aménagements, sont renforcées, particulièrement dans le secteur réservé aux activités économiques, en faveur de la qualité urbaine de cette séquence d'entrée de ville, fortement perçue.
- Aménagement d'un ou plusieurs espaces verts collectifs.
- Végétalisation des espaces collectifs privilégiant des formes souples et les essences locales (exemple : arbres fruitiers, haies vives...).









Une illustration possible de l'aménagement figurant à l'OAP6



Sur la zone UH, qui supporte actuellement diverses occupations, une opération de renouvellement urbain est souhaitée, contribuant à la production de logements diversifiés (en partie Nord) et au développement à terme d'équipements (en partie Sud, en continuité du parc d'équipements de Prés des Fontaines). Cette opération devra permettre de générer de 80 à 85 logements collectifs, dont 40% minimum seront des LLS et 10% supplémentaires seront soit des LLS, soit des logements en accession sociale de type Bail Réel Solidaire (BRS), qui contribueront aux objectifs du CMS dans lequel la commune s'est engagée.

Ce secteur fera l'objet d'une ou plusieurs opérations d'aménagement, portant sur des tranches fonctionnelles, encadrées par une nouvelle OAP n°11, en cohérence avec les principes d'aménagement définis par ailleurs pour secteur d'entrée de ville :

- Identification de deux sous-secteurs destinés à accueillir, en partie Nord, une opération d'habitat et en partie Sud, des équipements publics ou d'intérêt collectif.
- Maintien d'espaces verts aux abords de la route des Fontaines et de la RD907, supports de liaisons piétonnes et cycles et d'une gestion douce des eaux pluviales.
- Accès automobiles à organiser à partir de la voie publique à créer en bordure Nord et Est du secteur, sans accès sur la rue des Fontaines et sans création de nouvel accès sur la RD907.
- Gabarit des constructions n'excédant pas RDC + 2 niveaux + attique et toitures plates ou à faible pente, en cohérence avec l'environnement bâti.
- Pour le secteur d'habitat, composition urbaine de type « plots » au sein d'un parc arboré, permettant des percées visuelles depuis la route des Fontaines, vers le parc d'équipements publics de Prés des Fontaines.
- Capacité d'accueil d'environ 80 logements collectifs, dont 50% seront des logements sociaux (LLS et/ou BRS).
- Aires de stationnement extérieur mutualisées (non privatisées), à aménager en partie Est de l'opération et interdites le long des voies publiques, à l'exception des stationnements PMR et réservés aux véhicules de services.
- Soin particulier à apporter aux traitements des façades, clôtures et des espaces extérieurs, en particulier aux abords des voies publiques.
- Aménagement d'un ou plusieurs espaces verts collectifs, et gestion paysagère des éventuels espaces verts privatifs positionnés en vis à vis des voies publiques.
- Végétalisation des espaces collectifs privilégiant des formes souples et les essences locales (exemple : arbres fruitiers, haies vives...).

LEGENDE OPPOSABLE	
	Plantation arborée à positionner
	Position de principe des espaces à dominante végétalisée
	Secteur de développement des équipements publics et d'intérêt collectif
	Secteur de développement de l'habitat collectif
	Voie publique à créer
	Position de principe pour les cheminements partagés (piéton/cycle)
	Position de principe pour les cheminements piétons
	Ordonnancement des constructions



Les intentions d'aménagement opposables figurant à l'OAP11

Les adaptations envisagées au dispositif réglementaire du PLU applicable au secteur d'entrée de ville

Il s'agit d'adapter le règlement graphique (pièces n°1-1-a et 1-1-b du PLU), les OAP (pièce n°4) et le règlement écrit (pièce n°5) applicables aux zones concernées.

Concernant les modifications envisagées au zonage :

- Classement en zone UH1-oap6 de la zone 1AUH1-oap6, afin de prendre en compte le caractère actuellement urbanisé.
- Classement en zone 1AUH1-oap6 de la partie Nord de la zone 1AUX-oap6, pour une superficie d'environ 0,9 ha, permettant une opération de diversification de l'habitat.
- Identification d'un nouveau secteur d'OAP n°11 couvrant la zone UH, afin d'organiser son renouvellement urbain, avec création d'un secteur UHb-oap11, pour une superficie d'environ 2,4 ha.
- Suppression des parties des emplacements réservés n°11 et 12, réalisés ou en cours d'acquisition.

Concernant les modifications envisagées au règlement écrit :

- Adaptation du règlement écrit applicable aux zones UH1-oap6, 1AUH1-oap6, 1AUX-oap6 et UHb-oap11, en cohérence avec le programme et les intentions d'aménagement définis ou précisés par la collectivité, notamment relatives au programme de mixité sociale, à l'aspect extérieur des constructions (les toitures doivent être plates ou à faible pente et végétalisées), aux conditions de réalisation de rez-de-chaussée surélevés... dans l'objectif de favoriser l'insertion paysagère des opérations futures.

Concernant les modifications envisagées aux OAP sectorielles :

- Adaptation de l'OAP n°6, afin de prendre en compte l'évolution des intentions d'aménagement sur les secteurs 1AUH1-oap6 et 1AUX-oap6.
- Création d'une OAP n°11, en cohérence avec les principes d'aménagement définis pour l'opération de renouvellement urbain de ce secteur d'entrée de ville.
- Mise à jour de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones AU.

On se réfèrera au dossier « Evaluation Environnementale », joint à la présente note.

► Les autres modifications à apporter au dispositif réglementaire

Outre les modifications induites par l'évolution des intentions d'aménagement sur le secteur d'entrée de ville Ouest, le règlement écrit doit être adapté pour renforcer les exigences en matière de production de logements sociaux dans les nouvelles opérations d'habitat, en zone UH.

Le règlement du PLU, actuellement en vigueur, prévoit qu'en zones UH et 1AUh : « *toute opération d'habitat*

- *De 5 à 19 logements doit comporter 20% minimum de logements locatifs socialement aidés de type « PLUS »,*
- *De 20 à 49 logements doit comporter au minimum 25% de logements locatifs socialement aidés dont 20% de type « PLUS » et 5% de type « PLAI »,*
- *De 50 logements et plus doit comporter minimum 30% de logements locatifs socialement aidés, dont 20% de type « PLUS » et 10% de type « PLAI ».*

Ces dispositions n'apparaissent pas suffisantes pour atteindre les objectifs de mixité du logement et rétablir l'équilibre souhaité entre la production de logements du marché libre et celle des logements sociaux. Ces modalités d'intégration obligatoire d'une part de LLS dans les opérations d'habitat, doivent donc être renforcées, selon les axes suivants :

- Un abaissement du seuil des opérations devant une part de LLS, de 5 à 4 logements.
- Une optimisation des tranches d'application des quotas de LLS.
- La suppression, au règlement du PLU, de la ventilation des LLS selon leur financement, qui sera définie lors des autorisations d'urbanisme, en fonction des besoins annuels déterminés par le PHL (actuel et futur) et les services de l'Etat, permettant une meilleure adaptation aux besoins.

Dans cette perspective, la commune envisage de modifier les exigences en matière de production de LLS de la manière suivante :

- Opérations comprenant de 4 à 9 logements inclus : au minimum 25% de LLS,
- Opérations comprenant de 10 à 29 logements inclus : au minimum 30% de LLS,
- Opérations de 30 logements et plus : au minimum 35% de LLS.

Elle envisage également de supprimer l'indication de la répartition des financements des LLS déterminée dans les EMPLACEMENTS RESERVES POUR DU LOGEMENT AIDE, telle qu'elle figure au préambule du règlement, laquelle sera fixée pour chaque opération.

Il est en outre précisé que :

- Le calcul du nombre de logements locatifs sociaux ou en accession sociale doit être arrondi systématiquement au nombre entier supérieur (ex. : 4,1 LLS → 5 LLS).
- Il pourra être exigé une ventilation des LLS selon leur type de financement.
- Les permis d'aménager sont considérés comme des opérations et sont soumis aux règles énoncées ci-avant. Les demandes d'autorisation de permis d'aménager doivent identifier les lots dédiés aux LLS.

La présente modification est également l'occasion d'apporter au règlement écrit du PLU les adaptations suivantes :

- L'introduction, à l'article 7 des zones UH et 1AUH, d'une disposition réglementaire exigeant le maintien des règles du PLU à l'intérieur de certaines opérations, tel que le permet l'article R151-21 du Code de l'Urbanisme (article R123-10-1 dans sa rédaction en vigueur avant le 1^{er} janvier 2016). Ces dispositions concernent les lotissements ou constructions, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, où il est souhaité que les règles de recul des constructions vis-à-vis des limites séparatives,

s'appliquent à l'intérieur de l'opération, en faveur du maintien de la forme urbaine telle que définie par le PLU.

- Des compléments au règlement de la zone 1AUX-oap6, relatifs aux occupations du sol admises sous conditions
 - en cohérence avec les orientations du DOG du SCOT Annemasse Agglo sur ce secteur d'entrée de ville, les activités industrielles et artisanales sont interdites,
 - les entrepôts sont interdits, ce secteur n'étant pas destiné aux activités logistiques notamment, du fait des risques de nuisances pour l'environnement habité,
- Quelques adaptations de forme, notamment des compléments destinés à alerter sur l'obligation de référer aux des OAP sectorielles, dont les dispositions complètent celles du règlement écrit, dans les secteurs concernés.
- Des corrections d'erreurs matérielles, résultant pour la plupart de mise en cohérence de dispositions du règlement entre elles ou avec celles figurant aux OAP, notamment :
 - mise en cohérence de la définition les attiques figurant en préambule du règlement, avec la règle figurant à l'article 11,
 - mise en cohérence, à l'article 12, de la règle de stationnement applicable au secteur UH1-oap6, avec les termes de l'OAP correspondante.

La présente modification est également l'occasion d'apporter à l'échéancier d'ouverture à l'urbanisation (pièce n°4-3 du PLU), outre sa mise à jour, quelques corrections résultant de la mise en cohérence du tableau et de de la cartographie.

Enfin, la prise en compte de l'ordonnance du 23 septembre 2015 et du décret du 28 décembre 2015, procédant à la recodification, à droit constant, du livre 1er du code de l'urbanisme, induit d'actualiser les articles de référence à la partie législative du Code de l'Urbanisme, figurant aux règlements écrits, graphiques et aux OAP, afin d'en respecter la nouvelle nomenclature. Cette recodification étant à droit constant, cette mise à jour se limite à la « forme », sans modifier les dispositions réglementaires du PLU. Elle permet une meilleure lisibilité, en faisant référence à la nomenclature en vigueur de la partie législative du Code de l'Urbanisme.

Sur ces différents points, on soulignera que les adaptations envisagées du PLU, telles que présentées dans ce document, n'affectent pas les fondements du document d'urbanisme actuel :

- ni dans les objectifs qui ont prévalu à son élaboration...
... En effet, la présente modification consiste à modifier certaines dispositions réglementaires. Elles ne remettent pas en cause les grandes options retenues pour l'aménagement de la commune dans le cadre du PLU en vigueur, et s'inscrivent dans le cadre des orientations du PADD relatives à la requalification de l'entrée de ville, le confortement du chef-lieu et le développement de l'habitat et des activités économiques,
- ni dans ses grands principes réglementaires...
... En effet, les modifications apportées ne remettent pas en cause les grandes règles existantes et génératrices de la forme urbaine, mais sont ponctuelles et limitées.

En outre, l'évaluation environnementale jointe à la présente note, conclue que la modification du PLU de Cranves-Sales n'a qu'un impact faible sur l'environnement du fait de la bonne intégration des enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement.

2-La procédure de modification du PLU

► Le champ d'application de la modification :

Conformément à l'article L.153-36 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification apparaît justifiée car elle :

- ne change pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables,
- ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et ne met pas en place une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- n'ouvre pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de l'établissement public de coopération intercommunal compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

Le choix de la procédure de modification du PLU apparaît donc justifié.

► Le régime juridique de la modification :

Le champ d'application de la procédure de modification est défini par l'article L153-36 du Code de l'Urbanisme.

La présente notice explicative, qui expose le projet et les changements qui seront apportés au PLU, est transmise aux Personnes Publiques Associées (PPA) à la démarche mentionnée aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme.

La mise en œuvre d'une modification est également soumise au respect des modalités d'enquête publique telles que définies par les articles L123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Les observations susceptibles d'être émises par ces personnes ainsi informées sont alors jointes au dossier d'enquête publique.

Au terme de l'enquête publique, qui dure au minimum 1 mois, le commissaire enquêteur rend son rapport et ses conclusions motivées.

Après modifications éventuelles du projet suite aux remarques formulées par les PPA et lors de l'enquête publique, le Conseil Municipal approuve la modification du PLU.

La modification N°2 du PLU fait l'objet d'une évaluation environnementale, jointe à la présente note explicative.

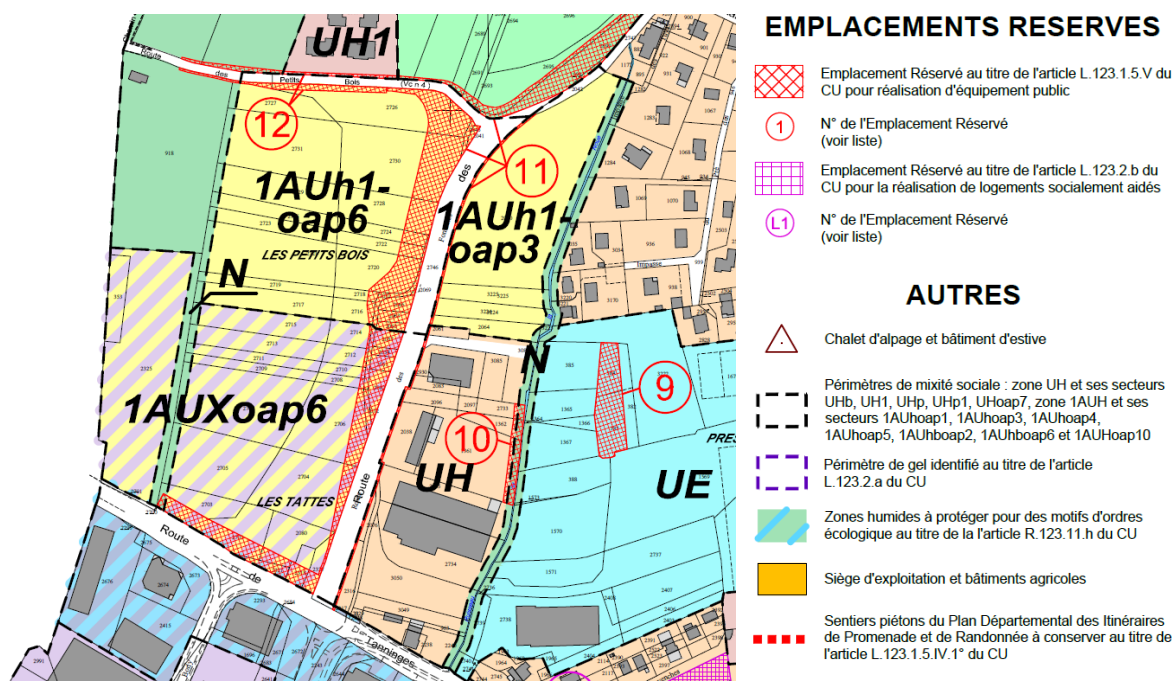
III. LE CONTENU DE LA MODIFICATION N°2

1- Les modifications à apporter au règlement graphique (pièces n°1-1 a et 1-1 b du PLU)

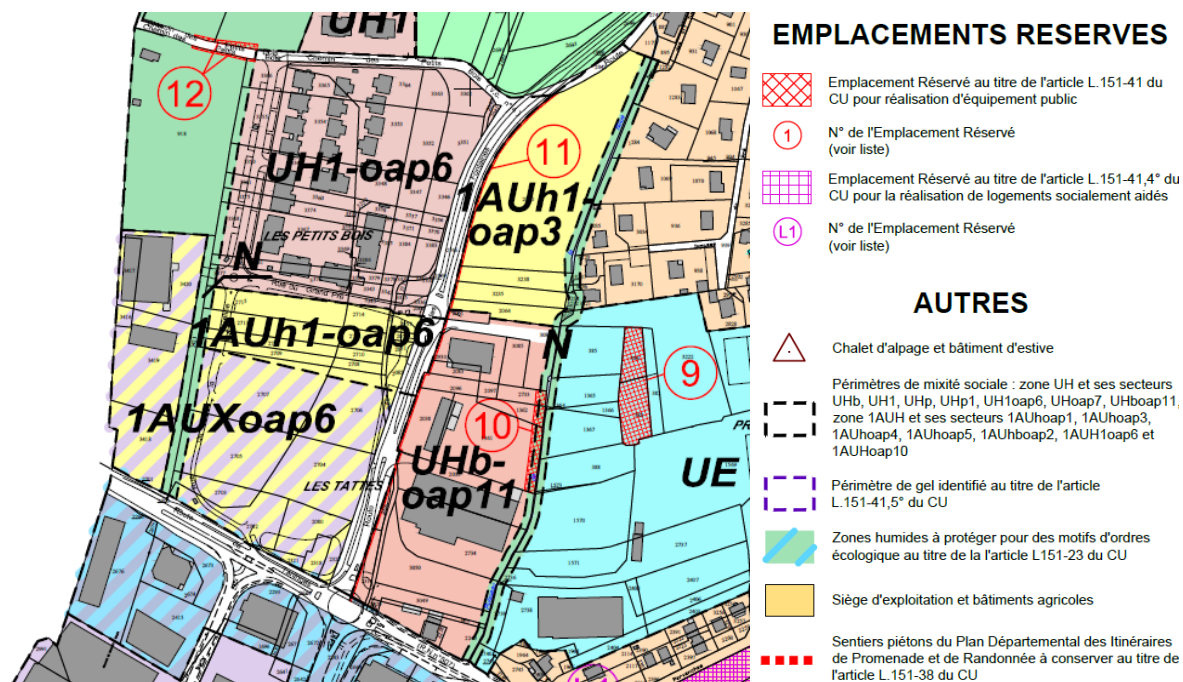
La modification porte sur :

- Le classement en zone UH1-oap6 de la zone 1AUH1-oap6 du PLU en vigueur, pour une superficie d'environ 3,6 ha, afin de prendre en compte le caractère actuellement urbanisé.
- Le classement en zone 1AUH1-oap6 de la partie Nord de la zone 1AUX-oap6, pour une superficie d'environ 0,9 ha, permettant une opération de diversification de l'habitat.
- Le classement en secteur UHb-oap11 de la zone UH, pour une superficie d'environ 2,4 ha, couverte par une nouvelle Orientation d'Aménagement et de Programmation, afin d'organiser son renouvellement urbain.
- La modification des emplacements réservés n°11 et 12, dont les parties réalisées ou en voie d'acquisition par la collectivité sont supprimées. La liste des emplacements réservés est adaptée :
 - La surface de l'ER N°11 passe de 13 000 m² à 640 m²,
 - La surface de l'ER N°12 passe de 953 m² à 204 m².
- L'adaptation des légendes des plans.

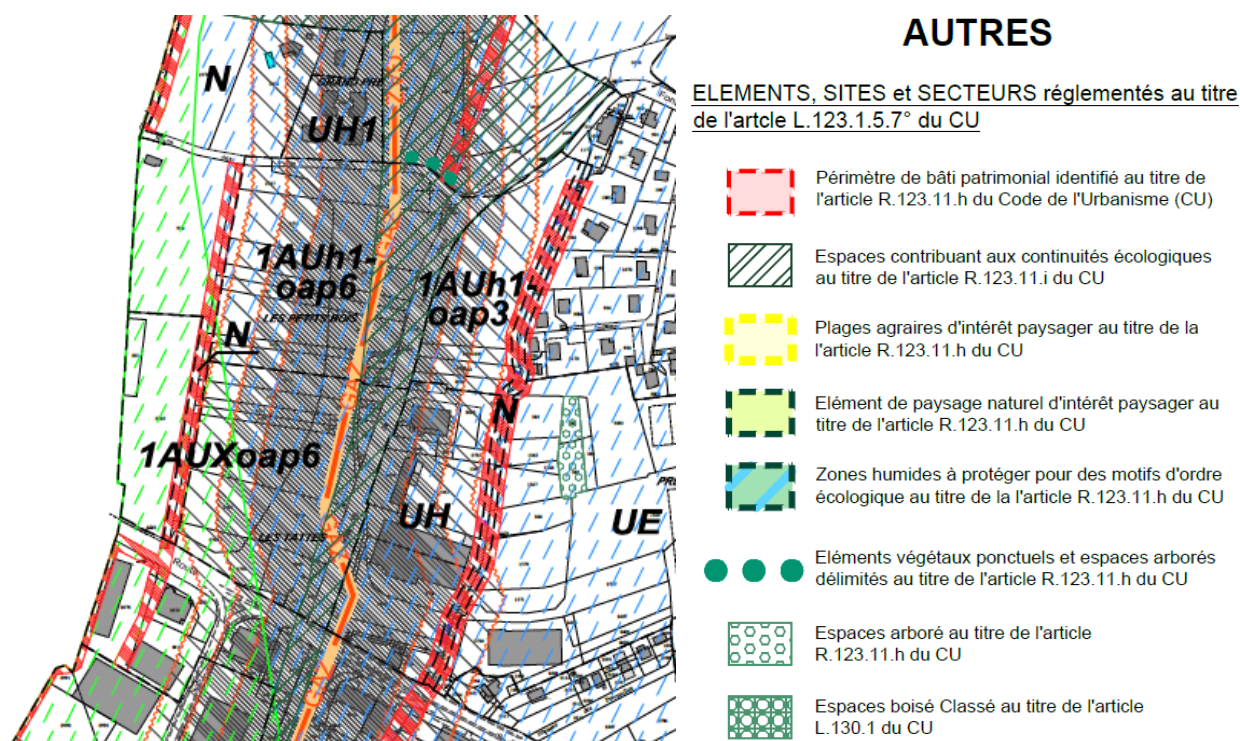
Règlement graphique 1-1-a avant modification n°2

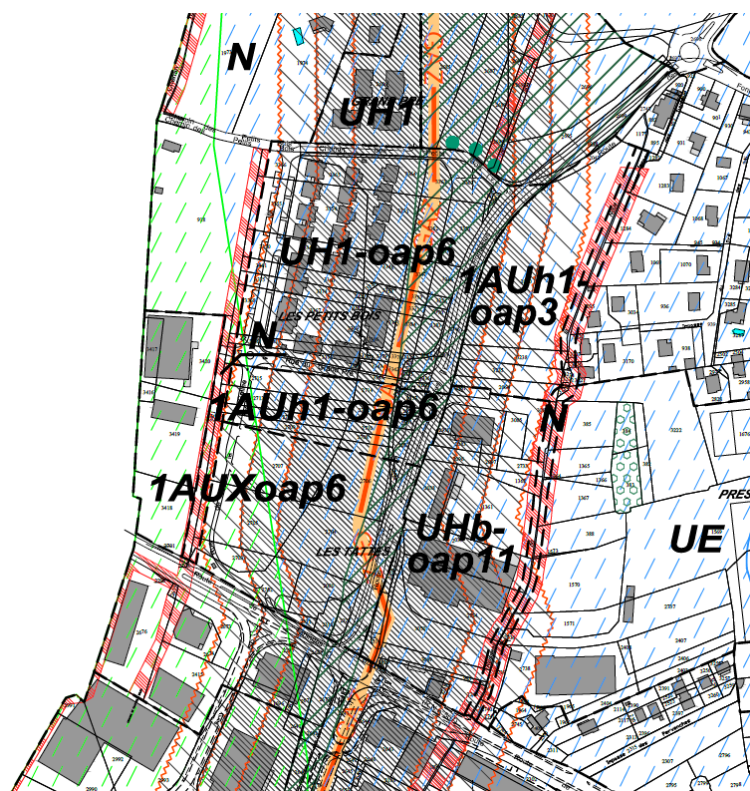


Règlement graphique 1-1-a après modification n°2




Règlement graphique 1-1-b avant modification n°2








AUTRES


 Espaces boisés Classés au titre de l'article L.113-1 du CU


ELEMENTS, SITES et SECTEURS réglementés au titre de l'article L.151-19 du CU

 Périmètre de bâti patrimonial


 Plages agraires d'intérêt paysager au titre de l'article R.123.11.h du CU


 Elément de paysage naturel d'intérêt paysager au titre de l'article R.123.11.h du CU

 Eléments végétaux ponctuels et espaces arborés délimités au titre de l'article R.123.11.h du CU

 Espaces arborés au titre de l'article R.123.11.h du CU

ELEMENTS, SITES et SECTEURS réglementés au titre de l'article L.151-23 du CU

 Espaces contribuant aux continuités écologiques

 Zones humides à protéger pour des motifs d'ordre écologique

2- Les modifications à apporter au règlement écrit (pièce n°5 du PLU)

Les modifications figurent en **caractères rouge, gras, italique**.

► Préambule

En application de l'article ~~L.123-1-5~~ **L.151-8** du Code de l'Urbanisme (désigné ci-après "CU"), le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de CRANVES-SALES comporte "un règlement qui fixe, en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols, permettant d'atteindre les objectifs mentionnés ~~à l'article L.121-1 aux articles L.101-1 à L.101-3 du CU. Ces dernières peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimiter les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger, et définir, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions~~".

L'article L.151-9 du CU prévoit de plus que « le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger. Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire. Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées ».

Ces différentes règles sont énoncées dans un règlement qui doit être cohérent avec :

- le **Document Graphique réglementaire** (DG), pièces n°1-1a, **1-2-a**, 1-1b **et 1-2-b** du PLU,
- le **Rapport de Présentation** (RP), pièce n°2 du PLU.
- le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** (PADD), pièce n°3 du PLU.
- les **Orientations d'Aménagement et de Programmation** (OAP), pièce n°4 du PLU :
 - soit portant sur des espaces propices à un aménagement cohérent, une optimisation de l'espace et une diversification de l'habitat (pièce 4-1),
 - soit transversale portant sur la préservation et la valorisation des sensibilités paysagères et patrimoniales du territoire communal (pièce 4-2).

[...]

- Les espaces boisés classés (EBC) à conserver, à protéger ou à créer, en application des articles ~~L.130-1 et L.130-2~~ **L.113-1 et L.113-2** du CU.
- Les **EMPLACEMENTS RESERVES** (ER) aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts en application ~~des articles L.123-1.5.V° et L.123-2.c de l'article L.151-41~~ du CU. L'emplacement réservé est délimité au titre de l'article R.123-11.d et repéré par un numéro. Sa destination, sa superficie et son bénéficiaire font l'objet d'une liste figurant au document graphique du PLU.
- Les périmètres délimités en application de l'article ~~L.123-2.a~~ **L.151-41,5°** du CU, dans lequel les constructions et installations nouvelles de plus de 20 m² de SDP sont interdites pour une durée maximale de 5 ans désignés ci-après et au document graphique : **PERIMETRES DE GEL DE L'URBANISATION**. Les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes sont toutefois autorisés.
- Au titre de l'article ~~L.123-2.b~~ **L.151-41,4°** du CU, les **EMPLACEMENTS RESERVES POUR DU LOGEMENT AIDE (70% PLUS et 30% PLAI)**. (la répartition des LLS selon leur type de financement sera déterminée pour chaque projet). Leur destination, leur superficie et leur bénéficiaire font l'objet d'une liste figurant au document graphique du PLU (pièce n°1-1a).
- Des secteurs délimités en application de l'article ~~L.123-1.5.II.4°~~ **L.151-15** du CU (en zones U et 1AU), à l'intérieur desquels la réalisation d'un programme de logement doit comporter un pourcentage de logements socialement aidés (arrondi au supérieur) dans le respect des objectifs de mixité sociale, désignés ci-après et au document graphique : **SECTEURS DE MIXITE SOCIALE**.

[...]

- Des Secteurs de Taille et de Capacités d'Accueil Limitées (STECAL), au sein des zones agricoles et naturelles, sont identifiés au titre de l'article ~~L.123.1.5.III.6°~~ **L.151-13** du CU, au document graphique réglementaire du PLU (pièces n°1-1a et 1-2a).

Les bâtiments, au sein des zones agricoles et naturelles, qui en raison de leur intérêt patrimonial ou architectural peuvent :

- dans les zones naturelles, faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole ou la qualité paysagère du site. Dans ce cas, les autorisations de travaux sont soumises à l'avis conforme de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.
- ~~Les éléments de paysage (...), immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique, délimités au titre de l'article R.123.11.h et réglementés au titre de l'article L.123.1.5.III.2° du CU, dont le règlement définit les prescriptions de nature à assurer leur protection et/ou leur mise en valeur :~~
- **Les éléments patrimoniaux (quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural) identifiés au diagnostic, dont le règlement définit les prescriptions de nature à assurer leur protection et/ou leur mise en valeur, en application de l'article L.151-19 du CU :**
 - Des éléments bâtis traditionnels (isolés ou groupés) reconnus pour leur valeur identitaire et patrimoniale à préserver et à valoriser, désignés ci-après et au document graphique : *PERIMETRES DE BATI PATRIMONIAL*.
 - Des espaces agricoles et naturels sensibles du point de vue du paysage et/ou de l'écologie désignés ci-après et au document graphique : *PLAGES AGRAIRES D'INTERÊT PAYSAGER*.
 - Des tènements fonciers arborés (petits parcs habités ou non...) et/ou des éléments végétaux de proximité les plus significatifs (haies, bosquets, alignement d'arbres, vergers, jardins), reconnus pour leur valeur identitaire, patrimoniale et/ou écologique, à préserver et valoriser, désignés ci-après et au document graphique : *TRAME VEGETALE*.

Les éléments patrimoniaux (de paysage, site et secteur à protéger pour des motifs d'ordre écologique) identifiés au diagnostic, dont le règlement définit les prescriptions de nature à assurer leur protection et/ou leur mise en valeur, en application de l'article L.151-23 du CU :

- Des zones humides au sens du L.211-1 et R.211-108 du Code de l'environnement, désignées ci-après et au document graphique : *ZONES HUMIDES*.
- Les espaces **urbanisés, à urbaniser**, agricoles ou naturels contribuant aux continuités écologiques ainsi qu'à la trame verte et bleue, ~~délimités au titre de l'article R.123.11.i et réglementés au titre de l'article L.123.1.5.III.2° CU~~, dont le règlement définit les prescriptions de nature à assurer leur protection et/ou leur mise en valeur, désignés ci-après et au document graphique : *CORRIDORS ECOLOGIQUES*.

[...]

DOCUMENT GRAPHIQUE ANNEXE

Sont reportés sur un document graphique annexe du PLU (pièce n°1-2), au titre des articles R.123.13 et R.123.14 du CU, **dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015**, à titre informatif, certains périmètres ayant des effets sur l'occupation et l'utilisation du sol, à savoir :

- Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le Droit de Préemption Urbain (DPU), en application de l'article L.211-1 du CU.
- Les périmètres délimités en application ~~de l'article L.430-1~~ **des articles R.421-26 à R.421-29** du CU, à l'intérieur desquelles s'appliquent les dispositions relatives au permis de démolir.
- Les périmètres délimités au titre de l'article ~~L.111-10~~ **L.424-1** du CU, sur lesquels la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération. Cette identification permet, le cas échéant, à la collectivité d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisations d'utilisation ou d'occupation du sol qui seraient susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse une future opération d'aménagement.

[...]

AVERTISSEMENT

Les références au Code de l'Urbanisme s'appuient sur sa version en vigueur à la date d'approbation de la modification simplifiée n°2 du PLU de CRANVES-SALES, à l'exception des articles R. 123-1 à R. 123-14 (relatifs au contenu des Plan Locaux d'Urbanisme), qui s'appuient sur sa version en vigueur au 31 décembre 2015. En effet, le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015, relatif à la recodification de la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, prévoit des mesures transitoires dans lesquelles s'inscrit la modification du PLU de CRANVES-SALES (article 12- VI. – « Les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent également applicables aux plans locaux d'urbanisme qui font l'objet, après le 1er janvier 2016, d'une procédure de révision sur le fondement de l'article L.153-34 de ce code, de modification ou de mise en compatibilité. »).

Définitions

Sous sol : niveau d'un bâtiment situé sous le terrain naturel en totalité ou majoritairement et sous un rez-de-chaussée. (Il est semi enterré si le sol extérieur est à peu près à mi hauteur du local).

Rez-de-chaussée : niveau d'un bâtiment dont le plancher est le plus proche du niveau du sol extérieur, voire en surélévation sur un sous-sol (**rez-de-chaussée surélevé**). C'est le niveau 0.

Combles : dernier niveau habitable, tout ou partiellement situé directement sous le toit de l'édifice lorsque celui-ci présente une toiture à pans inclinés. Lorsque la hauteur permet la construction avec combles, ceux-ci ne comportent qu'un seul niveau de plancher habitable (il peut subsister un petit volume non aménageable ce sont les combles perdus, ils ne sont pas pris en compte).

Attique : étage supérieur d'un édifice, construit en retrait par rapport **à au minimum trois aux** façades de l'étage immédiatement inférieur.

Terrain naturel : topographie ou terrain, existant tel qu'il se présente avant les travaux d'exhaussement ou d'excavation, exécutés en vue de réaliser un projet

► La zone UH

Article liminaire :

ARTICLE LIMINAIRE

[...]

- *Un secteur UH1-oap6 concernant un secteur urbain à vocation dominante d'habitat collectif en entrée de ville, au lieudit « aux Petits Bois », faisant l'objet d'une OAP (pièce 4-1 du PLU).*
- *Un secteur UHb-oap11 concernant un secteur de renouvellement urbain en entrée de ville, au lieudit « Prés des Fontaines », dont les dispositions réglementaires incitent à un renforcement de la densité urbaine et de la mixité des fonctions, faisant l'objet d'une OAP (pièce 4-1 du PLU).*

Article 1

Article.1.UH

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

[...]

Dans le secteur UHb-oap11, au sein du sous-secteur S2, tel que délimité à l'OAP correspondante :

- *toutes les constructions et installations ne répondant pas aux conditions définies à l'article 2 ci-après.*

Article 2

Article.2.UH OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

[...]

Dans la zone UH, l'ensemble de ses secteurs et périmètres, à l'exception du sous-secteur S2 du secteur UHb-oap11, tel que délimité à l'OAP correspondante :

En application de l'article ~~L.123.1.5.II.4°~~ L.151-15 du CU (SECTEURS DE MIXITE SOCIALE) et hors emplacements réservés identifiés au titre de l'article ~~L.123.2.b~~ L.151-41,4° du CU :

- Toute opération d'habitat de ~~5 à 19~~ 4 à 9 logements doit comporter au minimum ~~20%~~ 25% de logements locatifs socialement aidés ~~de type "PLUS"~~.
- Toute opération d'habitat de ~~20 à 49~~ 10 à 29 logements *inclus* doit comporter au minimum ~~25%~~ 30% de logements locatifs socialement aidés ~~dont 20% de type "PLUS" et 5% de type "PLAI"~~.
- Toute opération d'habitat de ~~50~~ 30 logements et plus doit comporter minimum ~~30%~~ 35% de logements locatifs socialement aidés, ~~dont 20% de type "PLUS" et 10% de type "PLAI"~~.
- En cas de cumul de permis de construire à l'échelle d'une unité foncière sur une période de 5 ans, le taux de LLS à appliquer est celui correspondant au total des logements créés sur l'unité foncière au cours de la période de 5 ans.
- **Dans le secteur UHb-oap11 : dans le sous-secteur S1 tel que délimité à l'OAP correspondante, toute opération d'habitat doit comporter au minimum :**
 - **soit 40% de logements locatifs socialement aidés et 10% de logements en accession sociale de type Bail Réel Solidaire (BRS),**
 - **soit 50% de logements locatifs socialement aidés.**
- En cas de cumul de permis de construire à l'échelle d'une unité foncière sur une période de 5 ans, le taux de LLS à appliquer est celui correspondant au total des logements créés sur l'unité foncière au cours de la période de 5 ans.
- **Le calcul du nombre de logements locatifs sociaux ou en accession sociale doit être arrondi systématiquement au nombre entier supérieur (ex. : 4,1 LLS → 5 LLS).**
- **La ventilation des LLS selon leur type de financement sera définie en fonction des besoins annuels déterminés par le PLH et les services de l'Etat.**
- **Les permis d'aménager sont considérés comme des opérations et sont soumis aux règles énoncées ci-avant. Les demandes d'autorisation de permis d'aménager doivent identifier les lots dédiés aux LLS.**

[...]

Dans les périmètres délimités au règlement graphique du PLU (pièces n°1-1a et 1-2a) en application de l'article ~~L.123.2.b~~ L.151-41,4° du CU (emplacements réservés pour programmes de logements socialement aidés) :

- L1 : Chez Morel, 50% de Logements Locatifs Socialement aidés (LLS)
- L2 : Les Diambes, 50% de LLS
- L3 : Les Picolettes, 100% de LLS
- L4 : Les Vignes Rouges, 100% de LLS

Dans le secteur UHb-oap11 : dans le sous-secteur S2 tel que délimité à l'OAP correspondante :

- **les aménagements, les constructions et installations à condition qu'ils aient usage d'équipement public ou d'intérêt collectif, ainsi que les logements de fonction de ces équipements,**
- **l'adaptation, la réfection et l'extension limitée des constructions à usage d'habitation existantes, sous réserves :**
 - **que sa destination soit conservée,**
 - **qu'elle n'excède pas 50 m² d'emprise au sol et dans la limite d'une seule extension à l'échéance du PLU,**

- *qu'elle ne compromette pas la vocation d'équipements publics ou d'intérêt collectif du secteur.*

[...]

Article 3

Article.3.UH

ACCES ET VOIRIE

3.1 - Dispositions concernant les accès :

Le cas échéant, les accès aux constructions et installations doivent être réalisés suivant les indications graphiques figurant dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

3.2 - Dispositions concernant la voirie :

Le cas échéant, les voies doivent être réalisées suivant les indications graphiques figurant dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

~~*Dans le secteur UH-oap7, les accès et la desserte des constructions et installations doivent être réalisés suivant les indications graphiques figurant dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLU (pièce 4-1).*~~

Article 4

Article.4.UH

DESSERTE PAR LES RESEAUX

[...]

4.3 - Évacuation des eaux pluviales et de ruissellement :

Tout terrain d'assiette d'une opération doit comporter un minimum d'espaces perméables correspondant à une part des espaces libres de toute construction. Cette part devant être clairement identifiable et quantifiée dans les demandes d'autorisation d'urbanisme, est au minimum :

- dans tous les secteurs UH1, *y compris le secteur UH1-oap6* : 20%.
- dans la zone UH et le secteur UH-oap7 : 30%.
- dans tous les secteurs UHp : 60%.
- **Uniquement dans le secteur UHp**, en cas de division d'un foncier bâti existant, ce pourcentage d'espaces perméables doit être maintenu sur le tènement foncier de la construction préexistante.
- Ces dispositions ne s'appliquent pas en cas d'extension des constructions existantes, ni aux constructions annexes nouvelles.

Les dispositions ci-dessus ne concernent pas **les secteurs UHb et UHb-oap11, les CONSTRUCTIONS ET ENSEMBLES BATIS D'INTERET PATRIMONIAL OU ARCHITECTURAL**, ni les tènements fonciers déjà bâtis en cas de réhabilitation et extension des constructions existantes, ni en cas d'implantation de construction annexe.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux recommandations techniques prescrites en application des annexes sanitaires du PLU, qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention ou leur infiltration dans les sols quand ceux-ci le permettent, dans le respect du Schéma des Eaux Pluviales.

[...]

Article 6

Article.6.UH

IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'ordonnancement et de composition urbaine définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Dans la zone UH, les secteurs UH1, UHpn, *UH1-oap6* et UH-oap7 :

- les constructions et installations doivent respecter un recul minimum de 5 m par rapport aux limites des emprises publiques, existantes, à modifier ou à créer.
- l'implantation entre 0 et 5 m de la limite des emprises publiques est autorisée, et ce hors marges de reculement éventuelles, dans les cas suivants :
 - constructions, ouvrages techniques et installations à usage d'équipements publics ou d'intérêt collectif,
 - stationnements souterrains et leurs rampes d'accès, qu'ils soient enterrés ou semi enterrés,
 - constructions annexes accolées ou non, au corps principal de la construction, à condition que leur hauteur maximum n'excède pas 3,50 m. par rapport au terrain naturel ou existant avant terrassement, et la longueur cumulée des façades bordant le domaine public n'excèdent pas 6m. En cas de garage, aucune sortie directe sur la voie publique n'est autorisée,
 - murs de soutènement des terres, à condition que leur hauteur maximum n'excède pas 1,50 m par rapport au terrain naturel ou existant,
 - aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite.

Dans la zone UH de Lossy, les secteurs UHb et *UHb-oap11*, ainsi que dans les PERIMETRES DE BÂTI PATRIMONIAL :

- les constructions et installations doivent, par rapport aux emprises publiques, et ce hors marges de reculement éventuelles :
 - soit être implantées entre 0 et 5 m de la limite des emprises publiques est autorisée, et ce hors marges de reculement éventuelles, sauf pour les constructions incluant un garage avec sortie directe sur la voie, qui doivent alors respecter un recul de 5 m.
 - soit respecter un recul minimum de 5 m.

Article 7

Article.7.UH

IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'ordonnancement et de composition urbaine définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

En opposition à l'article R123-10-1 du Code de l'Urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de l'ensemble du projet, les règles édictées par le plan local d'urbanisme sont applicables à l'intérieur de l'opération.

Dans la zone UH, l'ensemble de ses secteurs et périmètres :

Pour l'application des règles ci-après, le calcul se fera :

- **dans la zone UH, l'ensemble de ses secteurs et périmètres, à l'exception du secteur *UHb-oap11* :** au nu de la façade. Les débords éventuels (débords de toitures, balcons, saillies, encorbellements et marquises ...) ne sont pas pris en compte jusqu'à 1.5 m. Au-delà de 1.50 m, seul le surplus est pris en compte,
- ***dans le secteur UHb-oap11 : en tout point de la façade.***

[...]

Dans la zone UH, les secteurs UH1, UHp, **et UH1-oap6, UH-oap7 et UHb-oap11** :

- la distance (d) comptée horizontalement de tout point d'une construction ou installation au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude (h) entre ces deux points ($d > h/2$), sans pouvoir être inférieure à 4 m.

Article 8

Article.8.UH

IMPLANTATION SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'ordonnancement et de composition urbaine définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Article 9

Article.9.UH

EMPRISE AU SOL

Le Coefficient d'Emprise au Sol des constructions ne doit pas dépasser :

- **dans le secteur UHb** : 0,50 pour les constructions neuves.
- **dans les secteurs UH1-oap6 et UHb-oap11 : 0,35,**
- **dans la zone UH et les secteurs UH1 et UH-oap7** : 0,30.
- **dans le secteur UHp** : 0,20.

Le Coefficient d'Emprise au Sol des constructions n'est pas réglementé en cas de :

- constructions et installations à usage de service public ou d'intérêt collectif,
- ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif,
- reconstruction dans le volume existant après sinistre, conformément à l'article ~~L.111-3~~ **L.111-15** du CU,
- constructions ou installations annexes,
- **dans le secteur UHb et les PERIMETRES DE BÂTI PATRIMONIAL** pour les extensions des constructions existantes.

[...]

Article 10

Article.10.UH

HAUTEUR MAXIMALE

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels de forme urbaine et de gabarits définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Sous réserve de servitudes particulières d'urbanisme (servitudes aéronautiques, ...), la hauteur des constructions et installations ainsi que leur gabarit, y compris les combles (C) ou les attiques (AT), ne peuvent excéder respectivement :

- **dans le secteur UHb** : 13 m, et RDC ou RDCS + 2 niveaux +C. ou AT

En cas de réfection de toiture, notamment pour isolation thermique d'une construction existante, un dépassement de 0,40 m est toléré si la hauteur de la dite construction dépasse la hauteur maximum autorisée après réfection de la toiture.

De même, dans le cadre d'une construction en mitoyenneté, un alignement sur la hauteur existante de la construction voisine (qui serait supérieure à 13 m) peut être tolérée au regard du projet pour des raisons d'insertion architecturale à l'environnement bâti.

- **dans le secteur UH1** : 16 m, et RDC ou RDCS + 3 niveaux +C ou AT,

- dans la zone UH : 10 m, et RDC ou RDCS + 1 niveau +C,
- dans le secteur UH-oap7 : 11 m, et RDC ou RDCS + 1 niveau + C ou AT,
- dans le secteur UH1-oap6 : 13 m, et RDC ou RDCS + 2 niveaux + AT. Les RDCS ne pourront être admis que dans le cas de contrainte technique avérée.
- dans le secteur UHb-oap11 : 13 m, et RDC + 2 niveaux + AT.

[...]

Article 11

Article.11.UH

ASPECT EXTÉRIEUR

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels concernant l'aspect extérieur des constructions et des clôtures définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Forme et volume des toitures :

Dans la zone UH, l'ensemble de ses secteurs et périmètres, sauf dans les PERIMETRES DE BÂTI PATRIMONIAL :

- la pente des toitures **à pans** doit être supérieure ou égale à 40%. Toutefois, des pentes inférieures pourront être admises, dans les cas suivants :
 - extensions des constructions existantes ayant une pente de toiture inférieure à 40%,
 - constructions annexes ou traitements architecturaux particuliers : porches, auvents, coyaux, levées de toiture, vérandas...
- dans le cas d'une construction avec attique, les toitures terrasses de ce-dernier ne doivent pas être inférieures à 40% et ne doit pas dépasser 60% de l'emprise au sol du niveau considéré de la construction.
- les toitures plates ou à faible pente sont admises sur l'ensemble de la construction dans le cas de toitures végétalisées,
- dans les secteurs UH1-oap6 et UHb-oap11 : les toitures doivent être plates ou à faible pente et végétalisées.

[...]

Article 12

Article.12.UH

STATIONNEMENT

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels concernant le stationnement des véhicules définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Stationnement des véhicules automobiles :

Pour les constructions à vocation d'habitat, il est exigé :

- au minimum, dans la zone UH, l'ensemble de ses secteurs et périmètres, à l'exception du secteur UH1-oap6, et pour toute opération de :
 - 2 logements et moins : 2 places par logement,
 - de 2 à 12 logements : 2 places par logement, dont 1 place intégrée dans le volume de la construction,
 - plus de 12 logements : 2 places par logement, dont 1,5 place intégrée dans le volume de la construction.
- dans le secteur UH1-oap6 : au maximum 1,8 place par logement, dont 1,3 en souterrain.

[...]

Article 13

Article.13.UH

ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES

[...]

13.2 - Obligation de planter et de réaliser des espaces libres :

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'aménagement définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

► La zone 1AUh

Article liminaire :

Article 2

Article.2.1AUh

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES

[...]

En application de l'article ~~L.123-1.5.II.4°~~ L.151-15 du CU (SECTEURS DE MIXITE SOCIALE) et hors emplacements réservés identifiés au titre de l'article ~~L.123-2.b~~ L.151-41,4°,

- Toute opération d'habitat de ~~5 à 19~~ 4 à 9 logements doit comporter au minimum ~~20%~~ 25% de logements locatifs socialement aidés ~~de type "PLUS"~~.
- Toute opération d'habitat de ~~20 à 49~~ 10 à 29 logements *inclus* doit comporter au minimum 25% 30% de logements locatifs socialement aidés ~~dont 20% de type "PLUS" et 5% de type "PLAI"~~.
- Toute opération d'habitat de ~~50~~ 30 logements et plus doit comporter minimum 30% 35% de logements locatifs socialement aidés, ~~dont 20% de type "PLUS" et 10% de type "PLAI"~~.
- *Dans le secteur 1AUh1-oap6 : dans le sous-secteur S1 tel que délimité à l'OAP correspondante, toute opération d'habitat doit comporter au minimum 50% de logements locatifs socialement aidés.*
- En cas de cumul de permis de construire à l'échelle d'une unité foncière sur une période de 5 ans, le taux de LLS à appliquer est celui correspondant au total des logements créés sur l'unité foncière au cours de la période de 5 ans.
- *Le calcul du nombre de logements locatifs sociaux ou en accession sociale doit être arrondi systématiquement au nombre entier supérieur (ex. : 4,1 LLS → 5 LLS).*
- *La ventilation des LLS selon leur type de financement sera définie en fonction des besoins annuels déterminés par le PLH et les services de l'Etat.*
- *Les permis d'aménager sont considérés comme des opérations et sont soumis aux règles énoncées ci-avant. Les demandes d'autorisation de permis d'aménager doivent identifier les lots dédiés aux LLS.*
- les constructions et installations à usage artisanal sont admises à condition que leur fonctionnement et leur fréquentation induite ne risque pas de nuire à la sécurité et à la salubrité publique.
- le stationnement de caravane non habitée est autorisé dans les bâtiments et remises et sur le terrain où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur,

Dans les périmètres délimités au règlement graphique du PLU (pièces n°1-1a et 1-2a) en application de l'article ~~L.123-2.b~~ L.151-41,4° du CU (emplacements réservés pour programmes de logements socialement aidés) :

- L5 : Sur Pelvat, 100% de LLS

Conditions d'ouverture à l'urbanisation :

- à l'exception des secteurs 1AUh-oap1, 1AUhb-oap2 et 1AUh-oap10, l'ensemble des secteurs qui composent la zone 1AUh ne peuvent être ouverts à l'urbanisation qu'au travers d'une opération d'aménagement au sens du Code de l'Urbanisme portant sur la totalité du tènement foncier du secteur concerné.
- quant aux secteurs 1AUh-oap1, 1AUhb-oap2 et 1AUh-oap10, ils ne peuvent être ouverts à l'urbanisation que par tranches fonctionnelles.

[...]

Article 3

Article.3.1AUh

ACCES ET VOIRIE

3.1 - Dispositions concernant les accès :

Le cas échéant, les accès aux constructions et installations doivent être réalisés suivant les indications graphiques figurant dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

3.2 - Dispositions concernant la voirie :

Le cas échéant, les voies doivent être réalisées suivant les indications graphiques figurant dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

~~*Le cas échéant, la desserte des constructions et installations doit être réalisée suivant les indications graphiques figurant dans l'OAP du secteur considéré.*~~

Article 6

Article.6.1AUh

IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'ordonnancement et de composition urbaine définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Article 7

Article.7.1AUh

IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'ordonnancement et de composition urbaine définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

En opposition à l'article R123-10-1 du Code de l'Urbanisme, dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur une unité foncière ou sur plusieurs unités foncières contiguës, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de l'ensemble du projet, les règles édictées par le plan local d'urbanisme sont applicables à l'intérieur de l'opération.

[...]

Article 8

Article.8.1AUh	IMPLANTATION SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ
<i>Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'ordonnancement et de composition urbaine définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).</i>	
[...]	

Article 10

Article.10.1AUh	HAUTEUR MAXIMALE
<i>Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels de forme urbaine et de gabarits définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).</i>	
[...]	
Sous réserve de servitudes particulières d'urbanisme (servitudes aéronautiques, ...) et des éventuelles dispositions particulières figurant dans les OAP du PLU (pièce N°4-1), la hauteur des constructions et installations ainsi que leur gabarit, y compris les combles (C) ou les attiques (AT), ne peuvent excéder respectivement :	
<ul style="list-style-type: none">- dans les secteurs 1AUhb-oap2, 1AUB-oap4, 1AUh1-oap3, 1AUh1-oap6 : 13 m, et RDC ou RDCS + 2 niveaux +C ou AT.- <i>dans le secteur 1AUh1-oap6 : 13 m, et RDC ou RDCS + 2 niveaux + AT. Les RDCS ne pourront être admis que dans le cas de contrainte technique avérée.</i>	
[...]	

Article 11

Article.11.1AUh	ASPECT EXTÉRIEUR
<i>Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels concernant l'aspect extérieur des constructions et des clôtures définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).</i>	
[...]	
<i>Toute opération doit prendre en compte les éventuelles dispositions particulières concernant l'architecture, l'aménagement des abords des constructions et installations définies dans l'OAP du secteur considéré.</i>	
[...]	

Article 12

Article.12.1AUh	STATIONNEMENT
<i>Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels concernant le stationnement des véhicules définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).</i>	
[...]	

Article 13

Article.13.1AUh	ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES
[...]	
13.2 - Obligation de planter et de réaliser des espaces libres :	
<i>Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'aménagement définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).</i>	
[...]	

Il convient également de se reporter :

- ~~— aux éventuelles dispositions particulières figurant dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).~~
- à l'OAP transversale (pièce n° 4-2).

► La zone 1AUX

Article 1

Article.1.1AUX

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dans les BANDES D'EFFET DES CANALISATIONS DE GAZ (sur le secteur 1AUX-oap6) et sans mesures compensatoires :

- sur la canalisation est imposée une zone "non aedificandi".

Dans les trois secteurs qui composent la zone 1AUX :

- les constructions à usage d'habitation non mentionnées à l'article 2.
- les constructions et installations à usage de commerce non mentionnées à l'article 2.
- les constructions et installations agricoles nouvelles.
- l'ouverture et l'exploitation de carrières de matériaux.
- les dépôts de véhicules, de matériaux inertes ou de récupération.
- les garages collectifs de caravanes ou de véhicules particuliers indépendants d'une opération de logements.
- l'installation de caravanes habitées, quelle qu'en soit la durée.
- les activités de camping et de caravanage.
- les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs.

Dans le secteur 1AUX-oap6 :

- ***les activités artisanales, industrielles et les entrepôts.***

Article 3

Article.3.1AUX

ACCES ET VOIRIE

3.1 - Dispositions concernant les accès :

Le cas échéant, les accès aux constructions et installations doivent être réalisés suivant les indications graphiques figurant dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

3.2 - Dispositions concernant la voirie :

Le cas échéant, les voies doivent être réalisées suivant les indications graphiques figurant dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

~~***Le cas échéant, la desserte des constructions et installations doivent être réalisés suivant les indications graphiques figurant dans les OAP du PLU (pièce n°4-1).***~~

Article 6

Article.6.1AUX

IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'ordonnancement et de composition urbaine définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Article 7

Article.7.1AUX

IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'ordonnancement et de composition urbaine définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Article 8

Article.8.1AUX

IMPLANTATION SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'ordonnancement et de composition urbaine définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Article 10

Article.10.1AUX

HAUTEUR MAXIMALE

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels de forme urbaine et de gabarits définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Article 11

Article.11.1AUX

ASPECT EXTÉRIEUR

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels concernant l'aspect extérieur des constructions et des clôtures définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

Une attention particulière sera apportée à la qualité architecturale des constructions situées le long de la RD 907 et de la route des Fontaines, afin de **souligner qualitativement marquer** l'entrée de ville ~~et ne pas dénaturer son caractère d'ancien bourg rural~~. Les bâtiments doivent s'intégrer de façon harmonieuse avec leur environnement. Il ne sera pas autorisé par exemple, des constructions standardisées. Les bâtiments doivent obligatoirement être adaptées au site et au contexte communal, par l'emploi de matériaux (bois, pierre, par exemple), de teinte (sobre, naturelle) ou de forme ~~(toit deux pans par exemple), locaux~~. Une architecture contemporaine n'est pas exclue, sous réserve de sa bonne insertion dans le site. Une importance particulière sera accordée à la végétalisation des parcelles (espaces libres seront plantés d'arbres ou bosquets et non seulement engazonnés, stationnements végétalisés, plantations d'espèces endémiques typiques). Signalisation et éclairage seront limités et discrets (pas de mat, de décrochement de façades, de drapeau, etc....) en raison de la bonne exposition du site et de la proximité d'un corridor écologique (voir aussi contraintes liées à la servitude de dégagement aéronautique).

11.1 - Implantation et volume :

[...]

~~Toute opération doit prendre en compte les éventuelles dispositions particulières concernant l'architecture, l'aménagement des abords des constructions et installations définies dans l'OAP du secteur considéré (pièce 4-1).~~

[...]

11.3 - Toitures :

Sauf prescriptions particulières figurant aux OAP, les toitures ne sont pas réglementées mais doivent s'intégrer dans l'environnement bâti existant.

[...]

Article 12

Article.12.1AUX

STATIONNEMENT

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels concernant le stationnement des véhicules définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Article 13

Article.13.1AUX

ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS - ESPACES BOISES CLASSES

[...]

13.2 - Obligation de planter et de réaliser des espaces libres :

Toute autorisation d'urbanisme doit prendre en compte les principes éventuels d'aménagement définis dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).

[...]

Il convient également de se reporter :

- ~~***aux éventuelles dispositions particulières figurant dans l'OAP du secteur considéré (pièce n°4-1).***~~
- à l'OAP transversale (pièce n° 4-2).

3- Les modifications à apporter aux Orientations d'aménagement et de programmation (pièce n°5 du PLU)

► Les modifications apportées à l'OAP sectorielle n°6 (pièce n°4-1 du PLU)

Les modifications figurent en **caractères rouge, gras, italique**.

ORIENTATION 6	
OAP 6 : LES PETITS BOIS	
<p>Le site :</p> <p>Cet espace plat d'environ 7,7 ha est situé en partie Sud-Ouest de la commune et depuis la RD907 s'ouvre sur les Bois de Rosses en fond de scène.</p> <p>Actuellement <i>partiellement urbanisé en partie Ouest et Nord, où s'est développé récemment un secteur d'habitat collectif, il comprend en partie Sud-Est un ancien espace agricole en cours d'enfrichement, il est constitué de prés-de-fauche</i>, il est partiellement irrigué par un réseau hydrographique de faible emprise mais identifié au sein du PPR.</p> <p><i>Le ruisseau de la Géline borde la limite Nord du site et présente un intérêt piscicole à préserver. Son fossé de délestage traverse le site du Nord au Sud.</i></p> <p><i>Le ruisseau de la Géline, dont un fossé de délestage borde ou traverse le site du Nord au Sud, présente un intérêt piscicole à préserver.</i></p> <p>Un corridor écologique petite faune concerne la partie Est du site, lequel doit être pris en considération dans l'aménagement de l'opération.</p> <p>Le site est entouré par trois axes routiers : la RD907 au Sud (axe structurant à forte circulation), la route des Fontaines à l'Est et la route des Petits Bois au Nord. <i>Il s'inscrit dans un secteur d'entrée de ville en cours de structuration et de requalification urbaine, dont le développement récent d'une opération d'habitat collectif et d'un large maillage d'espaces publics permet d'ores et déjà une perception plus aérée, agréable et maîtrisée.</i></p> <p><i>Compte tenu de la structure du maillage viaire, deux accès au site sont envisageables : un accès principal à l'Est sur la route des Fontaines, et un autre secondaire au Nord-Ouest sur la route des Petits Bois.</i></p> <p><i>Compte tenu de la structure du maillage viaire, les principaux accès au site sont : depuis la rue du Grand Pré, prenant accès sur la route des Fontaines, et secondairement à partir de la rue de la Géline prenant accès sur la route des Petits Bois.</i></p>	    

Les enjeux d'aménagement :

- Promouvoir, en mixité avec l'habitat, un développement de l'activité économique et de l'emploi sur la commune et un secteur aisément accessible par tous les modes de transports.
- Créer une séquence urbaine de qualité comme entrée Sud du chef-lieu.
- Permettre une optimisation de l'usage du sol adaptée aux caractéristiques du site, et répondant favorablement aux contraintes environnementales identifiées sur ce dernier (PEB, PPR, corridor écologique, ...).
- Promouvoir une mixité sociale et une diversité de l'offre de logements au sein de l'opération en partie Nord du site.
- **Créer Préserver** une fenêtre paysagère sur les Bois de Rosses depuis la RD907, par la réalisation d'un « espace vert tampon » conique aux caractéristiques très naturelles entre la route des Fontaines et l'opération, participant de fait au confortement du corridor écologique identifié, et support d'une pénétration de la « nature en ville », de la gestion paysagère des eaux pluviales, et de cheminements « modes doux ».
- Développer des espaces verts collectifs en lien avec l'espace tampon cité ci-avant,
- ~~Aménager un espace vert de mise en scène des activités tertiaires de premier plan entre la RD907 et l'opération.~~
- ~~Requalifier et sécuriser la route des Fontaines en lien avec l'opération comme « entrée Sud » du centre du chef-lieu de Cranves-Sales.~~
- ~~Dévoier la route des Petits Bois comme desserte secondaire de l'opération et la raccorder plus au Sud sur la route des Fontaines.~~
- Intégrer au mieux les diverses composantes en présence (programme de construction et d'aménagement envisagé, contraintes et caractéristiques géographiques du site...) afin d'assurer une gestion optimale du corridor écologique présent sur la partie Sud-Est du secteur de projet.
- Aménager des espaces "de **respiration transition**" entre les activités et les logements afin de les préserver au mieux des nuisances éventuelles issues des activités économiques.

Les principes d'aménagement :

L'opération se décompose en trois secteurs opérationnels (cf croquis ci-contre) :

- S1, **et S2 et S4** en partie Est du site, **la voie de desserte interne constituant la limite entre les deux secteurs,**
- S3 en partie Ouest du site **(au-delà du ru la Géline).**

Accès et desserte :

- ~~A l'Est, un accès automobile sécurisé sur la route des Fontaines est à positionner et à aménager pour desservir les secteurs S1, S2 et S3 de l'opération via le carrefour giratoire à l'entrée du site.~~
- ~~A partir de ce carrefour, une voie de desserte principale interne (orientée Est/Ouest) de l'opération pourrait être implantée à l'interface des trois secteurs opérationnels (S1, S2 et S3) au cœur du site pour desservir ces derniers de manière sécurisée et adaptée.~~
- ~~Des voies de desserte secondaire, perpendiculaires ou dans le prolongement de la voie principale, et en greffe sur cette dernière, permettraient d'irriguer au Nord le secteur S1, au Sud le secteur S2, à l'Ouest le secteur S3.~~
- La voie de desserte principale est la rue de Grand Pré, à l'interface des secteurs S1, S3 et S4.
- La voie secondaire **d'accès au** secteur S1 **devrait être** la rue de la Géline, raccordée en liaison avec la route des Petits Bois.
- Les accès au secteur S2 s'organiseront à partir de la rue de la Géline et/ou de la voie secondaire (en tourne à droite à sens unique), en greffe sur la RD907, à proximité du **nouveau** carrefour giratoire, **permet la desserte du site à vocation tertiaire.**
- Les accès aux secteurs S3 et S4, s'organiseront à partir de la rue de Grand Pré et/ou la rue de la Géline. **Aucun nouvel accès ne sera créé à partir de la route des Fontaines.**



LEGENDE	
	Secteurs
	Voies de desserte :
	- principale
	- secondaire à positionner
	Position de principe pour les cheminements partagés (piéton/cycle)

- Pour le secteur S4 : l'opération comportera au maximum deux accès. Dans le cas d'un accès à partir de la rue de la Géline, une mutualisation de l'accès avec le secteur S2 sera recherchée.
- S'il y a lieu, les voies de desserte secondaire en impasses devront être dotées d'une aire de retournement en fond d'opération.
- Les circulations « modes doux » doivent assurer la continuité de celles existantes (en direction du centre-bourg), et notamment en traversant l'espace vert à vocation de parc ouvert au public (espace "tampon"). Ces cheminements doivent être traités en matériaux perméables.

Forme urbaine :

- Pour l'ensemble des secteurs, au regard des gabarits existants et autorisés, et afin de préserver des perméabilités « modes doux », vertes et visuelles (en direction du Salève à l'Ouest et des Voïrons à l'Est) entre constructions, la composition urbaine doit être de type « plots » au sein d'un "parc arboré" devrait être privilégiée :
 - pour l'ensemble des secteurs, les constructions devraient s'implanter en accompagnement des voies de desserte (principale et secondaires).
 - pour le secteur S1, une composition partielle « en peigne » est attendue permettant des interpénétrations avec l'« espace naturel tampon » bordant la route des Fontaines,
 - **pour le secteur S4, il sera recherché une composition urbaine en « plots », au sein d'un parc arboré, préservant des perméabilités visuelles depuis la rue de Grand Pré.**
- Au regard des caractéristiques du site et de l'environnement bâti existant, les gabarits des constructions doivent respecter un épannelage dégressif Nord-Ouest / Sud-Est, sans pouvoir excéder :
 - pour le secteur S1, les gabarits de construction doivent s'épanneler de RDC **ou** RDCS +1+C-ou AT/TPV à RDC+2+C-ou AT/TPV dans une orientation Nord / Sud et Est / Ouest.
 - **pour le secteur S2, les gabarits de construction ne peuvent excéder RDC+2+C-ou AT/TPV.**
 - **pour le secteur S3, les gabarits de construction ne peuvent excéder RDC+1+C-ou AT/TPV.**
 - **pour les secteurs S2 et S3, les gabarits des constructions ne devront pas excéder la hauteur figurant au règlement (pièce n°5).**
 - **pour le secteur S4, RDC ou RDCS+2+AT/TPV dans une orientation Nord / Sud et Est / Ouest.**
- Les gabarits indiqués sont sous réserve du respect des prescriptions supra-communales (servitudes aéronautiques, ...). **Les rez-de-chaussée surélevés (RDCS) ne seront admis qu'en cas de contrainte technique avérée.**
- **Un soin particulier sera à apporter au traitement des façades, clôtures et des espaces extérieurs collectifs et privés, en particulier aux abords des voies publiques, en cohérence avec l'environnement bâti et la sensibilité paysagère du site.**
- Cf. Schémas indicatifs sur les intentions d'aménagement ci-après.

RDC : rez-de-chaussée
 RDCS : rez-de-chaussée surélevé
 1 : nombre d'étages
 Cna : combles non aménageables
 AT : attique
 TPV : toiture plate végétalisée

Espaces publics, collectifs et de stationnement :

- Une armature d'espaces verts publics et/ou collectifs devrait être réalisée en accompagnement de l'opération, avec en particulier
 - la réalisation d'une pénétrante verte conique d'une épaisseur variable de 30m en pointe Sud du site (secteur S2) à 60m en partie Nord (secteur S1) par rapport à l'axe de la route des Fontaines. L'ensemble du projet s'intégrant dans une trame verte où l'identité paysagère du site sert de programme d'aménagement. En outre, le cône de vue sur le Bois de Rosses doit être respecté et valorisé par un aménagement végétal.
 - **dans les secteurs S2 et S3, l'espace libre compris entre la RD907 et les constructions, doit être traité en espace vert sur une profondeur d'une dizaine de mètres minimum.**
- Ces aménagements à venir du site doivent permettre l'amélioration de la gestion des eaux pluviales notamment par la mise en œuvre de noues végétales pour une meilleure insertion paysagère.
- Les berges du ruisseau de la Gêline et de son fossé (identifiées au PPR) doivent être maintenues en espace naturel.
- Les espaces libres peuvent être le support d'aménagement d'aires de repos ou de jeux, et d'aménagements paysagers liés à la gestion des eaux pluviales des opérations de construction.
- La simplicité des aménagements doit être la règle. **En cas de plantations, elles doivent être d'essences locales variées. La végétalisation privilégiera des formes souples et les essences locales variées (exemple : arbres fruitiers, haies vives...).**
- Les aires de stationnement extérieures doivent être (sauf contrainte technique) traitées en matériaux perméables et **de préférence** positionnées aux abords de la voie de desserte interne, et/ou encadrées par les constructions, afin de limiter leur impact dans le paysage.
- **Pour le secteur S4 : les aires de stationnement extérieur seront aménagées en partie Est de l'opération et leur impact visuel depuis la route des Fontaines devra être atténué par les aménagements paysagers. A l'exception des éventuels stationnements réservés aux PMR et véhicules de services, les places de stationnement ne seront pas positionnées le long des voies publiques, dont les abords seront aménagés de manière à empêcher le stationnement des véhicules (exemple : murets, plots).**

Le programme de constructions :

~~Au regard de sa localisation géographique, l'opération devra permettre une part de mixité sociale conforme au règlement (pièce n°5), et la réalisation d'une densité maximale de 50 log./ha (hors espaces verts à vocation de parc ouvert au public), totalisant pour l'ensemble des 3 secteurs, entre 135 et 140 logements.~~

Concernant les secteurs S1 et S4, au regard de **sa leur** localisation géographique (proche des équipements scolaires), et de la proximité du transport collectif attendu sur la RD907, l'opération devra permettre :

- une typologie d'habitat collectif,
- une part de mixité sociale conforme au règlement (pièce n°5),
- **dans le secteur S1 :**
 - une densité maximale de 50 log./ha (hors espaces verts à vocation de parc ouvert au public), **totalisant pour l'ensemble des 3 secteurs, et entre 135 et la réalisation d'environ 140 logements,**
 - une politique du stationnement volontariste avec 1,8 places/log. maximum, dont 1,3 en stationnement souterrain, **et l'ensemble des places extérieures sont des places "non privatisées" étant mutualisées (non privatisées).**
- **dans le secteur S4 : la réalisation d'environ 60 logements.**

Concernant les secteurs S2 et S3, l'opération devra permettre :

- des activités compatibles avec le SCOT **en vigueur approuvé, le développement d'au moins 10.000m² de SDP** à vocation tertiaire **ou secondaire**, dans les domaines **de l'artisanat**, du bureau, des services, de l'hôtellerie, mais aussi des équipements d'intérêt collectif (foyer de personnes âgées...), **excluant les activités de stockage, entreposage et logistique.**

La densité maximale est donnée à titre indicatif ; **la fourchette en valeur absolue impose le nombre minimal et maximal de logements par secteur au regard du contenu des tranches fonctionnelles à réaliser.**

Schéma opposable



LEGENDE OPPOSABLE

	Arbres à haute tige Plantation arborée à positionner
	Position de principe des espaces à dominante végétalisée
	S1 : Epandage des gabarits de RDC ou RDCS+2+AT/TPV à RDC ou RDCS+1+AT/TPV
	S4 : Gabarits ne pouvant excéder RDC ou RDCS+2+ Cou.AT+Cno.ou AT/TPV.
	Position de principe pour la Voie de desserte principale
	Voies de desserte secondaire à positionner
	Position de principe pour les cheminements partagés (piéton/cycle)

Schéma à titre illustratif, non opposable



► La création d'une OAP sectorielle n°11 (pièce n°4-1 du PLU)

OAP 11 : PRES DES FONTAINES

Le site :

Un espace relativement plat d'une superficie d'environ 2,5 ha, situé en entrée de commune depuis la RD907, à l'Est de la route des Fontaines, axe structurant de la commune menant au Chef-lieu.

Il s'agit d'un espace majoritairement bâti, supportant des occupations diverses : artisanales, ancien bâtiment industriel, tertiaire, habitation. Ce site, particulièrement important pour la perception de l'entrée de ville de Cranves Sales, présente un caractère peu structuré ni valorisant et un potentiel pour l'optimisation de l'espace urbain, contribuant à la diversification de l'habitat (en cohérence avec les opérations développées en vis-à-vis de la route des Fontaines), dans le cadre du projet d'entrée de ville. Il représente également un espace potentiel pour le confortement à terme des équipements, en continuité du complexe d'équipements sportifs de Prés les Fontaines.

Compte tenu des aménagements réalisés sur la route des Fontaines et notamment le carrefour giratoire récemment aménagé à l'intersection de la route des Fontaines et de la rue de Grand Pré, l'accessibilité automobile au site doit se faire à partir de ce dernier.



Les enjeux d'aménagement :

- Encadrer le renouvellement urbain progressif du secteur, afin de poursuivre la structuration d'une séquence urbaine de qualité comme entrée Sud du Chef-lieu.
- Permettre une optimisation de l'usage du sol adaptée aux caractéristiques du site (environnement, flux, ...), en faveur de la diversification de l'offre d'habitat et du renforcement des équipements, compatibles avec leur environnement bâti et la sensibilité paysagère du site.
- Promouvoir une mixité sociale de l'habitat au sein de l'opération.
- Sécuriser la desserte routière, sécuriser et développer les infrastructures dédiées aux mobilités douces (cycle et piétonne), notamment en direction du complexe sportif existant à l'Est de l'opération.
- Conforter la fenêtre paysagère sur les Bois de Rosses depuis la route des Fontaines en imposant un recul des constructions par rapport à cette dernière.
- Contribuer à la préservation du corridor écologique du Bois de Rosses, en assurant la continuité d'un espace végétalisé adapté, en termes de plantations et d'aménagements, en bordure de la route des Fontaines. Cet espace vert venant en confortement de celui prévu dans le cadre des opérations situées en vis-à-vis par rapport à la route des Fontaines.
- Préserver et renforcer autant que possible le caractère naturel de la ripisylve du ruisseau de la Noue en limite Est par un aménagement paysager compatible avec le caractère naturel des lieux.

Les principes d'aménagement :

Deux secteurs, de vocations distinctes sont identifiés (cf croquis ci-contre) :

- Le secteur S1, en partie Nord du site, à vocation d'habitat collectif,
- Le secteur S2, en partie Sud et Est du site, à vocation de développement des équipements publics et d'intérêt collectif.

Accès et desserte :

- Les accès automobiles s'organiseront à partir de la voie publique à créer depuis le carrefour giratoire récemment aménagé sur la route des Fontaines, et bordant le secteur au Nord et à l'Est. Une desserte interne en bouclage des opérations sera de préférence recherchée. Les opérations ne prendront pas accès sur la route des Fontaines et aucun nouvel accès ne sera créé sur la RD907.
- Les circulations « modes doux » doivent assurer la continuité de celles existantes :
 - selon un axe Nord/Sud, au sein de l'espace vert en bordure de la route des Fontaines,
 - selon un axe Est/Ouest permettant la liaison avec le secteur d'équipements sportifs de Prés des Fontaines.

Forme urbaine :

- Au regard des gabarits existants et autorisés, et afin de préserver des perméabilités "modes doux", vertes et visuelles entre constructions, la composition urbaine doit être :
 - Pour le secteur S1 : de type « plots » au sein d'un espace à dominante végétale, avec une implantation des constructions en ordonnancement discontinu, le long de l'espace vert collectif à aménager aux abords de la rue des Fontaines et permettant des percées visuelles depuis la route des Fontaines, vers le parc d'équipements publics sportifs de Prés des Fontaines. Les espaces extérieurs privatifs ne seront de préférence pas localisées en vis-à-vis de la route des Fontaines et de la voie publique à créer au Nord du secteur. Le cas échéant, ils devront être masqués depuis le domaine public par les aménagements paysagers des espaces collectifs (ex : haies-vives d'essences variées...).
 - Pour le secteur S2 : l'implantation des constructions devra préserver un recul paysager vis-à-vis de la route des Fontaines.
- Afin de limiter l'emprise au sol des constructions, et au regard des caractéristiques de l'environnement bâti existant, les gabarits des constructions ne doivent pas excéder :
 - Pour le secteur S1 : RDC+2+AT/TPV.

RDC : rez-de-chaussée
1 : nombre d'étages
AT : attique
TPV : toiture plate végétalisée

- Pour le secteur S2 : un gabarit et/ou une hauteur conformes au règlement.
- Un soin particulier sera à apporter au traitement des façades, clôtures et des espaces extérieurs collectifs et privatifs, en particulier aux abords des voies publiques, en cohérence avec l'environnement bâti et la sensibilité paysagère du site.

Espaces collectifs et de stationnement :

- Une armature d'espaces verts publics et/ou collectifs devra être réalisée en accompagnement des opérations, avec en particulier, la réalisation d'un espace vert naturel intégrant une gestion paysagère des eaux pluviales issues des opérations, ainsi qu'un maillage « modes doux » en matériaux perméables, en bordure de la route des Fontaines et de la RD907, et en accompagnement de celui mis en place dans le cadre des opérations des Petits Bois. Cet espace naturel sera aménagé :
 - Dans le secteur S1 : le long de la route des Fontaines, au minimum sur l'emprise située entre le domaine public de la voie et l'axe d'ordonnancement des constructions.
 - Dans le secteur S2, le long de la route des Fontaines : sur une profondeur minimum de 15 m vis-à-vis de l'emprise publique de la voie et le long de la RD907 : sur une profondeur minimum d'une dizaine de mètres vis-à-vis de l'emprise publique de la voie.
- La simplicité des aménagements doit être la règle. La végétalisation privilégiera des formes souples et les essences locales (exemple : arbres fruitiers, haies vives...).
- Les aires de stationnement extérieures doivent être réalisées en matériaux perméables, sauf contrainte technique avérée. Dans le secteur S1, les aires de stationnement extérieur seront aménagées en partie Est de l'opération. A l'exception des éventuels stationnements réservés aux PMR et véhicules de services, les places de stationnement ne seront pas positionnées le long des voies publiques, dont les abords seront aménagés de manière à empêcher le stationnement des véhicules (exemple : murets, plots).

Le programme de constructions :

- Pour le secteur S1, au regard de la localisation géographique du secteur et de son environnement bâti, l'opération devra générer :
 - une typologie d'habitat collectif,
 - entre 80 et 85 logements,
 - une part de mixité sociale conforme au règlement (pièce n°5).

Schéma opposable



LEGENDE OPPOSABLE	
	Plantation arborée à positionner
	Position de principe des espaces à dominante végétalisée
	Secteur de développement des équipements publics et d'intérêt collectif
	Secteur de développement de l'habitat collectif
	Voie publique à créer
	Position de principe pour les cheminements partagés (piéton/cycle)
	Position de principe pour les cheminements piétons
	Ordonnancement des constructions

► Les modifications apportées à l'échéancier d'ouverture à l'urbanisation (pièce n°4-3 du PLU)

ECHEANCIER PREVISIONNEL

RAPPEL : QU'EST-CE QU'UN ECHEANCIER PREVISIONNEL ?

Comme le prévoit l'article ~~L. 123-1-4~~ **L151-7** du Code de l'Urbanisme, et bien qu'il soit présenté comme facultatif, la commune de CRANVES-SALES opte pour l'affichage, parmi ses OAP, d'un "échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants".

Cet affichage offre une **meilleure lisibilité du phasage possible et souhaitable de l'urbanisation future**, qui a pu être établi en considérant, à la fois :

- l'état d'avancement de certaines études ou de certains projets sur les zones considérées ;
- les contingences ou contraintes liées au foncier (occupation actuelle du sol, morcellement parcellaire, ...) ;
- les équipements et réseaux (VRD) existants ou projetés, dont certains (le réseau d'assainissement) dépendent de choix de programmation communaux ou intercommunaux.

L'échéancier proposé concerne les zones 1AU et 2AU dont le classement a été motivé et justifié dans le rapport de présentation, et qui ont toutes pour point commun, un niveau d'équipement insuffisant (dans des proportions variables) :

Comme stipulé par le Code de l'urbanisme, cet échéancier reste "prévisionnel", (avec par conséquent, une part d'incertitude), car dépendant d'éléments de faisabilité relevant fréquemment de l'initiative privée, sur laquelle la commune n'a que des moyens d'influence limités.

Cet échéancier a été déterminé selon trois "termes" possibles, s'inscrivant tous logiquement, à l'échéance du PLU (+/- 10 ans) :

- Le court terme, pouvant se situer entre 0 et 3/4 ans.
- Le moyen terme, pouvant se situer entre 4 et 7/8 ans.
- Le long terme, pouvant se situer à 8 ans et au-delà ...

Les zones 1AU (constructibles), ont, à priori, vocation à être urbanisées avant les zones 2AU (inconstructibles), mais en sachant :

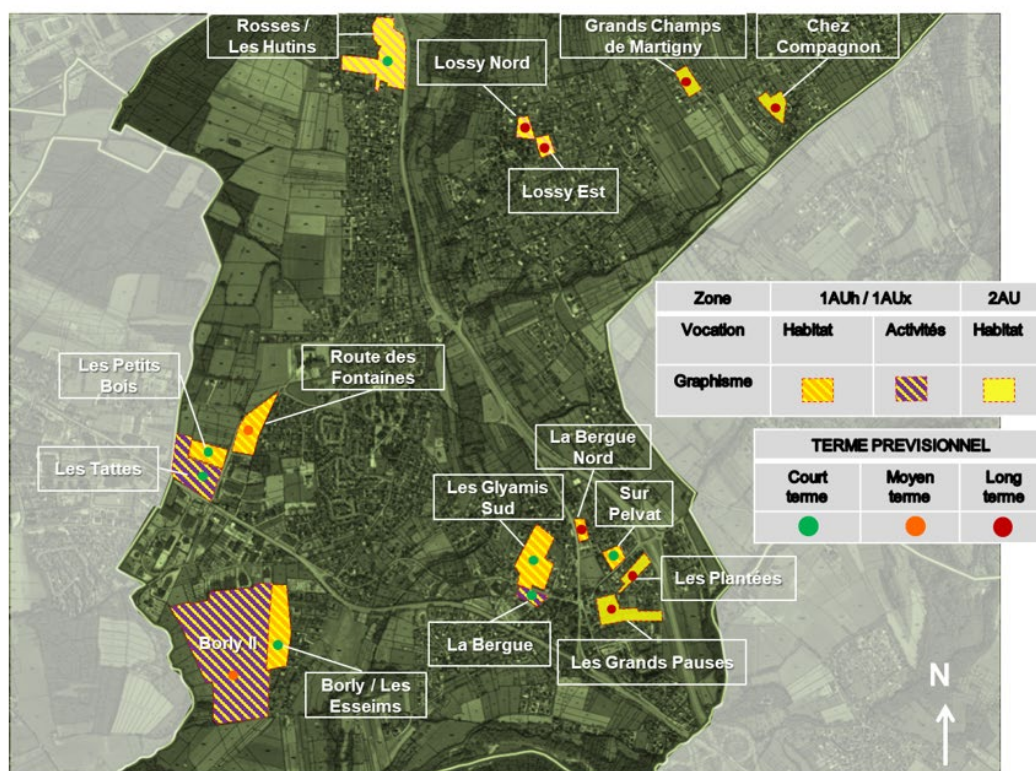
- Que des contraintes liées au foncier (principalement), pourraient retarder l'urbanisation de certaines zones 1AU ;
- Et à l'inverse, que certaines contraintes pourraient être levées plus rapidement que prévu, pour l'urbanisation de certaines zones 2AU (qui pourraient, alors, être rendues constructibles par une procédure allégée d'évolution du PLU).

Cet échéancier prévisionnel devra donner lieu à une analyse de ses résultats trois ans au plus tard après l'approbation du PLU. A l'appui de l'extrait cartographique ci-joint, cet échéancier prévisionnel est établi comme suit :

ECHEANCIER PREVISIONNEL

ZONES A URBANISER			TERME PREVISIONNEL		
Lieu-dit	Vocation dominante	Dénomination	Court	Moyen	Long
1AU (12)					
Rosses / les Hutins	Habitat	1AUh – oap1	X		
La Bergue / Les Glyamis Sud	Habitat	1AUhb – oap2	X		
Chef-lieu / Rte des Fontaines	Habitat	1AUh1 – oap3		X	
La Bergue / Sur Pelvat	Habitat	1AUhb – oap4	X		
La Bergue / Nord	Habitat	1AUh – oap5			X
Les Petits Bois	Habitat	1AUh1- oap6	X		
Lossy Nord	Habitat	1AUhp			X
Lossy Est	Habitat	1AUhp			X
Petit Bois / Les Tattes (2)	Activités	1AUX – oap6	X		
La Bergue	Activités	1AUX – oap8	X		
Borly II (Sud)	Activités	1AUX - oap9		X	
Borly / les Esseims	Habitat	1AUh - oap10	X		
2AU (4)					
Martigny / Grands Champs	Habitat	2AU			X
Martigny / Chez Compagnon	Habitat	2AU			X
La Bergue Les Plantées	Habitat	2AU			X
La Bergue Les Grandes Pauses	Habitat	2AU			X

Localisation et programmation des secteurs A Urbaniser



DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNE DE CRANVES SALES



PLAN LOCAL D'URBANISME Modification N°2



Rapport de présentation Evaluation environnementale *Les Tattes – Entrée de ville ouest*

Certifié conforme et vu pour être annexé
à la délibération du Conseil Municipal
en date du 23 septembre 2019,
approuvant la modification n°2 du PLU
de Cranves-Sales.

Le Maire
Bernard BOCCARD

Pièce N°2-2

SOMMAIRE

I. PREAMBULE	4
1- Cadre réglementaire dans le contexte communal	4
2- Description de la manière dont l'évaluation environnementale a été réalisée	5
II. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	6
3- Biodiversité et dynamique écologique	6
4- Paysages	36
5- Ressources en eau	42
6- Déchets	54
7- Sols et sous-sols	56
8- Ressources énergétiques, gaz à effet de serre et facteurs climatiques	58
9- Air – Climat.....	62
10- Bruit	65
11- Risques naturels et technologiques	71
12- Synthèse des enjeux et perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement.....	73
III. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	76
1- Articulation avec les autres documents et plans et programmes	76
2- Analyse des incidences prévisibles de la mise en œuvre du projet et mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les effets	79
3- Explication des choix retenus pour établir le projet	86
4- Critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan	87
5- Résumé non technique	87

I. PREAMBULE

1- Cadre règlementaire dans le contexte communal

En application du Code de l'Urbanisme notamment modifié par la loi 2010-788 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II – Art 19 et 20 en particulier) et plus récemment par la loi ALUR, l'ordonnance du 23/09/2015 et le décret du 28/12/2015, le PLU doit prendre en compte les enjeux environnementaux et évaluer les incidences du projet sur l'environnement. Ainsi en application des nouveaux articles du code de l'urbanisme le PLU doit intégrer dans tous les cas cette analyse environnementale aux chapitres suivants du rapport de présentation :

- > **Art. R.151-1** du code de l'urbanisme :
Le rapport de présentation du PLU
« 3° - *Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci* » ;

Les articles R104-1 à R104-16 du code de l'urbanisme, relatifs à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme ont été annulés par décision du Conseil d'État du 19/07/2017.

C'est aujourd'hui l'article **R.122-17 du Code de l'environnement** qui définit les plans et programmes devant faire l'objet d'une évaluation environnementale :

- > « 52° *Plan local d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000* ».

La commune de **Cranves-Sales** est donc soumise de « façon systématique », à l'élaboration d'une évaluation environnementale car elle abrite sur son territoire :

- > Une Zone Spéciale de Conservation (arrêté du 17/10/2008) au titre de la Directive Européenne "Habitat" :
FR820170 « Massif des Voirons », d'une superficie totale de 972,2 ha dont 68,5 ha s'étend sur la commune de Cranves-Sales.

Cette procédure consiste en particulier à soumettre le PLU à l'avis de « l'autorité environnementale » en parallèle de l'avis dit « avis de l'état ».

Dans ce cas le rapport de présentation doit être conforme au **R.151-3 du CU** et contenir en plus des éléments énoncés plus haut à l'article R.151-1 du CU, les éléments suivants :

- 1> Une analyse de « *l'état initial de l'environnement* » plus détaillée intégrant « les perspectives de son évolution » et exposant notamment « les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées » par la mise en œuvre du PLU.
- 2> Une description de « *l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes [...]* » soumis à évaluation environnementale au titre du L.122-4 du code de l'environnement « avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ».
- 3> Un exposé des « *conséquences éventuelles du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement* ».
- 4> Une explication des « *choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan* ».

- 5> Une présentation des « *mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement* ».
- 6> Une définition des « *critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan [...]. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées* ».
- 7> Un « *résumé non technique* » de l'ensemble des éléments du rapport de présentation.

2- Description de la manière dont l'évaluation environnementale a été réalisée

La démarche d'évaluation environnementale a consisté en premier lieu à **éviter les conséquences potentiellement dommageables des incidences prévisibles du projet** d'entrée de ville au lieudit « Les Tattes » sur l'environnement ; puis d'assurer la meilleure intégration possible des enjeux environnementaux dans l'élaboration des pièces réglementaires.

L'évaluation environnementale a été réalisée dans les limites dictées par les articles L.104-5 et R.104-19 du Code de l'Urbanisme, rappelées ci-après :

- > **L104-5** : « *Le rapport de présentation contient les informations **qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu** des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur* ».
Concernant ce dernier point, il est rappelé que les projets susceptibles d'avoir des incidences environnementales devront faire l'objet en phase ultérieure (AVP/PRO – PC, PA) d'une évaluation environnementale pour certains et le cas échéant, d'un document d'incidences Natura 2000 précis et ciblé à leur échelle.
- > R.104-19 : « *Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée* ».

II. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3-Biodiversité et dynamique écologique

a. Présentation générale

► L'occupation du sol

Sur la commune de **Cranves-Sales** les milieux naturels et agricoles occupent près de 67 % de la superficie du territoire.

Tableau 1 Types d'occupation du sol sur la commune de Cranves-Sales
(Source : Corine Land Cover)

Occupation du sol	%	Superficie (ha)
Terres agricoles (Terres labourables)	20,43	277,61
Forêts et milieux semi-naturels (dont prairies naturelles et alpages)	47,34	643,29
Territoires artificialisés	30,85	419,26
Zones humides et surfaces en eau	1,37	18,67
Total	100	1358,83

Avec un peu plus de 30 %, les zones aménagées représentent donc une proportion non négligeable du territoire, toutefois favorable aux espaces naturels et agricoles (67%).

► Habitats naturels

En montagne, la distribution spatiale des végétaux obéit directement à une loi physique qui régit l'abaissement des températures avec l'altitude (en moyenne 1°C/200 m). Ce phénomène est assez net pour se traduire sur le terrain par l'apparition de tranches altitudinales de végétation distinctes (caractérisées par des séries de végétation spécifiques), appelées étages de végétation. Les limites altitudinales de ces étages varient en fonction de l'orientation des versants considérés.

Répartis entre 439 et 1 140 m d'altitude, les habitats naturels de la commune de **Cranves-Sales** occupent les étages de végétation collinéen et montagnard :

- > collinéen (caractérisé par des peuplements de chênes, de châtaigniers, de frênes...)
- > montagnard (caractérisé par des peuplements de hêtres, de sapins et d'épicéas).

Dans la plaine, les espaces agricoles sont des terrains de cultures qui sont remplacés par des prairies sur le coteau. Les boisements occupent une grande partie du coteau et la partie haute de la commune. Ils ponctuent également le reste du territoire le long des cours d'eau. Le territoire communal est majoritairement occupé par des milieux naturels et agricoles exploités de manière extensive (prairies de fauches, pâturages).

b. Zones réglementaires et d'inventaires

La commune de **Cranves-Sales** est concernée par différentes zones réglementaires et d'inventaires naturalistes. Avec une superficie totale de 242 ha, près de 18 % du territoire communal est concerné par ce type de zonage.

Leur détail est synthétisé dans le tableau proposé ci-dessous. Les zonages réglementaires présents sur la commune se résument à la présence d'un site Natura 2000, de portée réglementaire, qui oblige à la réalisation de l'évaluation environnementale de la présente Déclaration de Projet et à un APPB.

Quatre types de zonages d'inventaires sont recensés, il s'agit de ZNIEFF¹ de type I et II ainsi que de nombreuses zones humides et tourbières.

Tableau 2 Patrimoine naturel reconnu sur la commune de Cranves-Sales

Zones référencées	Superficie		
	Totale	Ha Commune	% commune
ZONES RÉGLEMENTAIRES			
SITE NATURA 2000			
<i>ZSC Massif des Voirons</i>	972,2	68,5	5,05
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PROTECTION DE BIOTOPE (APPB)			
<i>Massif des Voirons</i>	939	68,5	5,05
ZONES D'INVENTAIRES			
ZNIEFF type I			
<i>Les Voirons et ravin de Chandouze (n°74000003)</i>	1001,9	85,7	6,32
<i>Marais entre Armiaz et le Noble (n°74000024)</i>	2,8	2,8	0,21
<i>Prairie humide du bois des Rosses (n°74000058)</i>	0,2	0,2	0,01
<i>Tourbière de Lossy (n°74000005)</i>	18,2	18,2	1,34
ZNIEFF type II			
<i>Chainons occidentaux du Chablais (n°7407)</i>	6249,1	181,7	13,39
INVENTAIRE DÉPARTEMENTAL DES ZONES HUMIDES AVEREES	54,19	41,51	3,06
<i>Chez le Noble/chez Cottet Est (74ASTERS0069)</i>			-
<i>Le creux Nord/croisée des Rosses (74ASTERS0575)</i>			-
<i>Les Cornaches Sud-Ouest/en lisière Est du bois de Rosses (74ASTERS0578)</i>			-
<i>Les Donnes/Est et Nord-Est du cimetière (74ASTERS0574)</i>			-
<i>Les Fontaines Nord/200m WSW du point coté 503 m (74ASTERS0579)</i>			-
<i>Les Glyamis/au Sud de les Donnes (74ASTERS0577)</i>			-
<i>Menoge alluvial aval Bonne (74ASTERS2634)</i>			-
<i>Tourbière de Lossy/ Lossy Nord-Nord-Ouest (74ASTERS0070)</i>			-
<i>Montagny Nord 74 (ASTERS2760)</i>			
INVENTAIRE REGIONAL DES TOURBIERES			
<i>Tourbière de Lossy</i>	18,24	18,24	1,34
TOTAL		242,9 ha	17,91 %

¹ Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

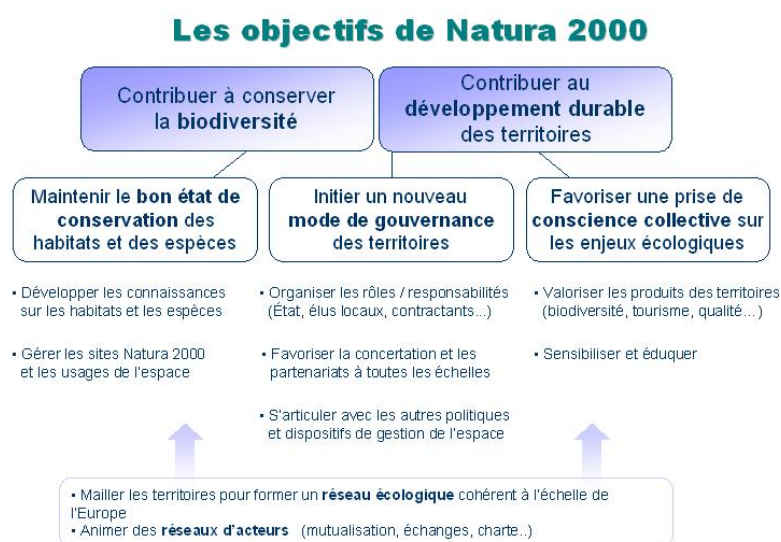
En revanche, il est important de préciser que les secteurs identifiés ci-dessus ne concernent pas directement l'emprise du secteur de projet pour l'aménagement de l'entrée de ville au lieudit « Les Tattes » hormis une **zone humide potentielle** de l'inventaire départemental.

► Site Natura 2000

Depuis 1992, l'Europe s'est lancée dans un ambitieux réseau de sites écologiques appelé Natura 2000. Cette démarche est née de la volonté de maintenir la biodiversité du continent européen tout en tenant compte des activités sociales, économiques, culturelles et régionales présentes sur les sites désignés.

Pour réaliser ce réseau écologique, les États membres se basent sur les deux textes fondateurs que sont la Directive « Oiseaux » de 1979 (les zones de protection spéciale – ZPS) et la Directive « Habitats Faune Flore » de 1992 (les zones spéciales de conservation – ZSC).

La Directive « Oiseaux » a été créée en vue de la conservation de 181 espèces et sous-espèces d'oiseaux menacées en Europe.



La Directive « Habitat Faune Flore » vise la conservation des espèces de faune et de flore sauvages ainsi que leurs habitats naturels. Ces Directives établissent la base réglementaire du réseau Natura 2000.

Figure 1 Schéma des objectifs de Natura 2000

Une fois désigné, un comité de pilotage (COPIL) regroupant les acteurs locaux et institutionnels du territoire est constitué. Sous l'égide de ce comité est alors élaboré un document d'objectif (DOCOB). Le DOCOB est le document de référence servant à définir les mesures de gestion adéquates à mettre en œuvre en vue de la préservation du site Natura 2000 et de son intégration dans le tissu socio-économique local. Cette démarche donne alors lieu à une gestion contractuelle et volontaire du site Natura 2000 se traduisant par la signature de contrats de gestion et/ou de la Charte Natura 2000.

La commune de **Cranves-Sales** est concernée par le périmètre Natura 2000 suivant :

- > « **Massif des Voirons** » (n°FR820170). Ce site a été désigné comme zone spéciale de conservation par l'arrêté ministériel du 17 octobre 2008 paru au Journal Officiel, au titre de la Directive Habitats.

Le massif des Voirons est également protégé au titre de l'arrêté préfectoral de protection de biotope n°049 en date du 12/01/1987.

MASSIF DES VOIRONS

Inscrit comme Zone Spéciale de Conservation (ZSC n°FR820170), ce site Natura 2000 dispose d'un DOCOB élaboré en février 2012 par l'association la CERFF (Campagne

d'Education Respectueuse de la Faune et de la Flore) et s'étend sur 972,2 hectares dont 68,5 sur la commune.

Le petit Massif des Voirons domine l'avant-pays chablaisien. La nature géologique du site, remarquable, correspond à la nappe de charriage du Chablais (grès, conglomérat...). Il s'agit d'un massif forestier de moyenne altitude (pessières, sapinières), peu morcelé. Ces 925 hectares de forêts essentiellement résineuses, répartis entre 950 et 1 480 m d'altitude offrent un habitat majeur au Lynx boréal. C'est un site de production forestière notamment pour l'épicéa. L'habitat est à restaurer.

Il abrite des habitats d'intérêt communautaire, voire prioritaire (1). L'habitat en question est intitulé « *Forêts de pentes, éboulis, ravins du Tilio-Acerion* ». Les habitats et espèces d'intérêt communautaire de ce site Natura 2000 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 Habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire justifiant de la désignation en site Natura 2000 du site Massif des Voirons.

Habitats naturels	Espèces
MILIEUX FORESTIERS - 9110 Hêtraies du Luzulo-Fagetum - 9130 Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum - 9180 Forêts de pentes, éboulis, ravins du Tilio-Acerion	FLORE - Sabot de Vénus, <i>Cypripedium calceolus</i> - Buxbaumie verte, <i>Buxbaumia viridis</i>
MILIEUX OUVERTS - 4030 Landes sèches européennes	FAUNE - Lynx boréal, <i>Lynx lynx</i> - Sonneur à ventre jaune, <i>Bombina variegata</i> - Le Grand Murin, <i>Myotis myotis</i>
MILIEUX HUMIDES - 6430 Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	- La Barbastelle d'Europe, <i>Barbastella barbastellus</i>
MILIEUX RUPESTRES - 8310 Grottes non exploitées par le tourisme	

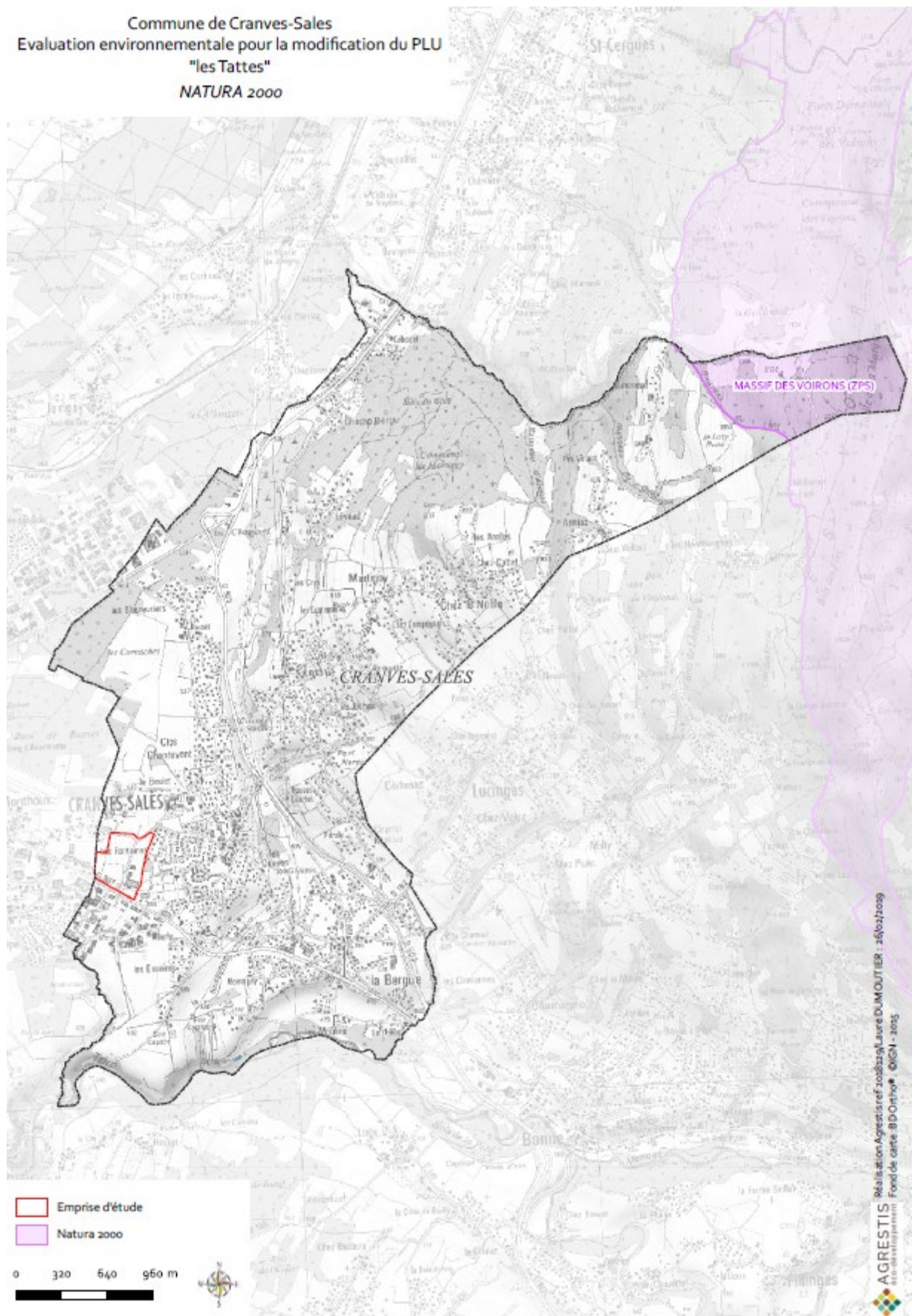
En gras : habitat ou espèce d'intérêt communautaire prioritaire.

Photo 1 Buxbaumie verte (*Buxbaumia viridis*).
Source : Agrestis



Photo 2 Barbastelle d'Europe (*Barbastella barbastellus*)
Source : Bretagne vivante

Carte 1 Localisation du secteur de projet et du site Natura 2000 « Massif des Voirons »



► L'arrêté préfectoral de protection de biotope du « Massif des Voirons » (APPB017)

Le territoire de **Cranves-Sales** est concerné par l'APPB « Massif des Voirons » (n°APPB017), en application depuis le 12 janvier 1987, sur une superficie d'environ 925 hectares.

Le terme biotope doit être entendu au sens large de « milieu indispensable à l'existence des espèces de la faune et de la flore ». C'est une aire géographique bien délimitée, dont les conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores...) sont nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos de certaines espèces.

Les zones soumises aux arrêtés préfectoraux de protection de biotope concernent des milieux naturels généralement peu exploités par l'Homme et abritant des espèces faunistiques non domestiques et/ou floristiques non cultivées, protégées au titre des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement. Ces zones ont pour objectif de prévenir la disparition des espèces protégées par la fixation de mesures de conservation des biotopes nécessaires à leur alimentation, reproduction, repos ou survie. Ces zones couvrent une grande diversité de milieux.

Ces arrêtés de protections ne relèvent pas d'une compétence nationale mais de celle de chaque préfet, représentant l'Etat dans les départements. Chaque arrêté vise un biotope précis, dans la mesure où il est nécessaire à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de la ou des espèces concernées, et peut être de petite superficie ou englober un département entier.

Le classement en **APPB du « Massif des Voirons »**, se justifie en particulier par la présence d'espèces protégées au niveau national : Lycopode des Alpes, Gagée jaune, Pyrole à feuilles rondes, Léopard vivipare, Cassenoix, Pic noir, Pic épeiche, Grimpereau des bois, Bouvreuil, Bec croisé, Mésange huppée, Mésange boréale, Accenteur mouchet, Chouette de Tengmalm.

L'APPB fixe des mesures réglementaires de préservation s'appliquant au milieu naturel et non aux espèces qui y vivent. À ce titre, certaines activités à l'intérieur du périmètre défini par l'arrêté sont réglementées : pratique de la chasse et de la pêche, pratiques agricoles, dépôt de matériaux ou produits polluants, circulation des véhicules, activités sportives et touristiques et encadrement des travaux publics ou privés.

La réglementation instituée par l'arrêté consiste essentiellement en interdiction d'actions ou d'activités pouvant nuire à l'objectif de conservation du ou des biotopes (et non des espèces elles-mêmes). L'arrêté de protection de biotope ne comporte généralement pas de mesures de gestion, il est limité à des mesures d'interdiction ou d'encadrement d'activités, susceptibles d'être contrôlées par l'ensemble des services de police de l'Etat. Toutefois, si aucune gestion n'est prévue dans le cadre d'un arrêté de biotope, il est souvent constitué d'un comité scientifique ou consultatif de suivi comprenant plusieurs partenaires dont la direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, les associations et les communes concernées.

Les APPB sont des zonages de protection forte, même s'ils sont dépourvus de la dimension de gestion des milieux. Ils ont donc vocation à intégrer la trame écologique du territoire en tant que réservoirs de biodiversité.

Cet APPB est aujourd'hui recoupé par le site Natura 2000 « Massif des Voirons » (n°FR 8201710) et les ZNIEFF de type 1 « Les Voirons et le ravin de Chandouze » et de type 2 « Chainons occidentaux du Chablais ».

► Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Le réseau de ZNIEFF a pour objectif la connaissance permanente aussi exhaustive que possible des espaces naturels, terrestres et marins, dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux rares et menacées.

Deux types de ZNIEFF sont à distinguer :

- > Les ZNIEFF de type I qui s'appliquent à des secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur valeur biologique remarquable,
- > Les ZNIEFF de type II qui s'appliquent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Ces deux types de zones abritent des espèces « déterminantes », parmi les plus remarquables et les plus menacées à l'échelle régionale.

L'existence d'une ZNIEFF n'est pas en elle-même une protection réglementaire. Sa présence est toutefois révélatrice d'un intérêt biologique qui doit être pris en compte dans tout projet d'aménagement. Il est à noter qu'une ZNIEFF est un argument recevable par la justice lorsque celle-ci doit statuer sur la protection des milieux naturels.

Les descriptions des principales ZNIEFF sont présentées ci-après, sur la base des fiches produites par la DREAL (*Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique 2e édition 2007*).

ZNIEFF TYPE I « LES VOIRONS ET LE RAVIN DE CHANDOUZE » (N°74070003)

Le massif des Voirons s'étire selon un axe nord-sud du col de Saxel à la vallée de la Menoge d'où il domine de ses 1 480 m le bassin lémanique. Il s'abaisse à 500 m d'altitude en limite de Saint-Cergues et Cranves-Sales dans le profond ravin de la Chandouze.

La forêt (hêtraie, hêtraie-sapinière et pessière) en occupe la quasi-totalité, les secteurs rocheux sont à peine présents et les zones en herbes (essentiellement des pâtures) concentrées à la Gaillardiaz. A cette végétation s'ajoute une petite tourbière dans la partie nord du massif, ainsi qu'une végétation collinéenne dans le ravin de la Chandouze situé à plus basse altitude.

Malgré une certaine uniformité dans le couvert végétal, le massif des Voirons et le ravin apparaissent comme diversifiés et riches sur le plan écologique. On y note la prépondérance des espèces montagnardes et subalpines : le Chamois et le Cerf sont présents sur ce territoire où le Lynx a été observé à plusieurs reprises. Le Grand Tétras a malheureusement désormais totalement disparu. Subsistent toujours la Gélinothe des bois, le Cassenoix moucheté, le Pic noir et la Chouette de Tengmalm, le Lézard vivipare dans la tourbière, et le Lézard vert à la Chandouze. La flore est riche de plusieurs centaines d'espèces dont plusieurs protégées, dont le Sabot de Vénus à la Chandouze (réputée pour ses orchidées), la Pyrole moyenne, la Gagée jaune, l'Œillet superbe. La Linnée boréale, autrefois signalée, n'a par contre jamais été retrouvée.



Photo 3 *Lynx boréal (Lynx lynx). Source : Wikipédia*



Photo 4 *Chouette de Tengmalm (Aegolius funereus). Source : R. Balestra (Oiseaux.net)*

ZNIEFF TYPE I « MARAIS ENTRE ARMIAZ ET LE NOBLE » (N°74000024)

Ce petit marais occupe une légère dépression et localement envahi par des buissons de Saules cendré en boule. Il est dominé par une formation de laîches accompagnée d'un cortège typique de ces "bas-marais" (marais tout ou partie alimentés par la nappe phréatique) de plaine. Sur ses marges, il est occupé par une formation de prairie humide à Molinie bleue et autres graminées, qui héberge une espèce végétale protégée en France : l'Œillet superbe. L'exécution récente d'un remblai est à déplorer en marge de la formation à laîches au niveau de la prairie humide. Cette menace est à surveiller pour s'assurer de la remise en état et le maintien et la conservation de cette zone humide relique, au sein d'un ensemble soumis à une forte pression d'urbanisation.



Photo 5 *Œillet superbe (Dianthus superbus). Source : alsagarden*

ZNIEFF TYPE I « PRAIRIE HUMIDE DU BOIS DES ROSSES » (N°74000058)

Il s'agit d'une petite prairie humide à Molinie bleue en lisière est du Bois des Rosses. Entretien chaque année par la fauche, elle abrite une des rares stations régionales de Glaïeul des Marais, espèce végétale protégée en France.



Photo 6 *Glaieul des Marais (Gladiolus palustris)*

ZNIEFF TYPE I « TOURBIERE DE LOSSY » (N°74000005)

Cet ensemble tourbeux est installé dans une dépression allongée en bas de pente. Il est principalement constitué d'une roselière très favorable à de nombreuses espèces oiseaux caractéristiques, d'une cladiaie (formation végétale dominée par le Marisque), d'une saulaie à Saule cendré riche en Fougère des marais ainsi qu'en son centre d'une cariçaie (formation végétale dominée par les laïches) tremblante sur sphaignes, abritant sept espèces protégées au niveau national ou régional.

ZNIEFF TYPE II « CHAINONS OCCIDENTAUX DU CHABLAIS » (N°7407)

Le massif du Chablais appartient aux « Préalpes » au sens géologique du terme. Ceci signifie qu'en dépit de sa position périphérique, une grande partie des roches qui le constituent proviennent pourtant des zones les plus internes de la chaîne : elles ont ainsi été transportées par "charriage" sur des distances considérables lors des phases de la surrection alpine. Sur les Voirons, flysch gréseux et conglomérats constituent les roches dominantes.

L'ensemble naturel décrit, situé à l'ouest du Chablais, concerne l'échine jalonnée par les Voirons, puis le Forchat et la montagne d'Hermone plus au nord. Ce chaînon, qui n'atteint pas 1500 m d'altitude, bénéficie néanmoins d'un climat très arrosé. L'ensemble, très boisé, occupe essentiellement l'étage montagnard. Malgré une certaine uniformité du couvert végétal, l'ensemble présente un intérêt biologique important. On observe ainsi certains types d'habitats naturels remarquables (tourbières de transition), et une flore intéressante inféodée aux zones humides (Laïche des bourniers, Fougère des marais, Scirpe de Hudson...), aux forêts (Sabot de Vénus, pyroles...) ou à certaines stations sèches (Cotonnière naine, Cotonnière pyramidale...). La faune forestière est très bien représentée avec par exemple les ongulés (Cerf élaphe, Chamois...) ou l'avifaune (Bécasse des bois, Chevêchette d'Europe...). Contrairement au Grand tétras, le Tétrás lyre est encore présent. Enfin, libellules et batraciens (Sonneur à ventre jaune) sont nombreux dans les zones humides.



Photo 7 Chevêchette d'Europe (*Glaucidium passerinum*). Source : INPN



Photo 8 Chamois (*Rupicapra rupicapra*). Source : INPN

Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble dont les échantillons les plus représentatifs en terme d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits par plusieurs zones de type I (tourbières, forêts, zones sommitales...) au fonctionnement fortement interdépendant. Il souligne particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales :

- > en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces, dont celles précédemment citées ;
- > à travers les connections multiples existant avec d'autres ensembles naturels du Chablais.

L'ensemble présente par ailleurs un intérêt paysager.



Photo 9 Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*), Source : Agrestis

► Inventaire départemental des zones humides

A l'échelle départementale, ce sont les Conservatoires d'Espaces Naturels qui inventorient et délimitent les zones humides. La « pré-sélection » est d'abord effectuée par les agents du Conservatoire sur une base de photo-interprétation. La présence d'une zone humide « réglementaire » est ensuite confirmée par une campagne de terrain sur des critères de sols et de végétation.

L'annexe 1 de l'arrêté du 1er octobre 2009 et l'annexe 2 de l'arrêté du 24 juin 2008 précisent les critères de définition floristique et pédologique d'une zone à caractère humide et permettent de qualifier les zones humides dites « réglementaires ».

L'inventaire départemental des zones humides de la Haute-Savoie est réalisé et mis à jour régulièrement par ASTERS², le Conservatoire des Espaces Naturels de Haute-Savoie. Les

² Agir pour la Sauvegarde des Territoires et des Espèces Remarquables et Sensibles

données d'inventaire exploitées dans cet état initial ont été transmises dans leur version la plus récente, la dernière campagne d'actualisation date de 2012.

La commune de **Cranves-Sales** compte **9 zones humides** inscrites à cet inventaire ainsi que quelques zones humides « potentielles » dont l'une au niveau de la zone d'étude.

Plusieurs types de milieux sont présents sur ces zones humides, entre autre :

- > Prairies humides eutrophes (CB 37.2),
- > Formations riveraines de saules (CB 44.1),
- > Aulnaies-Frênaies médio-européennes (CB 44),
- > Tourbières boisées (CB 54),
- > Roselières (CB 53.1),
- > Phragmitaies (CB 53.11),
- > Bas-marais alcalins (CB 54.2),...

Ces dernières peuvent remplir des fonctions variées :

- > régulation hydraulique : soutien naturel d'étiage (alimentation, recharge, protection des nappes phréatiques), ralentissement du ruissellement, expansion naturelle des crues (contrôle, écrêtement des crues, stockage des eaux de crues),
- > production biologique (pâturage, sylviculture, pêche, chasse....),
- > habitat/source de nourriture pour les populations animales et végétales,
- > intérêt paysager, ...

Leurs services rendus sont inestimables :

- > Protection contre les inondations,
- > Lutte contre l'érosion,
- > Soutien d'étiage,
- > Qualité de l'eau potable,
- > Patrimoine naturel et culturel,
- > Lutte contre le changement climatique.

La valeur et les dégradations susceptibles d'affecter les zones humides communales peuvent être appréciées au travers du tableau proposé ci-après.

Tableau 4 *Caractéristiques des zones humides inscrites à l'inventaire départemental DDT 74*
(Source : DDT / ASTERS - 2012)

Nom de la zone humide	Valeur patrimoniale	Menaces
<i>Chez le Noble/chez Cottet Est (74ASTERS0069)</i>	Habitat faune, flore et intérêt paysager hydraulique	Atterrissement, envasement, assèchement. Infrastructure linéaire, réseaux de communication
<i>Le creux Nord/croisée des Rosses (74ASTERS0575)</i>	Paysager	Atterrissement, envasement, assèchement
<i>Les Cornaches Sud-Ouest/en lisière Est du bois de Rosses (74ASTERS0578)</i>	Floristique et faunistique	RAS
<i>Les Donnes/Est et Nord-Est du cimetière (74ASTERS0574)</i>	Hydraulique et paysager	Atterrissement, envasement, assèchement Prélèvements d'eau : modification du fonctionnement
<i>Les Fontaines Nord/200m WSW du point coté 503 m (74ASTERS0579)</i>	Floristique et faunistique	Urbanisation : infrastructure linéaire, réseaux de communication, dépôt de matériaux et décharge. Atterrissement, envasement, comblement, drainage, assèchement, poldérisation des zones humides
<i>Les Glyamis/au Sud de les Donnes (74ASTERS0577)</i>	Non évalué	Infrastructure linéaire, réseaux de communication. Forte menace de l'urbanisation.
<i>Menoge alluvial aval Bonne (74ASTERS2634)</i>	Non évalué	RAS
<i>Tourbière de Lossy/ Lossy Nord-Nord-Ouest (74ASTERS0070)</i>	Hydrologique, faune, flore, paysage, histoire, cynégétique	Pollution et nuisances liées à la surfréquentation, au piétinement. Atterrissement, envasement, comblement, drainage, assèchement, poldérisation des zones humides. Sylviculture
<i>Montagny Nord 74 (ASTERS2760)</i>	Non évalué	RAS

L'extrait cartographique de la page suivante localise les différentes zones humides situées à proximité du secteur de projet des Tattes.

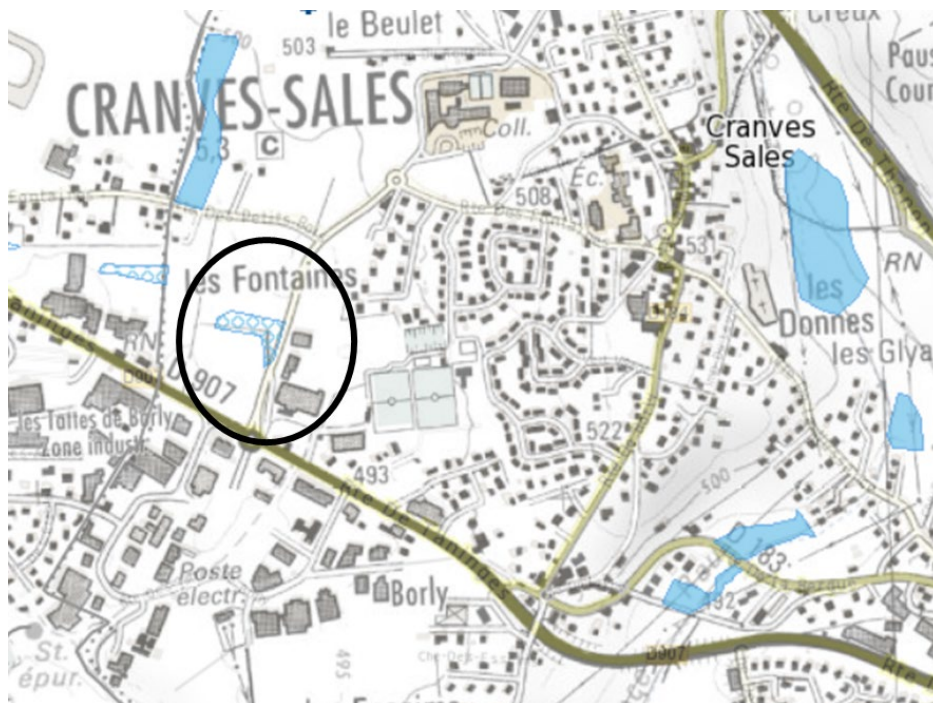


Figure 2 Extrait de l'inventaire des zones humides départementales (l'ellipse noire localise le secteur de projet des Tattes). Source : carto.geo.ide.application.D-D.gouv.fr



Figure 3 Zoom sur le secteur de projet des Tattes avec superposition des zones humides potentielles. Source : carto.geo.ide.application.D-D.gouv.fr

Une étude conduite par Even Conseil pour le compte d'Annemasse Agglo identifie l'ensemble des zones humides présentes sur le territoire intercommunal en juillet 2017. La zone humide potentielle ci-dessus fait partie de l'inventaire. L'étude ne confirme pas le caractère humide avéré de cette zone potentielle.

Zone humide potentielle:

Maille: Q19

Commune : Cranves-Sales

OrigineInf: AG Ortho

Fiche terrain: 2

Photos: DSC03873 à DSC03879

Ilôt de végétation dans un espace en phase d'urbanisation avec des travaux de construction et des axes routiers à proximité immédiate. Jouxte une parcelle cultivée. Présence de végétation typique des milieux humides (peupliers, saules, glycérie) et de quelques traces d'oxydation dans le sol.



Figure 4 Extrait des résultats de l'inventaire des zones humides d'Annemasse Agglo en 2017. Source : Even Conseil

Une **zone humide potentielle** est localisée précisément au niveau du **secteur de projet**. Cette zone humide est identifiée sur la base de l'orthophotographie. Suite à un premier examen pédologique réalisé le 1^{er} février 2019, le **sol ne présente pas de traits hydromorphiques** permettant de conclure à un milieu humide sur le plan réglementaire. La définition réglementaire des zones humides se base sur deux critères cumulatifs : un critère pédologique et un critère flore, d'après l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 2009.

► Inventaire régional des tourbières

L'inventaire régional des tourbières a été réalisé sur la Région Rhône-Alpes entre 1997 et 1999. Cette démarche a conduit à la description scientifique et à la cartographie de 623 tourbières rhônalpines. Les tourbières sont des zones humides où les conditions du milieu provoquent une très mauvaise dégradation de matière organique, qui s'accumule sous forme de tourbe.

2 types de périmètres les caractérisent, le site même de la tourbière et le bassin d'alimentation. Sur la commune de **Cranves-Sales**, la tourbière de Lossy est identifiée dans cet inventaire, ainsi que son bassin versant.

TOURBIERE DE LOSSY – 74GL01

Cette tourbière est située sur un replat en bas de pente et constituée de cladiaie, roselière, fourrés de saules et formations de tremblants sur sphaignes.

► Les ZRI et la zone de projet

La zone de projet ne se situe sur aucune zone règlementaire ou contractuelle avérée.

Le plus proche se trouve, à plus de 4 km, au niveau du massif des Voirons, il s'agit du :

- > site Natura 2000 « Massif des Voirons » présent à l'amont du secteur des Tattes.

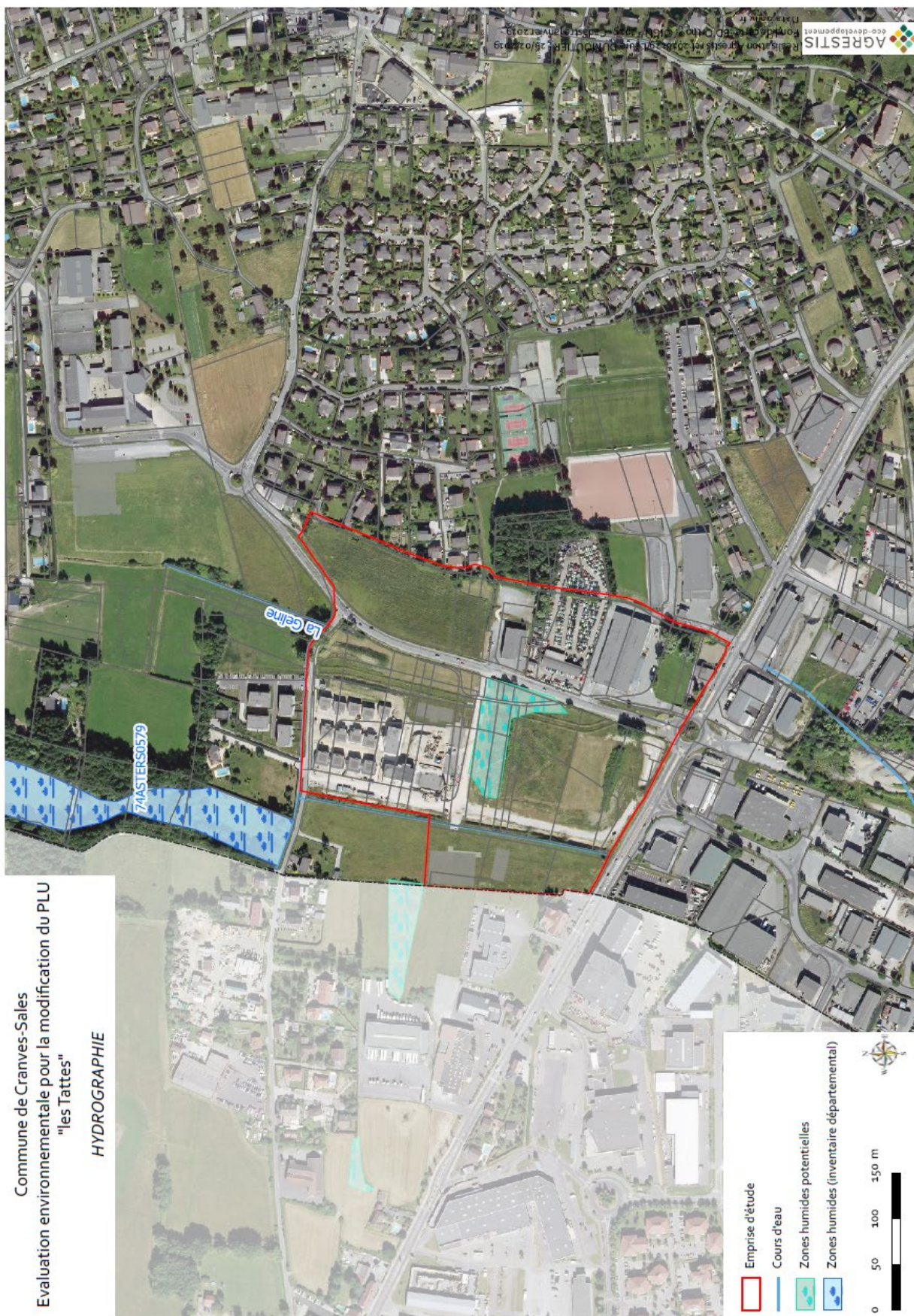
En revanche, une **zone humide potentielle** est présente **dans le périmètre même du site**. Un sondage de sol réalisé le 1^{er} février dernier a permis d'exclure la potentialité de cette zone humide au regard du caractère négatif du résultat sur le plan pédologique.

La zone humide n°0579 « Les Fontaines Nord/200m WSW du point coté 503 m (74ASTERS0579) » est la plus proches de la zone d'étude, elles se situent **à l'amont du même bassin versant que le secteur du projet** d'après le profil altitudinal réalisé sous géoportail, **à environ 400 m à vol d'oiseau**.

Quant aux autres zones d'inventaire (ZNIEFF de type I et II), elles se situent à plus de 1,3 km de la zone de projet. La plus proche est la ZNIEFF de type 1 « Prairie humide du bois des Rosses », située à l'amont du secteur de projet.

Une plante envahissante est présente sur le secteur : le **Solidage géant**. Des vigilances pour les terres mises à nues en période de travaux sur le secteur de projet doivent être prises.

Carte 2 Le secteur de projet et les zones réglementaires et d'inventaires proches



c. Dynamique écologique

La dynamique écologique d'un territoire s'apprécie au regard de la fonctionnalité de ses réseaux écologiques. Un réseau écologique se compose :

- > **De continuums écologiques comprenant des zones nodales et des zones d'extension :**
Les **zones nodales** (ou réservoirs de biodiversité) sont formées par un habitat ou un ensemble d'habitats dont la superficie et les ressources permettent l'accomplissement du cycle biologique d'un individu (alimentation, reproduction, survie). Elles constituent le point de départ d'un continuum et ont un rôle de zone « refuge ».
Les **zones d'extension** sont les espaces de déplacement des espèces en dehors des zones nodales. Elles sont composées de milieux plus ou moins dégradés et plus ou moins facilement franchissables.

Il est possible de distinguer les continuums terrestres (continuums forestiers, continuum des zones agricoles extensives et des lisières, continuums des landes et pelouses subalpines...) et le continuum aquatique (cours d'eau et zones humides). Chaque continuum peut être rapporté aux déplacements habituels d'espèces animales emblématiques (ex : le continuum forestier a pour espèces emblématiques le sanglier et le chevreuil).

- > **De corridors écologiques :**
Il s'agit des **liaisons fonctionnelles** entre deux écosystèmes ou deux habitats favorables à une espèce permettant sa dispersion et sa migration (pour la reproduction, le nourrissage, le repos, la migration...).
C'est un **espace linéaire** qui facilite le déplacement, le franchissement d'obstacle et met en communication une série de lieux. Il peut être continu ou discontinu, naturel ou artificiel. Ces espaces assurent ou restaurent les flux d'individus et donc la circulation de gènes (animaux, végétaux) d'une (sous) population à l'autre. Les corridors écologiques sont donc vitaux pour la survie des espèces et leur évolution adaptative.
- > **De zones relais :**
Ce sont des zones d'extension non contiguës à une zone nodale. De taille restreinte, elles présentent des potentialités de repos ou de refuge lors de déplacement hors d'un continuum.

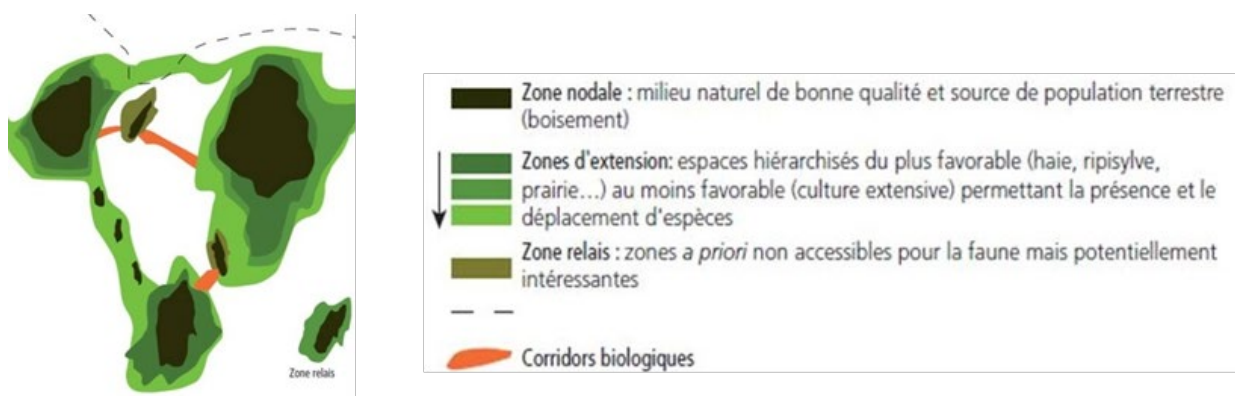


Figure 5 Schéma de principe d'un réseau écologique (Source : Réseau Écologique Rhône-Alpes).

► Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Rhône-Alpes

En Rhône-Alpes, au regard de l'évidence d'une fragmentation écologique croissante, la prise de conscience de l'enjeu de connaître et d'agir s'est faite et formalisée dès les années 90. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique en résulte et donne une première approche globale de l'état écologique à l'échelle régionale et plus locale.

Le SRCE est élaboré conjointement par la DREAL et la Région Rhône-Alpes, avec l'assistance technique du réseau des agences d'urbanisme de Rhône-Alpes (URBA3).

Après deux années de travail partenarial, le projet de schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Rhône-Alpes a été adopté le 16 juin 2014.

Il se compose :

- > d'un rapport écrit constitué des volets diagnostic, enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques, composantes de la Trame Verte et Bleue et plan d'actions doté de 7 orientations;
- > d'un document regroupant les annexes du SRCE;
- > d'un atlas cartographique au 1/100 000ème en 62 planches (**Cranves-Sales** planche Bo6).

Les enjeux régionaux

Les enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques ont été cartographiés.

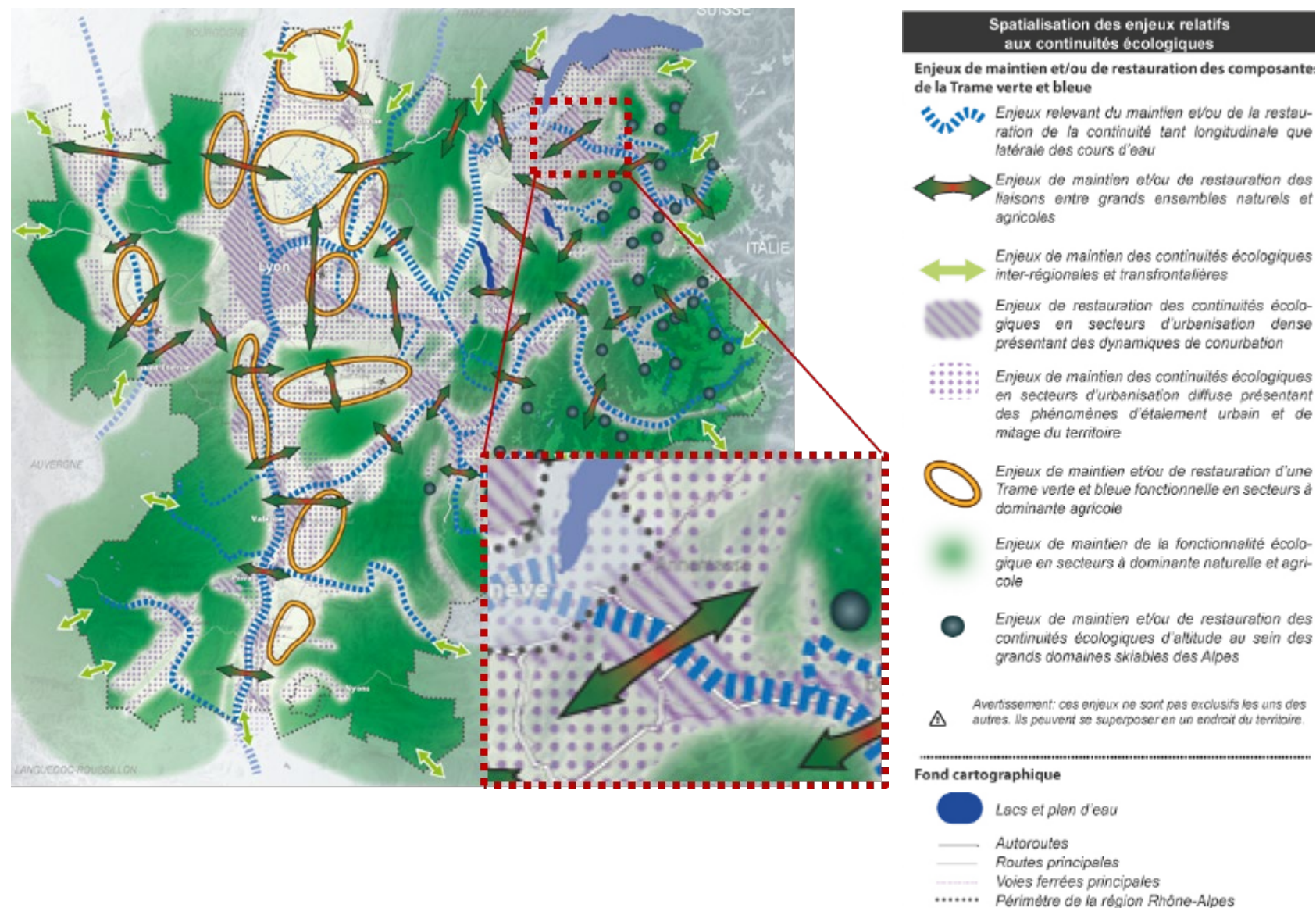
Ils traduisent les atouts du territoire régional en termes de continuités écologiques et les menaces qui pèsent sur celles-ci.

Dans le secteur de **Cranves-Sales**, divers enjeux ont été identifiés d'après la carte de spatialisation des enjeux relatifs aux continuités écologiques :

- > Maintien des continuités écologiques en secteurs d'urbanisation dense présentant des dynamiques de conurbation.
- > Maintien et/ou restauration des liaisons entre grands ensembles naturels et agricoles.

Cette carte est proposée en page suivante.

Figure 6 Extrait de la cartographie « Spatialisation des enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques ». SRCE Rhône-Alpes



Les secteurs prioritaires d'intervention

En cohérence avec l'identification et la spatialisation des enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques, des secteurs prioritaires d'intervention ont été identifiés et inscrits au plan d'actions du SRCE. Ces secteurs sont reconnus au regard du cumul d'enjeux qui leur est associé : étalement urbain et artificialisation des sols, impact des infrastructures sur la fragmentation de la TVB, impact sur la trame bleue, accompagnement des pratiques agricoles et forestières.

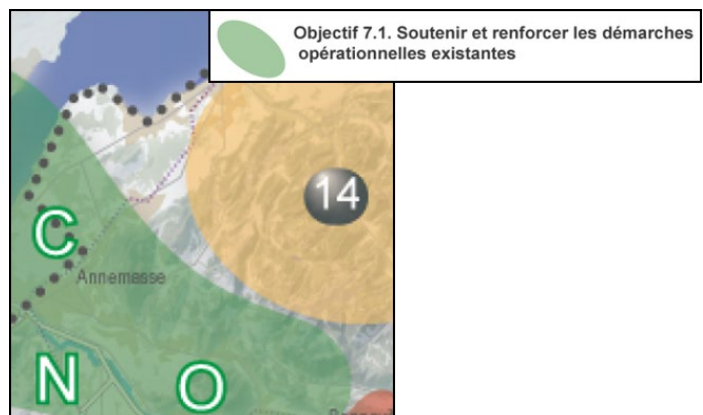
Au sein de ces secteurs prioritaires d'intervention, l'objectif est alors de renforcer ou de faire émerger des territoires de projets selon 3 types de catégories :

- 1> Des secteurs présentant des démarches opérationnelles déjà en cours (les contrats de territoires « corridors biologiques ») qu'il s'agit de soutenir et renforcer en priorité ;
- 2> Des secteurs où des démarches opérationnelles de remise en bon état des continuités écologiques sont à faire émerger prioritairement ;
- 3> Des secteurs où une vigilance particulière doit être apportée vis-à-vis de la préservation et/ou de la remise en bon état des continuités écologiques. Il s'agit de veiller notamment à la qualité de la gouvernance locale sur ce sujet et à accompagner des acteurs, particulièrement lors des démarches de planification.

D'après la cartographie des secteurs prioritaires d'intervention du SRCE, la commune de **Cranves-Sales** se trouve entre les secteurs C – Arve-Lac et N – Salève-Voirons.

Elle est ainsi concernée par les objectifs 7.1 « Soutenir les démarches opérationnelles existantes » avec le Contrat vert et bleu « Arve-Porte des Alpes ».

Figure 7 Extrait de la cartographie « Secteurs prioritaires d'intervention »
Source : SRCE Rhône-Alpes



La trame verte et bleue du territoire communal

La cartographie page suivante représente les composantes associées à la Trame verte et bleue sur la commune de **Cranves-Sales** et des communes voisines.



Les secteurs urbanisés de la commune sont identifiés comme **zones artificialisées**.



Le nord-est du territoire communal est cartographié en tant que **réservoir de biodiversité**, qu'il faut préserver ou remettre en état. Ce réservoir de biodiversité correspond à des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie

de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement. Ils ont été identifiés sur la base de périmètres de sites existants d'intérêt patrimonial reconnu du point de vue écologique et partagé par la communauté scientifique et les acteurs locaux. Il s'agit ici du **Massif des Voiron** et du **ravin de La Chandouze**.



Des **espaces terrestres à perméabilité forte** sont localisés sur les versants montagneux au nord et au sud de la commune, en rive droite et en rive gauche du Nom. Ils correspondent aux espaces boisés situés en périphérie des secteurs habités.

Les **espaces terrestres à perméabilité moyenne** sont cartographiés autour des zones urbanisées. Ces espaces perméables permettent d'assurer la cohérence de la Trame Verte et Bleue, en complément des corridors écologiques, en traduisant l'idée de connectivité globale du territoire. Ils sont globalement constitués par une nature dite « ordinaire » mais indispensable au fonctionnement écologique du territoire régional. Il s'agit principalement d'espaces terrestres à dominantes agricole, forestière et naturelle mais également d'espaces liés aux milieux aquatiques. Les espaces perméables constituent des espaces de vigilance, jouant un rôle de corridors permettant de mettre en lien des réservoirs de biodiversité. L'enjeu pour le SRCE est d'assurer dans la durée le maintien de leur fonctionnalité.

Des **espaces terrestres à perméabilité forte** sont localisés sur le **Bois des Rosses à l'ouest de la commune**, et les **Bois du Clus** et communal de Martigny au nord-est.

A l'échelle du secteur de projet, la **perméabilité est qualifiée de « fortement sélective »** comme le montre la carte de la page suivante. En effet, la zone appartient en partie à l'enveloppe urbaine de la commune. Le reste est qualifié comme « **grands espaces agricoles** participant à la fonctionnalité écologique du territoire » dont le niveau réel de perméabilité reste à préciser.



Au niveau de la **trame bleue**, sont également identifiés les cours d'eau en tant que « cours d'eau à préserver » ou « à remettre en état » (**La Menoge et ses affluents La Noue, La Géline et La Nussance** qui traverse la commune), ainsi que les secteurs perméables liés aux milieux aquatiques (espaces de mobilité et de bon fonctionnement du cours d'eau). Ces derniers

permettent de mettre en connexion les différents secteurs aquatiques et humides à l'échelle du territoire communal mais également intercommunal. **La Noue et la Géline** s'écoulent à proximité de la zone de projet.



Un corridor axe fuseau d'importance régionale « à remettre en bon état » est identifié au nord de la commune, il permet la jonction entre le massif des Voiron et celui du Salève. Le corridor est situé au Nord Est du secteur d'étude à l'échelle communale, il ne le traverse pas.

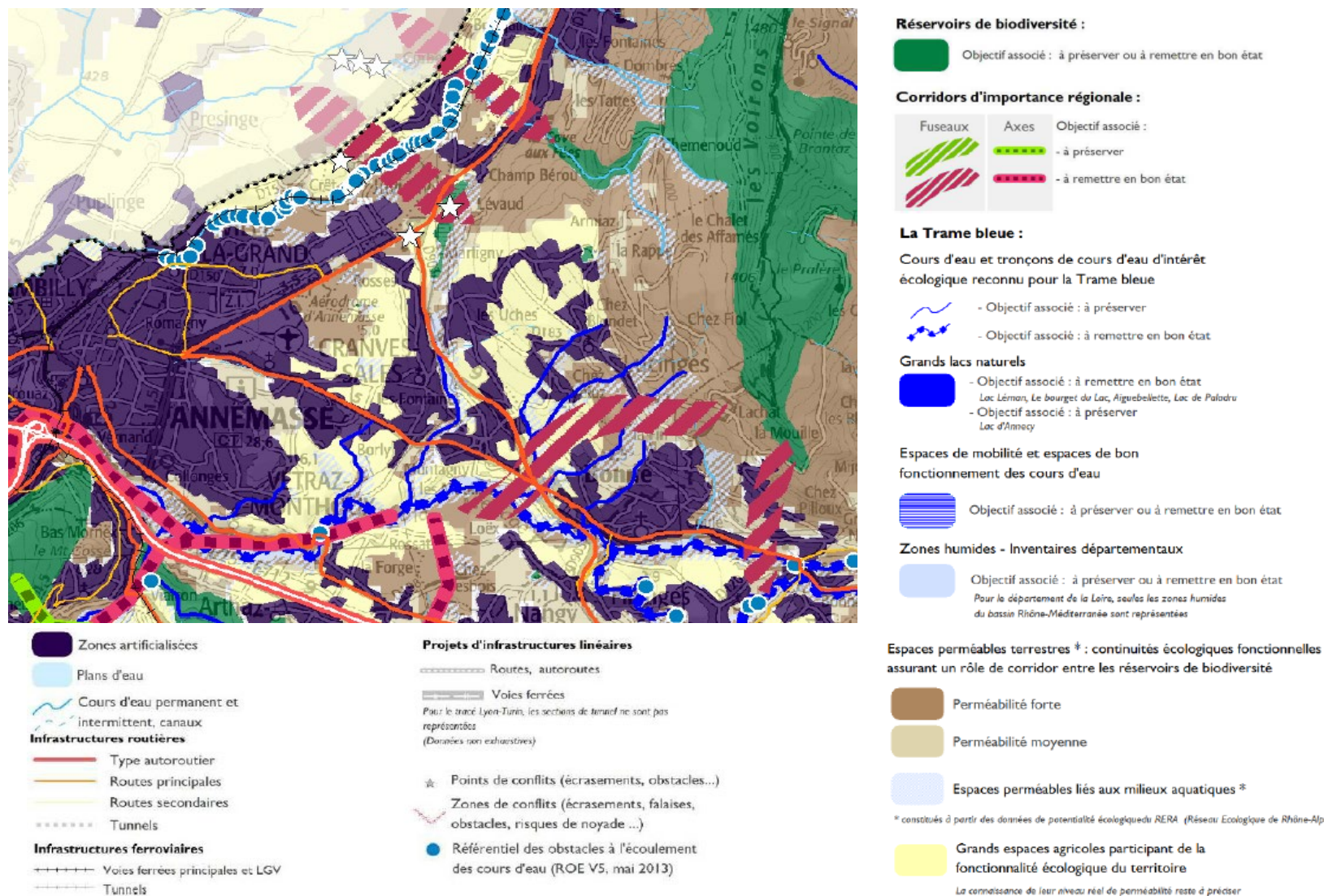


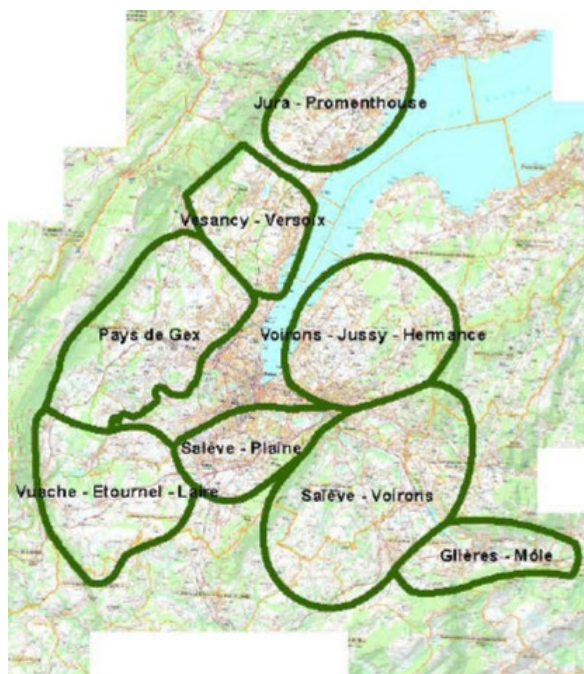
Figure 8 Extrait de la cartographie « Trame verte et bleue régionale ». SRCE Rhône-Alpes.

► Le contrat vert et bleu « Arve-Porte des Alpes »

Des contrats de corridors ont été créés en juillet 2006 par la Région Rhône-Alpes entre partenaires privés, collectivités et associations, afin de répondre aux objectifs de maintien, de restauration des corridors biologiques et de préservation de la biodiversité. Sur le bassin franco-valdo-genevois, plusieurs secteurs géographiques ont été jugés prioritaires par rapport au développement de l'urbanisation et ont fait l'objet d'études de base dès 2009. Ensuite, des études préalables aux contrats corridors ont été réalisées entre 2009 et 2013 sur huit secteurs jugés prioritaires au vu du développement de l'agglomération franco-valdo-genevoise.

Les données de ces études de références sont intégrées à l'analyse qui a conduit à la production de la carte de « dynamique écologique » du territoire communal présentée plus loin.

Figure 9 Les 8 secteurs d'étude prioritaires.
Source : projet d'agglomération franco-valdo-genevois, 2010.



Quatre études préalables concernent le contrat Arve-Porte des Alpes. Les deux premières en date de 2010 ont été complétées et réactualisées suite à l'extension du périmètre du contrat pour intégrer la Communauté de communes des Quatre Rivières et les communes d'Evires et de Menthonnex-en-Bornes) :

- > secteur Glières-Môle (Cahier n°13-51 – novembre 2010),
- > secteur Salève-Voiron (Cahier n°13-52 – novembre 2010),
- > secteur Bargy-Glières-Môle (Cahier n°13-51 – décembre 2013),
- > **secteur Salève-Voiron (Cahier n°13-52 – décembre 2013).**

L'étude préalable identifie une rupture de corridor au niveau du secteur de projet comme le montre l'extrait de carte ci-dessous. Elle identifie également une logique de continuum vert et jaune.

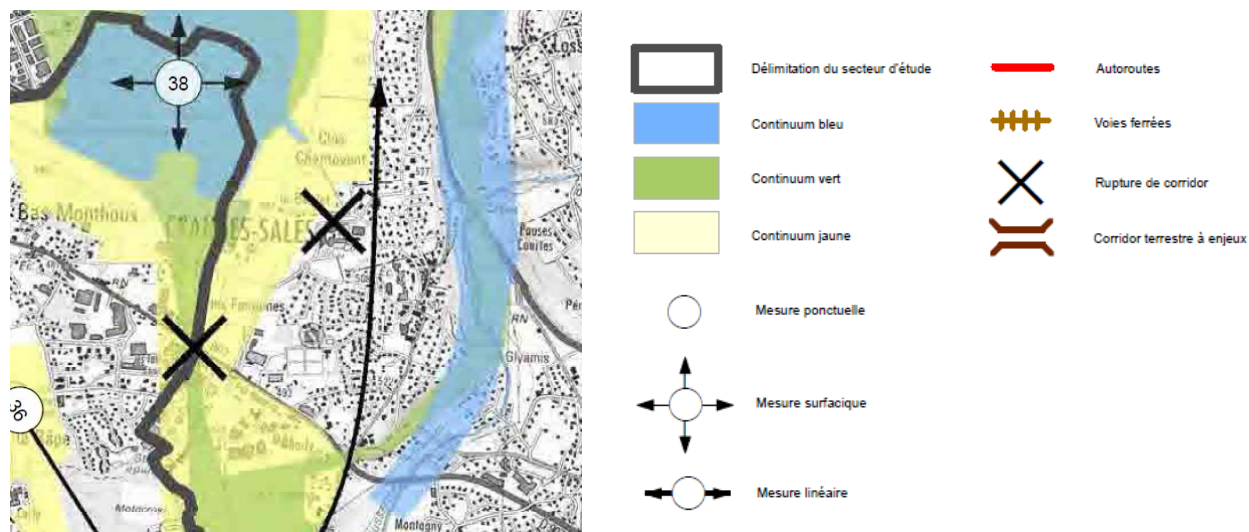


Figure 10 Extrait de la carte de synthèse du secteur Salève-Voirons. Source : Etude préalable à l'élaboration du contrat de corridor

Actuellement le contrat Arve-Porte des Alpes est en cours d'élaboration. Les cahiers proposent déjà un programme d'actions divisé en trois volets : réglementaire (REG), travaux (TRA), étude (ETU) et animation (ANI). Des mesures ou fiches actions ont été réalisées.

La commune de **Cranves-Sales** fait initialement partie du **secteur « Salève-Voirons »** ; **elle est aujourd'hui inclus dans le contrat de corridors biologiques « Arve-Lac »** qui était en vigueur de 2012 à 2017.

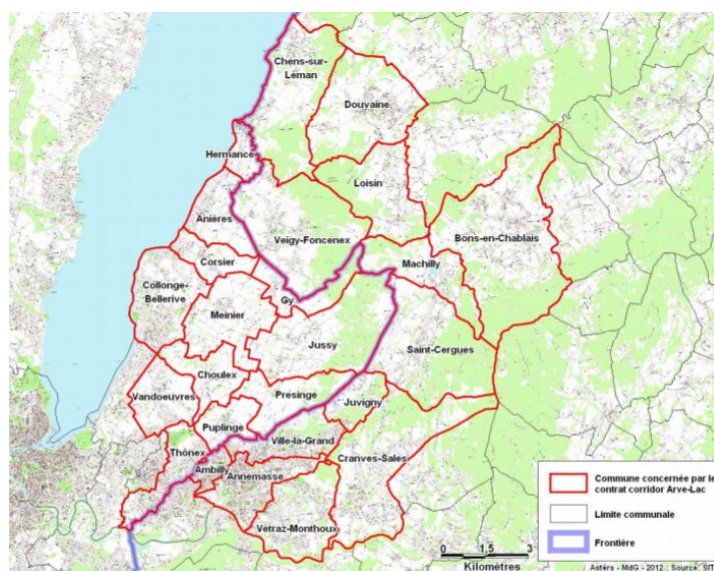


Figure 11 Communes du secteur Arve-Lac. Source : cahier n°13-61

Ce territoire abrite un patrimoine naturel diversifié représenté par des zones humides, des zones forestières, des coteaux secs, des prairies de fauches qui sont autant d'habitats intéressants pour la faune et la flore sauvages. Ces milieux représentent le cœur d'une connexion entre plusieurs grands ensembles : le massif des Voirons, les bois de Jussy/Douvaine, la vallée du Foron, l'Hermance, le Miolan, la plaine de la Seymaz. Ce contrat intervient dans un contexte où ces logiques de connectivités sont fortement menacées par le développement de l'urbanisation, les grandes voies de communication ou la fermeture des milieux.

Des actions sont d'ailleurs identifiées pour la commune de **Cranves-Sales**, en matière de : Travaux (TRA) :

- > Action 21/ Maintenir et restaurer le corridor entre la forêt communale de Martigny et la tourbière de Lossy : étude sur la migration des amphibiens via la traversée de la route des marais.
- > Action 30/ Restaurer et protéger le réseau de zones humides entre Jussy et Cranves-Sales : restaurer et entretenir les zones humides et friche à molinie abritant du Glaïeul des marais.
- > Action 38/ Restauration et protection de la tourbière de Lossy et de sa connexion avec la Menoge : travaux de réouverture sur la tourbière et étude sur les possibilités de reconnexion avec la Menoge.

Animation (ANI) :

- > Action 12/ Améliorer la fonctionnalité du corridor entre le bois de Rosses et le Ruisseau de la Menoge : Intégrer dans les projets d'urbanisation des aménagements préservant le corridor pour la petite faune. **Cette action concerne plus particulièrement le secteur d'entrée de ville de Cranves-Sales au niveau du secteur de projet.** Elle définit des **mesures d'amélioration de la fonctionnalité de ce corridor en intégrant dans les projets d'urbanisations des aménagements préservant le corridor pour la petite faune :**
 - Réaliser une bande enherbée en prairie fleurie et quelques arbustes le long des deux routes à emprise communale au nord de la RD 907, et réaliser une fauche tardive de ces prairie (un passage fin aout et éventuellement un en automne). La localisation préférentielle de la bande est à l'ouest de la voie.
 - Réaliser un passage enterré (buse de 300 mm) pour la petite faune afin de traverser la RD 907.
- > Action 38b/ Animation et sensibilisation sur la tourbière de Lossy et sa connexion avec la Menoge.



Figure 12 Localisation des mesures de l'action 12. Source : cahier 13-61 (2012)

► Trame écologique du SCoT Annemasse Agglomération

L'état initial de l'environnement du SCoT Annemasse Agglo approuvé en 2007 relève la qualité environnementale du territoire lié à l'hétérogénéité des milieux : versants montagneux, plaine...

Le **document d'orientation et d'objectifs** introduit une carte de périmètres de protection pour des raisons agricoles, naturelles ou paysagères. Des prescriptions particulières sont définies par l'**orientation 3.3.2.2** ; elle précise qu'il s'agira de définir un projet global de valorisation ayant nécessairement une dimension intercommunale. Ce périmètre comporte un sous-secteur spécifique « **Porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales** » qui concerne le projet actuel « **Les Tattes** ».

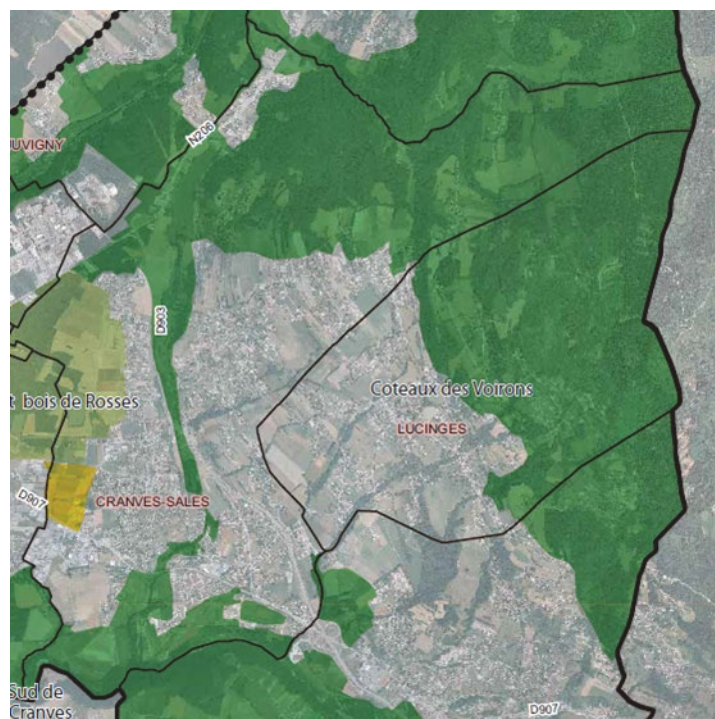


Figure 13 Extrait de la carte des périmètres de protection du DOO du SCoT Annemasse Agglo

Périmètres de protection établis en application des points 3.1.2 et 3.3.2.2 du DOG

- Périmètres de protection d'ensemble à dominante naturelle et/ou agricole
- Périmètre spécifique du projet de valorisation « Plaine et Bois de Rosses »
- Sous-secteur spécifique « Porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales »

Toute urbanisation nouvelle et tout aménagement nouveau sont à proscrire dans le périmètre du bois des Rosses en amont du secteur « porte d'entrée », cette préconisation ne s'applique toutefois pas au sous-secteur spécifique « porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales ».

Il est écrit pour le sous-secteur « porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales », qu'il doit constituer à la fois :

- > une « porte d'entrée » sur l'ensemble agro-naturel « Plaine et Bois de Rosses », ce qui en fait une des composantes essentielles du projet global de valorisation de cet ensemble,
- > un espace contribuant à structurer et à requalifier paysagèrement une des principales « entrées d'agglomération »,
- > une « porte d'entrée » sur le bourg de Cranves-Sales,
- > un espace d'accueil d'équipements publics et privés d'intérêt intercommunal, du fait de son positionnement géographique stratégique, et de la proximité immédiate d'équipements structurants préexistants (collège, équipements sportifs et de loisirs).

A cet effet, il est précisé que le PLU de la commune devra :

- > **maintenir une « pénétrante verte » sur les Bois de Rosses, par une continuité d'espaces verts non bâtis depuis la RD 907 jusqu'à la limite nord du sous-secteur : elle doit à la fois permettre d'annoncer, depuis la RD 907, l'existence d'un grand espace naturel proche, et de marquer une rupture d'urbanisation entre la ville agglomérée et le bourg de Cranves-Sales,**

- > maintenir le cône de vue identitaire sur les Voirons depuis la RD 907,
- > prévoir l'aménagement de liaisons douces sécurisées pour connecter la RD 907 avec les Bois de Rosses et le bourg de Cranves-Sales,
- > prévoir l'aménagement, dans la partie nord de ce sous-secteur, d'un espace de loisirs, servant de transition qualitative entre l'espace agro-naturel des Bois de Rosses proprement dit et les zones bâties (par exemple, avec un parc public et/ou un équipement sportif public). Il s'agira également de garantir la possibilité à plus long terme de développer un pôle d'équipement et de loisirs plus important, en maintenant des réserves foncières.

Ne seront admises dans ce sous-secteur que les urbanisations nouvelles à vocation d'habitat (avec des formes d'habitat denses et intermédiaires), d'équipements publics ou privés (à titre d'exemple : EPAD, équipement public sportif), et d'activités de services (à titre d'exemple, hôtellerie).

Toute urbanisation et tout aménagement dans ce sous-secteur devra s'effectuer avec une volonté de qualité et d'intégration paysagère.

La **desserte de cet ensemble par les modes de déplacements alternatifs** à la voiture individuelle devra être progressivement améliorée. En particulier, il conviendra de faire de ce site un espace clef du réseau structurant de liaisons douces sur le territoire, notamment un espace de connexion entre la ville agglomérée*, le Vallon du Foron et le Massif des Voirons par des liaisons douces sécurisées. Le Plan de déplacements urbains précisera cette orientation et ses modalités de mise en œuvre, en cohérence avec le DOG du SCoT.

L'orientation 3.1.2 est spatialisée pour la protection d'ensembles à dominante naturelle et/ou agricole délimités graphiquement dans le SCOT ; elle ne concerne pas le sous-secteur « porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales ».

Le secteur de **projet des Tattes** fait l'objet d'un périmètre spécifique au SCoT « porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales » pour lequel des prescriptions sont définies.

► La dynamique écologique sur la commune de Cranves – Sales

De par son positionnement géographique, la commune de **Cranves-Sales** montre une dynamique écologique importante, comme le prouve son implication dans le contrat de corridor "Arve-Lac".

Une partie du territoire est considéré comme réservoirs de biodiversité. Il s'agit du massif des Voirons (site Natura 2000 et APPB), la tourbière de Lossy, les zones humides, les cours d'eau et leurs rives. En complément de ces espaces, des zones de nature ordinaires jouent un rôle de zones d'extension, de relais entre ces réservoirs. Elles sont principalement composées des zones agricoles de plaines et des boisements de coteau.

Au sein des Voirons, un continuum de milieux forestiers, en altitude, est à l'écart de la vie urbaine et bien préservé.

L'émergence de zones urbanisées denses, les routes départementales 1206 et 903 ainsi que l'augmentation de leur fréquentation (près de 25 000 véhicules/jour) ont conduit à créer des milieux fortement anthropisés en plaine et répulsifs pour que la faune sauvage les contourne.

Des axes de déplacements de la faune ont été identifiés sur la commune et se limitent donc essentiellement aux cours d'eau et à leur ripisylve ainsi qu'à certaines franges boisées. Dans les parties urbanisées, ces axes sont qualifiés de corridors écologiques car très restreints et ténus.

- > Un corridor écologique à l'Ouest fortement contraint qui relie la Menoge aux bois de Rosses via la ZAC de Borly. Ce corridor n'est quasiment plus fonctionnel à ce jour, le bois de Rosses étant très enclavé ce qui lui a fait perdre son attractivité.
- > 2 grands corridors au Nord-Ouest de la commune qui relient le coteau du massif des Voirons aux bois de Jussy/Douvaine, où se déplacent une moyenne et grande faune :
 - Un via le vallon de la Chandouze.
 - Un via la zone de Piémont vers Jussy.

Le principal obstacle pour ces 2 corridors est la RD 1206.

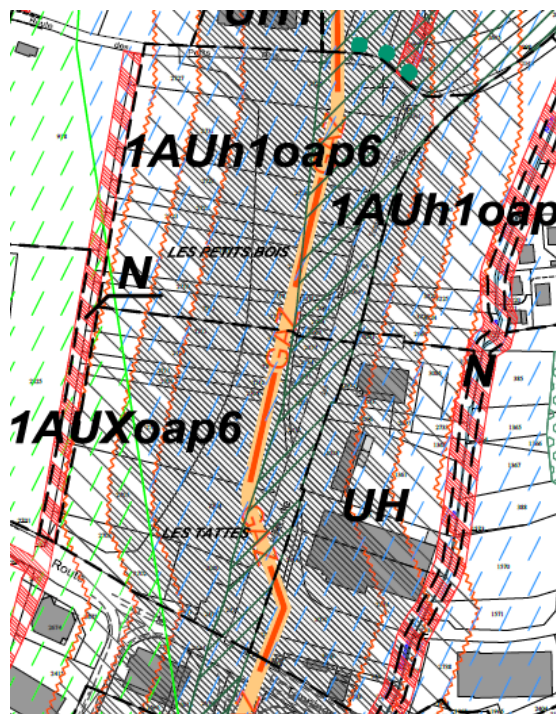
► La trame verte et bleue sur le site du projet

Un zoom sur la carte de dynamique écologique montre que le site de projet se trouve à **proximité de linéaire hydrographique**, la **Géline** s'écoule au Nord Est du secteur de projet, sur lesquels une bande tampon de 10m s'applique, en vue de la préservation du caractère naturel des berges.

Le secteur d'entrée de ville des Tattes est également concerné par le **corridor écologique qui relie le bois des Rosses à la Menoge**. Ce corridor est identifié au titre du **R.123.11** du CU comme « espaces contribuant aux continuités écologiques ».

Des **éléments végétaux (type haie)** sont également identifiés au titre du **R.123.11** du CU le long de la Route des Petits Bois.





ELEMENTS, SITES et SECTEURS réglementés au titre de l'article L.123.1.5.7° du CU



Espaces contribuant aux continuités écologiques au titre de l'article R.123.11.i du CU



Eléments végétaux ponctuels et espaces arborés délimités au titre de l'article R.123.11.h du CU

SECTEURS IDENTIFIES AU TITRE DE L'ARTICLE R.123.11.b du CU

(périmètres donnés à titre informatif, les documents de référence étant ceux officiels)



Zone C du PEB



Zone D du PEB



Risques technologiques : canalisation de gaz et zone non aedificandi



Bandes correspondant aux effets létaux significatifs
Bandes correspondant aux premiers effets létaux
Bandes correspondant aux effets irréversibles

Figure 15 Zoom sur le plan de zonage du PLU identifiant les périmètres réglementés. Source : PLU de Cranves-Sales

Le secteur de projet des Tattes est situé :

- > **Au niveau du corridor écologique** identifié à l'Ouest de la commune de Cranves-Sales et traduit réglementairement au PLU au titre du R.123.11.
- > A proximité de **linéaires hydrographiques** (la Gélina et son fossé de dérivation) pour lesquels une bande tampon de 10m est nécessaire.
- > A proximité d'éléments de **trame végétale** identifiés réglementairement au PLU au titre du R.123.11.

Notons que **ce site est stratégique pour la dynamique écologique de la commune**, bien que la fonctionnalité écologique de ce secteur soit fragilisée par le développement urbain.

d. Enjeux de la modification du PLU sur la biodiversité et la dynamique écologique

Après observation de l'état initial de l'environnement qui permet de mettre en avant les éléments clés de la thématique « Biodiversité et Dynamique écologique », les enjeux formulés sont les suivants :

- > La présence d'une zone humide potentielle sur le secteur du projet, pour laquelle les résultats de l'expertise de sols concluent de l'absence d'hydromorphie.
- > La prise en compte du corridor écologique identifié par le PLU sur le secteur de projet par des aménagements favorables aux déplacements de la petite faune à cette échelle.

4- Paysages

a. Le paysage réglementaire

► La Loi Montagne

Dans l'emprise même du projet, il n'y a aucune réglementation particulière du point de vue paysager si ce n'est, et ce pour l'ensemble du territoire communal, les contraintes liées à la **loi montagne**.

La loi du 9 janvier 1985, relative au développement et à la protection de la montagne vise à établir un équilibre entre le développement et la protection de la montagne. Cette loi a été modernisée en 2017 pour s'adapter aux nouveaux enjeux tels que la couverture numérique, les écoles et les transports scolaires, le tourisme et l'urbanisme (avec notamment les procédures UTN).

Cette loi est intégrée dans les articles L 122-1 à L.122-27 et R.122-1 à R. 122-20 du code de l'Urbanisme et dans les articles L.342-1 à L.342-26 et D.342-2 à R.342-29 du code du Tourisme.

Cette loi vise à :

- > Faciliter l'exercice de nouvelles responsabilités par les collectivités et les organisations montagnardes dans la définition et la mise en oeuvre de la politique de la montagne et des politiques de massifs ;
- > Engager l'économie de la montagne dans des politiques de qualité, de maîtrise de filière, de développement de la valeur ajoutée et rechercher toutes les possibilités de diversification ;
- > Participer à la protection des espaces naturels et des paysages et promouvoir le patrimoine culturel ainsi que la réhabilitation du bâti existant ;
- > Assurer une meilleure maîtrise de la gestion et de l'utilisation de l'espace montagnard par les populations et collectivités de montagne ;
- > Réévaluer le niveau des services en montagne, assurer leur pérennité et leur proximité par une généralisation de la contractualisation des obligations.

Le secteur d'étude est soumis, comme le reste de la commune, à la Loi Montagne.

► Les édifices protégés au titre des Monuments Historiques

Cette protection est soumise aux articles L621 et suivants, elle comprend 2 niveaux.

- > L'inscription se fait dans le cadre régional. Elle est concrétisée par un arrêté du préfet de région après avis de la Commission régionale du patrimoine et de sites (CRPS). Tous les travaux sont soumis à une autorisation d'urbanisme, le maître d'ouvrage doit informer la conservation régionale des monuments historiques (CRMH) à la DRAC.
- > Le classement est une mesure de reconnaissance nationale, prise par arrêté du ministre chargé de la Culture et de la Communication après avis de la Commission nationale des monuments historiques. Comme pour l'inscription les travaux doivent faire l'objet d'une autorisation administrative particulière accordée par le préfet de région.

Aucun édifice protégé ne se trouve dans ou à proximité immédiate du secteur.

b. Paysage conventionnel

► Les données régionales de la DREAL : l'inventaire paysage

Il permet au niveau régional de localiser des paysages ou des éléments paysagers remarquables. Il s'agit des jardins, des ouvrages d'art ponctuels, des ouvrages d'art linéaires et des unités paysagères. Aucun de ces éléments n'est recensé sur le périmètre du projet.

La Direction Régionale de l'Environnement de Rhône-Alpes a édité en 2005 un ouvrage à l'intention des acteurs concernés par la mutation des territoires. Intitulé les « 7 familles de paysages en Rhône-Alpes », il a pour objet de s'inscrire dans les orientations de la convention européenne du paysage adoptée le 20 octobre 2000, par lequel l'Etat s'engage à :

- > Identifier les caractéristiques de ses propres paysages,
- > Qualifier les paysages identifiés
- > Identifier les dynamiques et pressions qui les modifient,
- > Mettre en place des moyens d'intervention.

Une seule unité paysagère est présente sur la zone d'étude, il s'agit de la **vallée de l'Arve (124-HS)**, sous la typologie des **paysages marqués par de grands aménagements**.

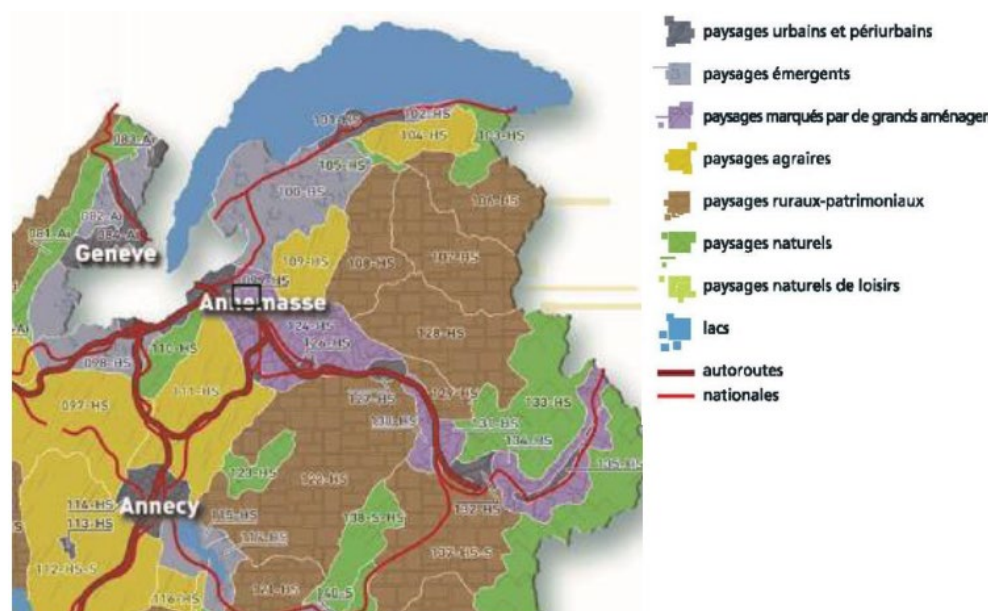


Figure 16 Extrait de la carte des 7 familles de paysage (source DREAL : « Les 7 familles de paysage en Rhône-Alpes »)

► Les données départementales

A l'échelle départementale, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement a édité un Atlas des paysages de la Haute-Savoie dans lequel le secteur d'étude est recensé comme un **paysage urbain** au sein de l'**unité paysagère de la Basse Vallée de l'Arve**. Le CAUE a dénombré 10 unités paysagères dans le département.

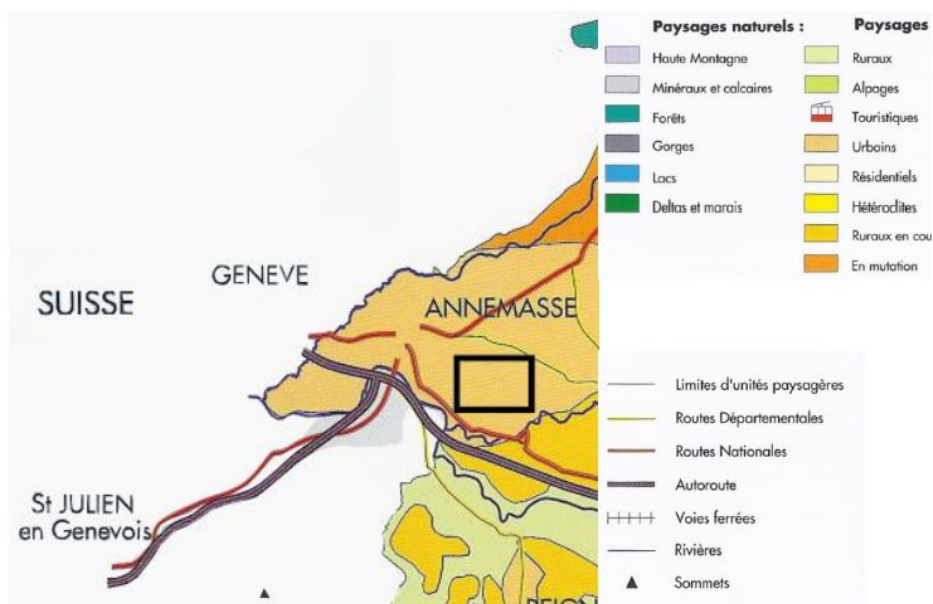


Figure 17 Extrait de la carte typologie des paysages de l'avant pays savoyard (source CAUE : « Atlas des paysages de la Haute-Savoie »)

c. Paysage perçu

Le paysage perçu va être traduit graphiquement à deux échelles, l'une territoriale, qui permettra de visualiser le site dans son territoire et l'autre à l'échelle de proximité. La carte suivante présente le paysage territorial.

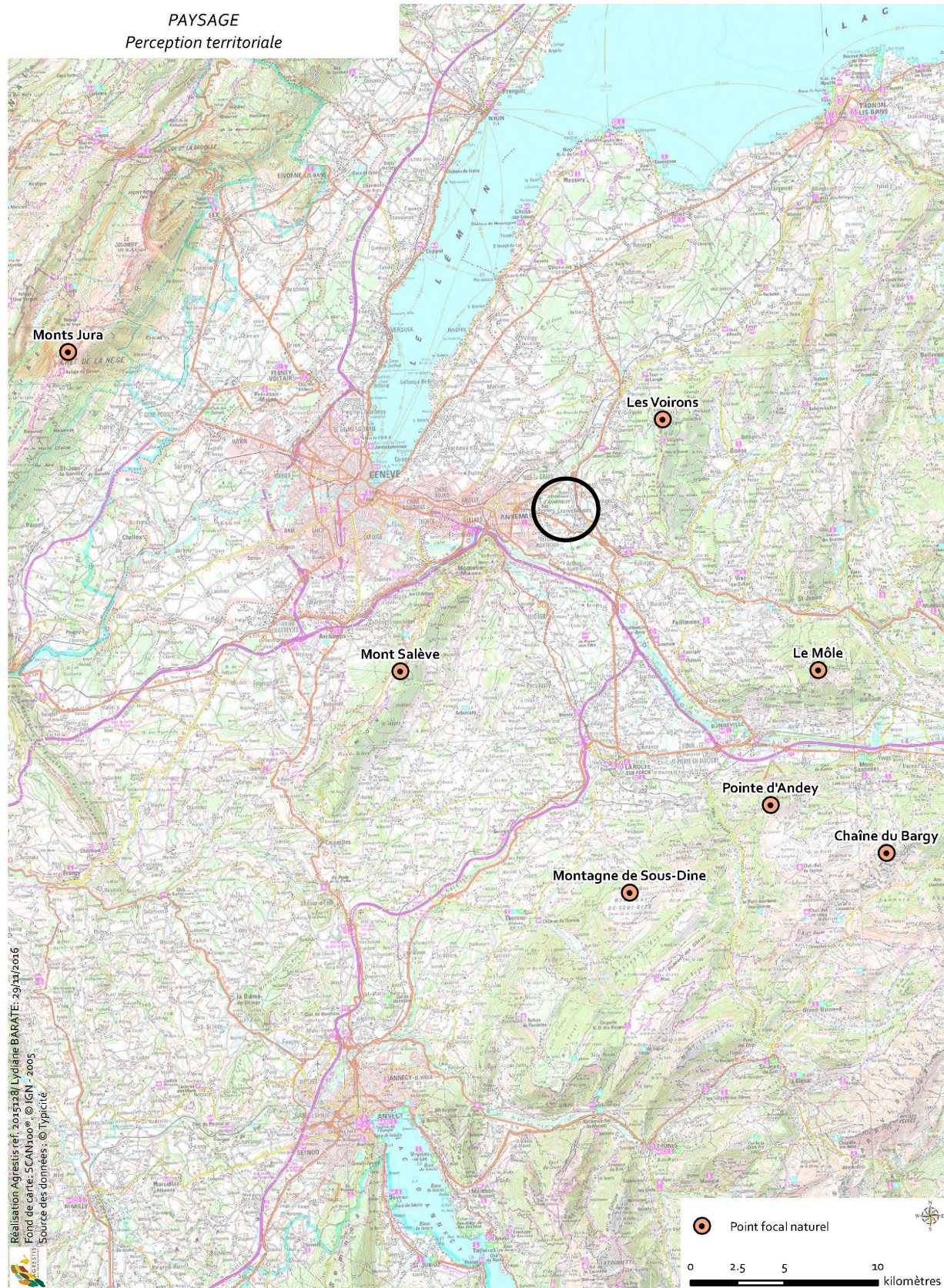
Le secteur d'étude paysager est plus vaste que l'emprise même du projet, ses limites sont délimitées à la fois par la géomorphologie du site et par la perception du site.

► Des perceptions lointaines caractérisées par une géomorphologie identitaire

Sa situation au carrefour de la vallée de l'Arve et de la vallée du Rhône offre des perspectives lointaines allant des Monts Jura à la Chaîne du Bargy. Avec son caractère ouvert et sa situation à l'endroit le plus large de la plaine de l'Arve cet espace offre des perceptions lointaines qui ancrent la zone d'étude dans une dimension géomorphologique forte.

Cette dimension géomorphologique est caractérisée par la perception de nombreux massifs autour de la zone d'étude. Les points focaux naturels liés au relief sont nombreux, ainsi côté Est, par ordre d'éloignement on peut citer les Voirons, sur lesquels s'appuie le coteau de Lucinge, le Petit Salève et son prolongement, le Salève. Les points de repère de part et d'autre de la rivière de l'Arve le Môle et la pointe d'Andey puis la Montagne Sous Dine et la Chaîne du Bargy. Côté ouest, ce sont les Monts jura qui clôturent l'horizon.

Carte 3 Carte des perceptions territoriales



► Perceptions rapprochées sur le site du projet

Si le secteur de projet s'inscrit exclusivement dans un espace agricole ouvert comme le souligne le PLU de **Cranves-Sales**, la zone d'étude paysagère se situe dans un espace en mutation sous la pression urbaine d'Annemasse.

Cet espace ouvert souligne le front boisé du bois de Rosses situé à l'Est du secteur d'étude. Sa perception reste toutefois confidentielle et fragmentée. En effet, l'urbanisation le long des RD 907 et de la RD 903 empêche la perception de ces espaces de plaine.

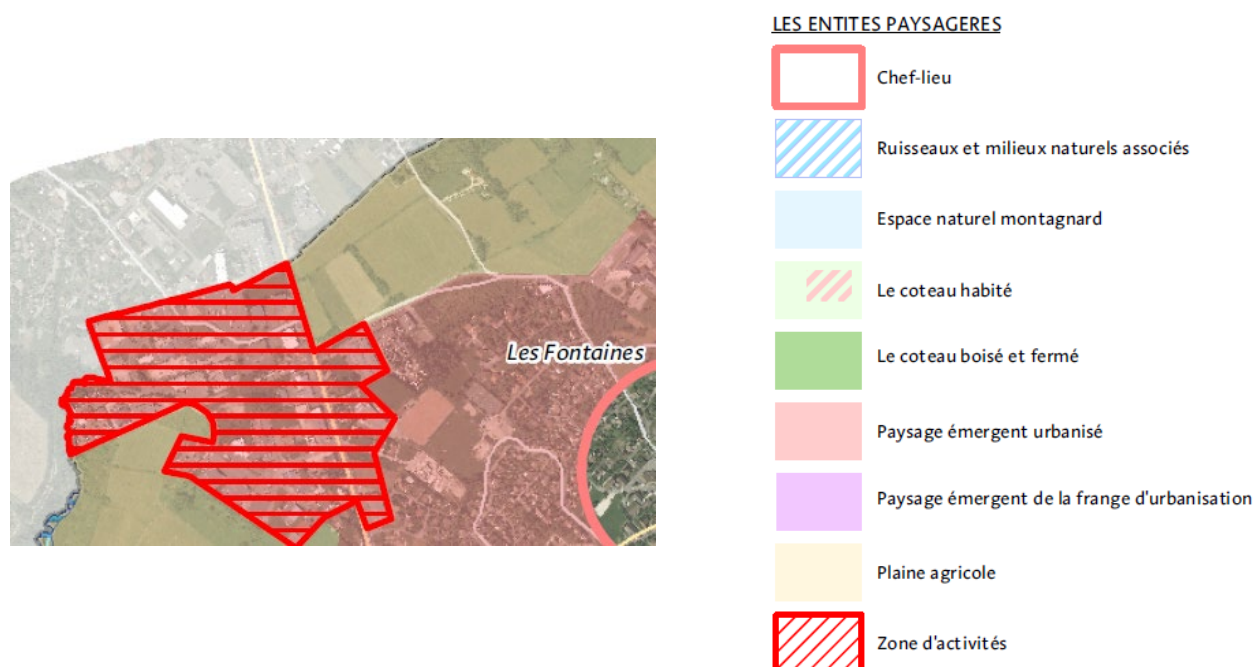


Figure 18 Extrait de la carte de diagnostic paysager de la commune. Source : PLU de Cranves-Sales (2011)

La zone d'activité de Borly et le tissu pavillonnaire proche entourent le secteur de projet. Au niveau du périmètre d'étude desservit par la RD 907 ; le fossé de dérivation de la Géline traverse le site du Nord au Sud et des linéaires boisés forment des cortèges floristiques qui les différencie des parcelles de prairies cultivées majoritaires.



Photo 10 La zone d'étude : les linéaires boisés et les espaces ouverts. Source : Google maps.



Photo 11 La zone d'étude : le fossé de déviation de la Géline en limite de secteur et le bois des Rosses au second plan.
Source : Google maps.



Photo 12 Trame arborée à conserver le long de la route des Petits Bois depuis l'intersection avec la route des Fontaines. La trame arborée est identifiée par le zonage du PLU.

d. Enjeux de la modification du PLU sur les paysages

Les enjeux paysagers formulés pour le secteur des Tattes sont les suivants :

- > L'intégration architecturale et paysagère du projet Les Tattes, en entrée de ville de la commune de Cranves-Sales, tenant compte des préconisations en matière de connectivité écologique.
- > Respect des perceptions sur le Bois des Rosses situé au nord du secteur depuis la RD 907.
- > Maintien de la trame végétale existante : arbres de haute tige au nord du secteur le long de la route des Petits Bois et de la route des Fontaines.



Figure 19 Visualisation des éléments paysagers à enjeux dans le cadre du projet.

5-Ressources en eau

a. Documents de planification

► Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin. Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 est entré en vigueur le 1er Janvier 2016. Il fixe pour une période de 5 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2021.

Le SDAGE comporte neuf orientations fondamentales :

- > Identifier les caractéristiques de ses propres paysages,
- > Adaptation : s'adapter aux effets du changement climatique.
- > Prévention : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.
- > Non dégradation : concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques.
- > Vision sociale et économique : intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en oeuvre des objectifs environnementaux.
- > Gestion locale et aménagement du territoire : organiser la synergie des acteurs pour la mise en oeuvre de véritables projets territoriaux de développement durable.
- > Pollutions : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé.

- > Des milieux fonctionnels : préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques.
- > Partage de la ressource : atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir.
- > Gestion des inondations : gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

Le SDAGE définit également des principes de gestion spécifiques des différents milieux : eaux souterraines, cours d'eau de montagne, grands lacs alpins, rivières à régime méditerranéen, lagunes, littoral.

Le SDAGE a une certaine portée juridique, d'après l'article L212-1 du Code de l'environnement. Il est opposable à l'administration et non aux tiers, c'est-à-dire que la responsabilité du non-respect du SDAGE ne peut être imputée directement à une personne privée. En revanche toute personne pourra contester la légalité de la décision administrative qui ne respecte pas les mesures du document. Tous les programmes ou décisions administratives ne peuvent pas être en contradiction avec le SDAGE sous peine d'être annulés par le juge pour incompatibilité des documents.

Les **masses d'eau souterraines** (profonde et affleurante) référencées au SDAGE pour le territoire communal sont les suivantes :

- > FRDG208 : Calcaires jurassiques sous couverture du Pays de Gex (profonde).
- > FRDG517 : Domaine sédimentaire du genevois (affleurante).

Le territoire de **Cranves-Sales** se trouve principalement dans le bassin versant de l'Arve référencé HR_06_01 au SDAGE Rhône - Méditerranée. La référence de la **masse d'eau superficielle** prise en compte dans ce bassin est la suivante :

- > FRDR558 : La Menoge. L'objectif d'atteinte du bon état est fixé à échéance 2027.

D'autres cours d'eau non référencés au SDAGE sont présents à proximité de la zone d'étude. Il s'agit d'affluents de la Menoge.

Des mesures à mettre en place pour atteindre les objectifs de bon état et l'objectif de réduction des émissions de substances ont été identifiées en 2016 par le SDAGE sur le bassin versant de l'Arve pour les masses d'eau superficielles :

- > (MIA0101) Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques.
- > (MIA0202) Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau.
- > (MIA0204) Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau.
- > (MIA0301) Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments).
- > (MIA0601) Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide.
- > (MIA0602) Réaliser une opération de restauration d'une zone humide.
- > (MIA0703) Mener d'autres actions diverses pour la biodiversité.
- > (RES0101) Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver la ressource en eau.

- > (RES0303) Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau.
- > (RES0602) Mettre en place un dispositif de soutien d'étiage ou d'augmentation du débit réservé allant au-delà de la réglementation.
- > (RES0801) Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau.
- > (AGR0202) Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates.
- > (AGR0401) Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière).
- > (AGR0802) Réduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles.
- > (COL0201) Limiter les apports diffus ou ponctuels en pesticides non agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives.
- > (ASS0201) Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement.
- > (ASS0301) Réhabiliter un réseau d'assainissement des eaux usées dans le cadre de la Directive ERU (agglomérations >= 2000 EH).
- > (ASS0302) Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles).
- > (ASS0402) Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles).
- > (ASS0502) Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations >=2000 EH).
- > (GOU0101) Réaliser une étude transversale (plusieurs domaines possibles).
- > (IND0201) Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée).
- > (IND0601) Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions des "sites et sols pollués" (essentiellement liées aux sites industriels).
- > (IND0901) Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur.
- > (IND12) Mesures de réduction des substances dangereuses.

La mesure (MIA0101) de réalisation une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques est appliquée sur le territoire. En effet, la création d'un SAGE rentre dans cette optique. Il regroupe 106 communes sur les problématiques de planification de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant de l'Arve. Les décisions sur l'utilisation, la mise en valeur et la protection quantitative et qualitative de la ressource y sont prises. Différents outils, tels que des zones Natura 2000, des contrats de corridors, des mesures contractuelles..., sont et seront mis en place afin d'appliquer les décisions du SAGE.

Les mesures territorialisées de l'orientation fondamentale 5A (principalement les mesures ASS, IND et DEC) concernant les pollutions par des substances dangereuses sont prises en compte dans les problématiques traitées par le SAGE. Elles concernent surtout le tronçon de l'Arve à l'aval de Cluses. Un outil de contractualisation « ARVE pure 2018 » qui

s'inscrit dans la continuité du programme « Arve Pure 2012 », vise à poursuivre les efforts menés en matière de réduction des micropolluants. Ce contrat signé entre l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, le SM3A, le SIVOM de la région de Cluses et le syndicat du décolletage (SNDEC) et les différentes collectivités territoriales du bassin versant de l'Arve (dont Annemasse Agglo), applique la mesure concernant la réduction de pollution, qui dans ce cas, est industrielle.

Annemasse Agglo est partenaire du Syndicat Mixte d'Aménagement de l'Arve et de ses Abords (SM3A) pour l'opération collective Arve Pure 2018. Ce dispositif a pour objectif de lutter contre les micropolluants à l'échelle du SAGE de l'Arve en agissant sur les rejets toxiques non domestiques, en milieu naturel et dans les réseaux publics d'assainissement.

Fin 2017, ce sont plus de 100 entreprises et collectivités qui ont bénéficié d'aides financières concourant à la séparation des réseaux, travaux de mise en place d'un séparateur à hydrocarbures, système de traitement des rejets en sortie d'atelier, etc ...

La commune de Cranves-Sales, au regard de ses abonnées non domestiques et de la qualité de la Menoge semble directement concernée par le dispositif.

► Le SAGE du bassin versant de l'Arve

La création d'un SAGE rentre dans l'optique de la mesure MIA0101 du SDAGE 2016-2021 sur le bassin versant de l'Arve : « Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques ».

Le SAGE est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection avec le SDAGE.

C'est un document élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'Etat...) réunis au sein de la commission locale de l'eau (CLE). Ces acteurs locaux établissent un projet pour une gestion concertée et collective de l'eau.

Le Conseil Départemental de Haute-Savoie soutient la mise en place de ce SAGE.

Le SAGE du bassin versant de l'Arve a été approuvé par arrêté en Juin 2018. Il regroupe 106 communes de Haute-Savoie ; son périmètre est présenté sur la carte ci-dessous.

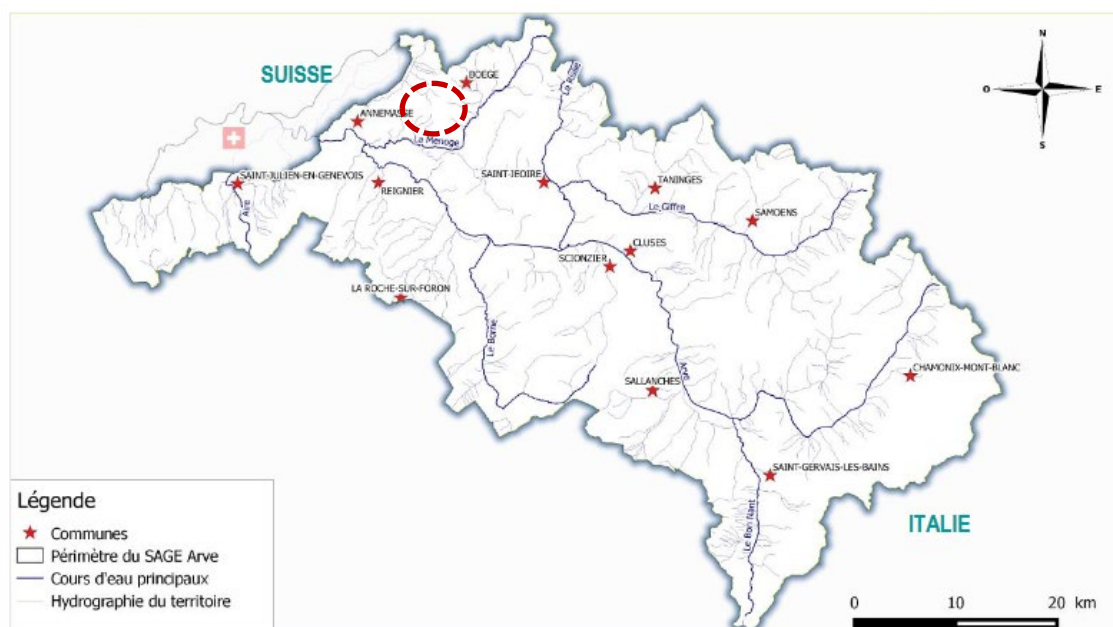


Figure 20 : Périmètre retenu pour la réalisation du SAGE de l'Arve.
Source : Partie 2 du rapport : Synthèse état des lieux–SAGE approuvé par arrêté préfectoral.

Neuf grands enjeux ont été identifiés et validés en Juillet 2011 par la CLE...

- > Mettre en œuvre une gestion globale à l'échelle du bassin versant en développant la sensibilisation, la pédagogie, la concertation et l'hydro solidarité entre les collectivités du territoire.
- > Améliorer la connaissance et assurer une veille scientifique et technique.
- > Anticiper l'avenir en intégrant les perspectives de développement urbain et touristique des territoires et les conséquences probables du changement climatique.
- > Améliorer la prise en compte de l'eau dans l'aménagement du territoire.
- > Poursuivre l'amélioration de la qualité de l'eau, en prenant en compte des sources de pollutions émergentes : réseaux d'assainissement, pluvial, décharges, agriculture, substances prioritaires.
- > Garantir la satisfaction des usages et des milieux, en tenant compte de la ressource disponible et restaurer les équilibres sur les secteurs déficitaires.
- > Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides, notamment les forêts alluviales, pour leurs fonctionnalités hydrologique et écologiques et les valoriser comme éléments d'amélioration du cadre de vie.
- > Rétablir l'équilibre sédimentaire des cours d'eau du bassin versant, préserver leurs espaces de liberté et restaurer la continuité piscicole et les habitats aquatiques, en prenant en compte les enjeux écologiques et humains.
- > Améliorer la prévision et la prévention pour mieux vivre avec le risque, réduire l'impact des dispositifs de protection sur l'environnement et garantir la non-aggravation en intégrant le risque à l'aménagement du territoire.

... pour lesquels le SAGE a comme objectif d'apporter des réponses via la mise en place de mesures réglementaires et de prescriptions.

D'après le SAGE de l'Arve, le territoire communal est concerné par des dispositions en lien avec plusieurs thématiques réglementaires :

Aspects quantitatifs

La commune fait partie d'une **zone prioritaire sous tension quantitative : Menoge**. De fait, la partie 4 du SAGE prévoit des mesures en faveur d'une amélioration de l'état quantitatif des masses d'eau présente dans ces zones prioritaires.

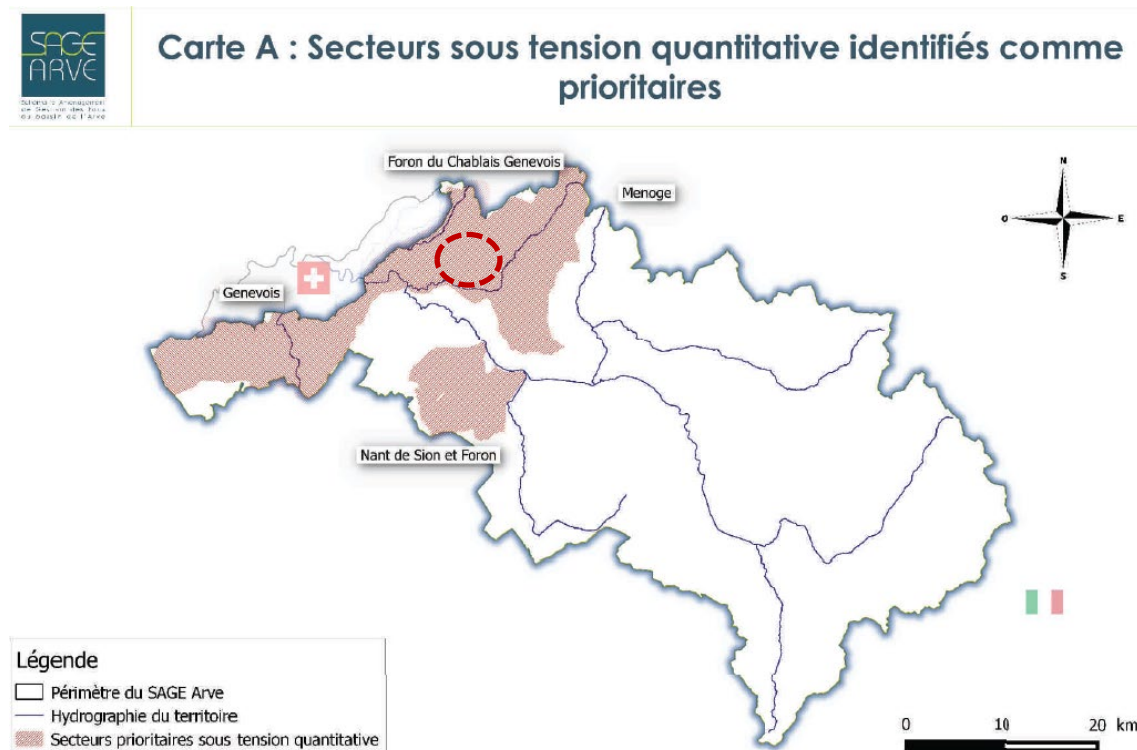


Figure 21 : Carte des secteurs sous tension quantitative

Source : SAGE de l'Arve

Aspects qualitatifs

Une **nappe stratégique pour l'AEP** est identifiée à Arthaz, en lien avec la Menoge, à l'aval de Cranves-Sales. Il s'agit du « sillon profond d'Arthaz ».

Carte C : Zones à enjeux des nappes stratégiques (1/25 000) Sillon profond d'Arthaz

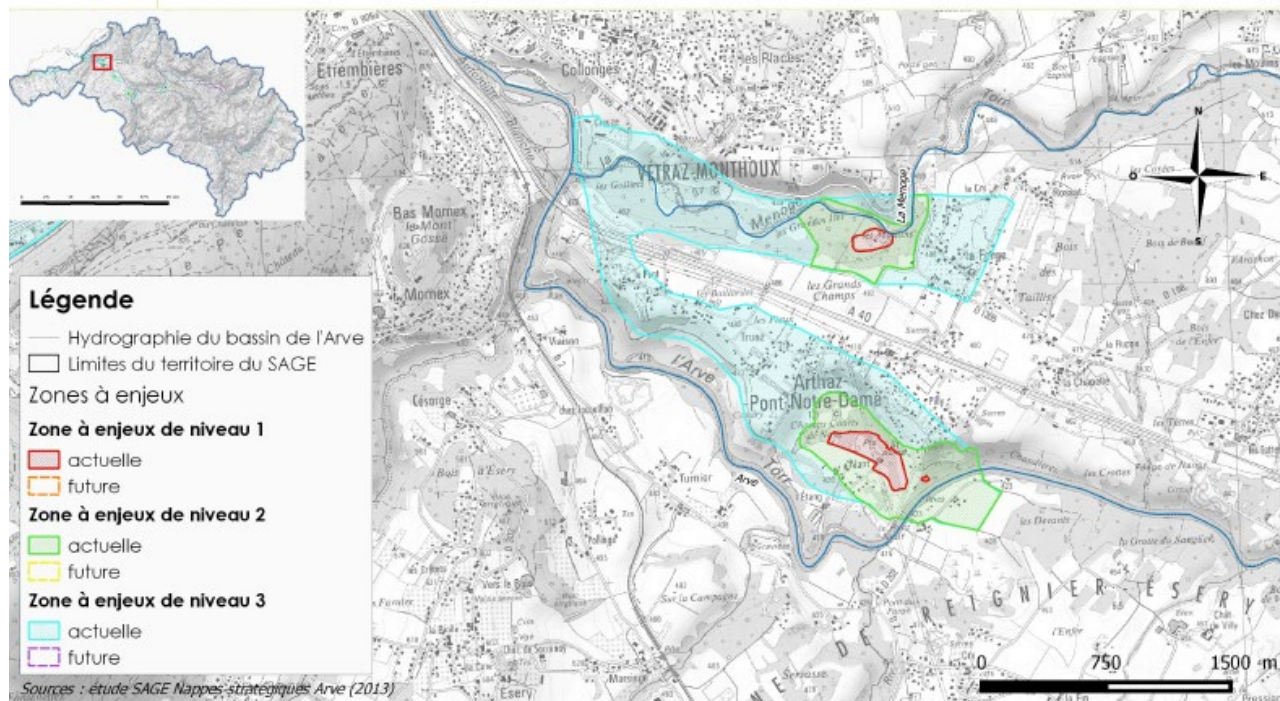


Figure 22 : Carte des zones à enjeux des nappes stratégiques.

Source : SAGE de l'Arve

Continuité écologiques des cours d'eau

La mesure RIV-4 du SAGE, qui consiste à restaurer la continuité écologique des cours d'eau classés en liste 2 identifie La Menoge comme cours d'eau sur lequel la **continuité piscicole est à restaurer en priorité** (Carte E).

La mesure RIV-8 consiste à préserver la faune aquatique des cours d'eau, en particulier les espèces patrimoniales, les espèces protégées et les populations fonctionnelles. La Menoge est concernée avec la présence avérée d'Ombre commun (carte G).

Les mesures énoncées ci-dessus devront s'appliquer en parallèle d'une prise en compte de ces problématiques dans les choix de développement du territoire.

► **Contrat de rivière du Foron du Chablais Genevois**

La commune de Cranves-Sales a participé au Contrat de rivière du Chablais Genevois porté par le Syndicat Intercommunal du Foron du Chablais Genevois (SIFOR) sur la période 2004-2011.

b. Caractéristiques des masses d'eau

► **La qualité des masses d'eau souterraines**

Le territoire est rattaché à deux masses d'eau souterraines désignées au SDAGE 2016-2021 sous la dénomination :

- > FRDG208 : Calcaires jurassiques sous couverture du Pays de Gex (profonde).
- > FRDG517 : Domaine sédimentaire du genevois (affleurante).

L'état quantitatif et l'état chimique des deux masses d'eau sont qualifiés de « bons » (Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021).

► La qualité des masses d'eau superficielles

La commune de **Cranves-Sales** est traversée par La Menoge (FRDR558) qui est alimentée par de nombreux **affluents**, notamment la **Géline** située à **proximité directe de la zone d'étude**.

La Menoge fait l'objet d'un suivi régulier de sa qualité. Trois stations de mesure sont recensées par le site de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse. L'une se trouve sur la commune de Bonne (code station : 06820303), à l'amont de Cranves-Sales, l'autre se situe à l'aval sur la commune d'Arthaz-Pont-Notre-Dame (code station : 06830152) ; la dernière est localisée à Cranves-Sales (code station : 06830151).

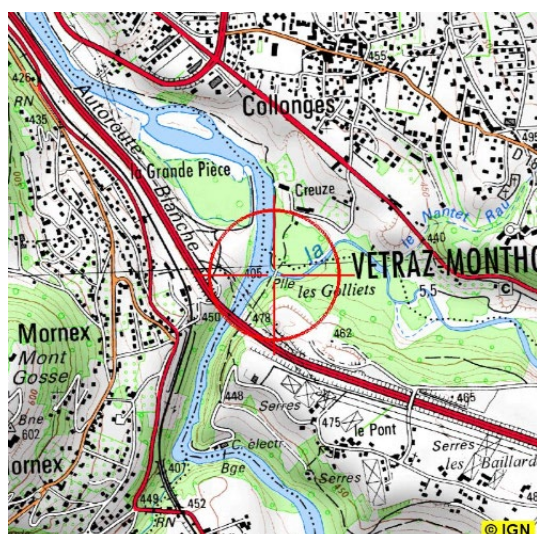


Figure 23 Station d'Arthaz-Pont-Notre-Dame

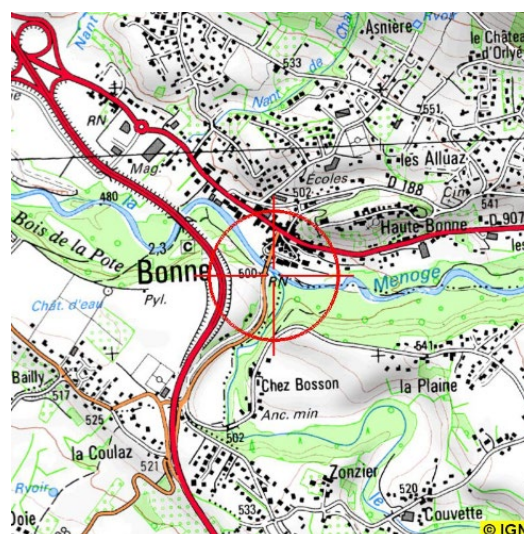


Figure 24 Station de Bonne



Figure 25 Station de Cranves-sales

Seul l'état écologique du cours d'eau est étudié sur la station de Bonne et sur celle de Cranves-Sales. Il est qualifié de moyen sur les années 2018, 2017 et bon en 2016 à Bonne.

Les dernières données de la station de Cranves-Sales datent de 2010 et qualifient l'état écologique de moyen.

La station d'Arthaz étudie l'état écologique et l'état chimique. L'état écologique est qualifié de médiocre en 2016, 2017 et 2018. Quant à l'état chimique, il est qualifié de bon en 2018 mais de mauvais en 2017 et 2016. Un objectif de remise en bon état est fixé à échéance 2027.

Une étude d'opportunité réalisée en 2014 sur le bassin versant de la Menoge signale une légère pollution au niveau de l'ancienne station d'épuration de **Cranves-Sales**.

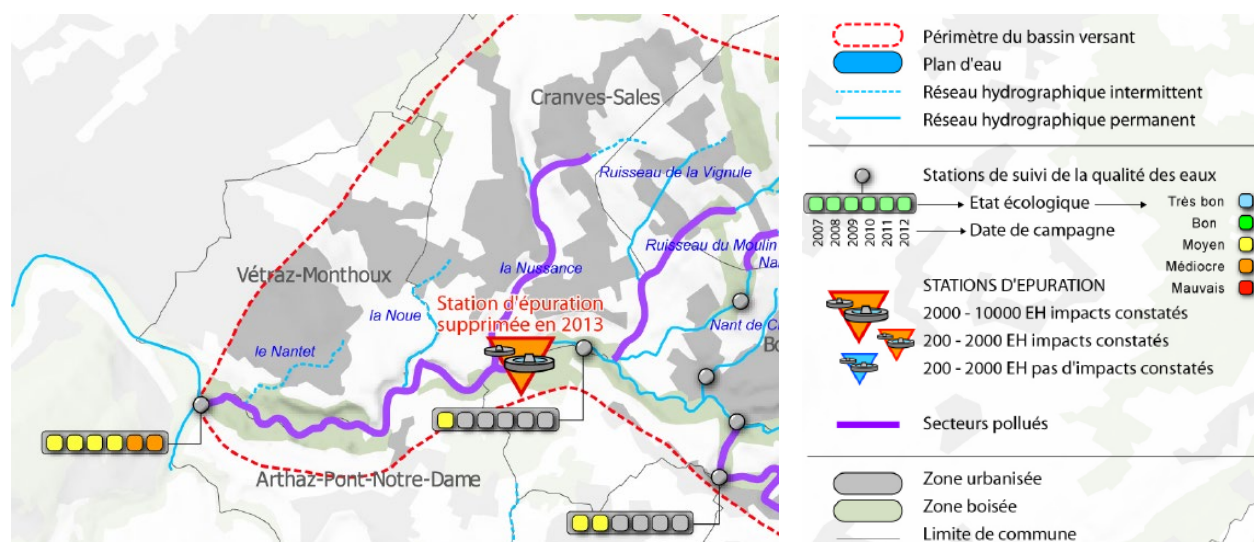


Figure 26 Qualité des eaux. Source : étude d'opportunité 2014 (SAGE)

Le ruisseau de la Géline s'écoule au nord de la zone d'étude des Tattes et son fossé de dérivation le traverse à l'ouest. Ce cours d'eau est situé sur le bassin versant de la Menoge qu'il rejoint par l'intermédiaire de La Noue. Aucune analyse de qualité n'est réalisée sur la Géline, toutefois l'état de la Menoge située à l'aval est préoccupant.

c. Alimentation en eau potable

(Rapport annuel sur l'eau et l'assainissement 2017 et Annexes sanitaires du PLU 2014)

► Organisation du réseau de distribution

La commune de **Cranves-Sales** a transféré la compétence de la production et de la distribution d'eau potable sur son territoire à la communauté d'agglomération Annemasse Agglo.

Annemasse Agglo assure en régie directe tout le cycle de l'eau, de sa production à son rejet dans le milieu naturel après traitement pour chacune des 12 communes de son territoire auquel appartient **Cranves-Sales**.

A l'échelle intercommunale, l'eau provient soit du pompage dans des nappes souterraines, soit du captage de sources. Elle est ensuite rendue potable par chloration ou traitement UV avant d'être envoyée dans le réseau de distribution.

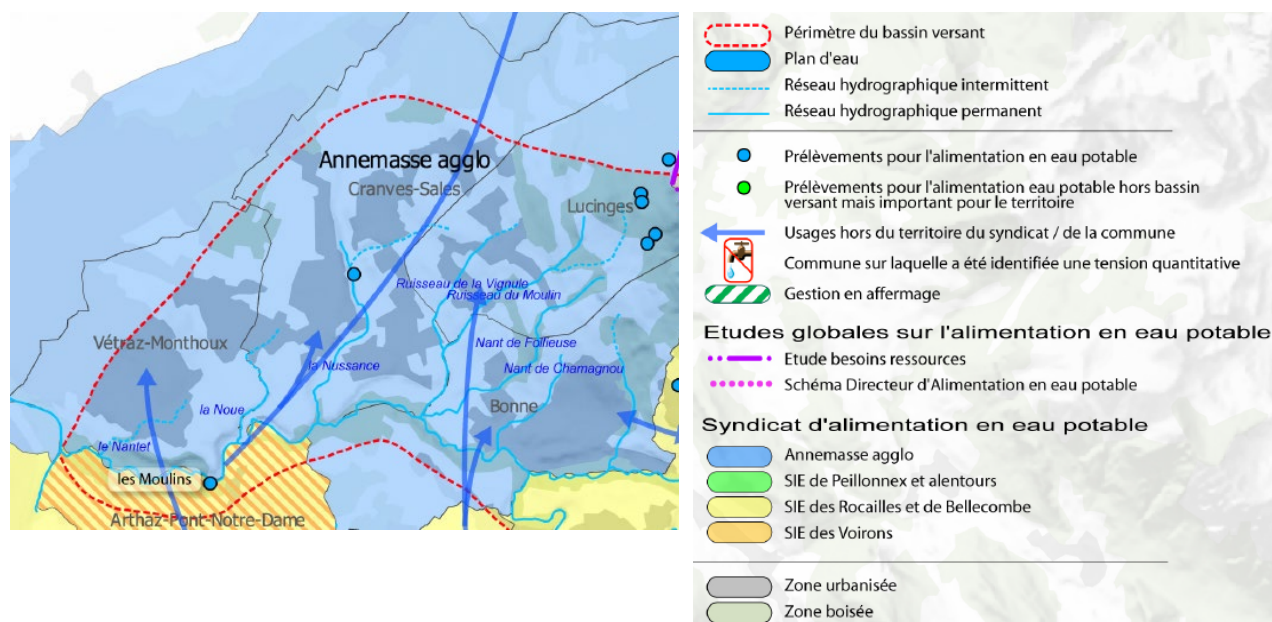
La commune de **Cranves-Sales** est alimentée en eau potable par 3 ressources :

- > Les pompages des Moulins situés sur la commune d'Arthaz Pont-Notre-Dame,
- > Les captages des Pralets, situés sur la commune de Lucinges,
- > Le **forage du Bray** est situé sur la commune de **Cranves-Sales**.

Au total, la capacité de production journalière moyenne est de 1 970 m³/j pour l'unité de distribution desservant la commune de **Cranves Sales**.

Les prélèvements d'eau ont baissé entre 2016 et 2017 en passant de 75 446 m³ à 26 057 m³ (soit - 65,5%).

Après potabilisation, l'eau est acheminée via les 441 km de réseaux jusqu'au robinet de l'abonné dont +/-78 km de réseau sur la commune de **Cranves-Sales**.



Le service public d'eau potable dessert 32 709 abonnés au 31/12/2017 dont **3046 abonnés** sur la commune de **Cranves-Sales**, réparti entre 3021 abonnés domestiques et 25 non domestiques (industries...).

La consommation moyenne par abonné à l'échelle d'Annemasse Agglo (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de **159,88 m³/abonné** au 31/12/2017.

Le rendement du réseau de distribution est de 82,51% en 2017. Il s'améliore par rapport à 2016 avec un rendement de 80,9%. Toutefois l'objectif fixé par le Grenelle de l'environnement pour les commune urbaine est de 85%.

Le secteur de projet, objet de la présente modification, se trouve dans l'unité de distribution de Cranves-Sales.

► Qualité de l'eau distribuée

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

En 2017, sur l'ensemble des prélèvements analysés sur les paramètres microbiologiques et physico-chimiques, tous sont **conformes (taux de conformité 2017 = 100%)**.

► Bilan besoins en période de pointe / ressource à l'étiage

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable réalisé à l'échelle d'Annemasse Agglo (Naldeo, 2013) a défini un bilan ressources / consommation sur le secteur de l'ex-SIEV dont fait partie **Cranves-Sales**.

D'après le bilan du SDAEP, les ressources disponibles permettent de couvrir 100% des besoins actuels et futurs (horizon 2030) pour l'ensemble de l'ex-SIEV.

En conclusion, le secteur de l'ex-SIEV est globalement **excédentaire**, même en tenant compte de l'export pour alimenter le SIE des Voirons. Cette situation est due au captage des Moulins qui apparaît comme la ressource majeure du service dont l'excédent de production potentiel sera toujours d'au moins 1 000 m3/j en situation de pointe future.

Cependant, dans certaines situations, le bilan ressource / consommation doit être relativisé dans la mesure où certains sous-services ne peuvent mutualiser leurs ressources avec le reste du secteur de l'ex-SIEV ou ne peuvent bénéficier d'apport des autres sous-services (absence de liaison entre certains sous-services).

Le secteur du projet ne fait pas partie des secteurs identifiés comme déficitaires.

d. Assainissement

► Assainissement collectif

Les eaux usées de l'ensemble des 12 communes de l'agglomération sont collectées par le réseau d'assainissement collectif.

La station d'épuration de **Cranves-Sales**, qui était problématique, a été supprimée en 2013 pour un raccordement vers Gaillard.

Annemasse Agglo traite l'ensemble des eaux usées de l'agglomération, acheminées par le réseau de collecte des eaux usées, grâce à la station d'épuration appelée « Ocybèle » à Gaillard. La station d'épuration Ocybèle, construite sur le site de Bois-Vernaz à Gaillard a été mise en service en 1997, et a été dimensionnée pour traiter les eaux usées d'une population de 86 000 équivalents habitants en traitement biologique par culture fixée et de 126 000 équivalents habitants en traitement primaire. Courant de l'année 2013, des travaux ont été réalisés pour faire passer le traitement biologique de 86 000 à 124 000 équivalents habitants.

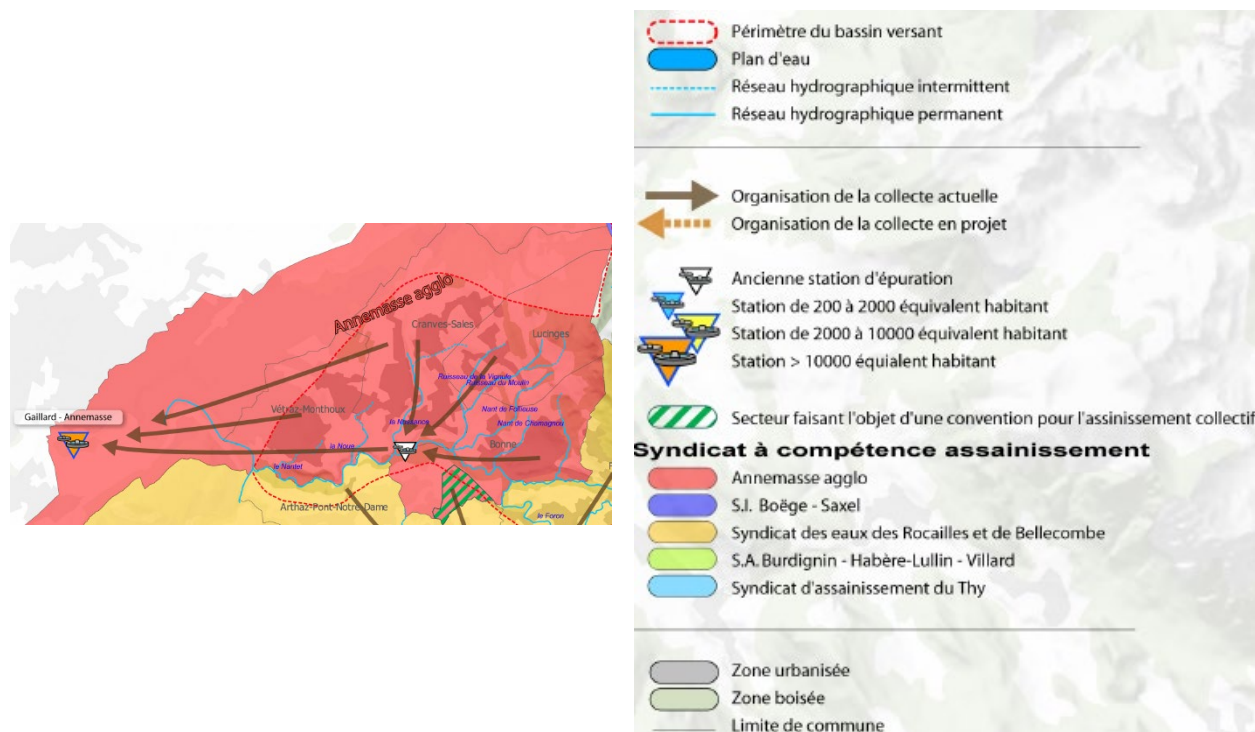


Figure 28 L'assainissement. Source : étude d'opportunité 2014 (SAGE)

A l'échelle communale, la majorité des habitations (+/- 94,5 %) sont raccordées ou raccordables au réseau collectif d'assainissement. Le secteur des Tattes en fait partie.

Les boues issues de la STEP sont valorisées majoritairement par compostage à la Compostière de Savoie, et par **épandage agricole** suivant les prescriptions d'un plan d'épandage.

Le secteur des Tattes est raccordé à l'assainissement collectif. La STEP de Gaillard est en capacité de recevoir les effluents supplémentaires du projet au regard de son taux de charge.

► Assainissement non collectif

Annemasse Agglo a mis en place son SPANC en 2010 et de nombreux contrôles restent à réaliser.

Des non conformités nombreuses ont été observées sur les contrôles réalisés sur la commune de Cranves-Sales.

e. Eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales (provenant des surfaces bâties imperméabilisées) est une compétence intercommunale: Annemasse Agglo gère en régie directe tout ce qui a trait au réseau et aux canalisations d'eaux pluviales.

La commune de **Cranves-Sales**, quant à elle, a la compétence en ce qui concerne les fossés et les réseaux liés à la voirie communale. Cette compétence est directement rattachée à la compétence voirie de la commune.

Les eaux pluviales des habitations de l'ensemble des 12 communes de l'agglo sont collectées et rejetées soit dans le réseau public d'eaux pluviales, soit dans le milieu naturel ou les fossés. Annemasse-Agglo gère l'ensemble des rejets au réseau public d'eaux pluviales.



Photo 13 Bassin de rétention des eaux pluviales

Au niveau du secteur de projet il existe un exutoire naturel pour les eaux pluviales. **La Géline longe le nord de la zone puis la traverse. Ce fossé de dérivation de la Géline borde la zone et rejoint La Noue (affluent de la Menoge).**

La bordure de la Géline est classée en zone rouge dans le cadre du PPR. Il est préconisé de **maintenir l'existence des fossés à ciel ouvert** et de **compenser l'imperméabilisation par des dispositifs de rétention/d'infiltration à la parcelle** avant rejet des eaux pluviales vers l'exutoire.

Plusieurs bassins de rétention des eaux pluviales et des noues paysagères sont également présents sur la zone d'étude.

f. Enjeux de la modification du PLU sur la ressource en eau

L'enjeu formulé sur la ressource en eau est le suivant :

- > L'artificialisation des sols et la maîtrise des rejets au milieu naturel, que ce soit en termes qualitatifs et quantitatifs.

6-Déchets

(Source : RPQS Annemasse Agglo 2016)

a. Compétences

À ce jour, la gestion des déchets est assurée par Annemasse Agglomération pour la « collecte, le traitement et l'élimination des ordures ménagères ».

Depuis les années 1990, les compétences en matière de traitement des déchets (par sous traitance), de la collecte des colonnes de tri sélectif et le compostage des déchets verts ont été transférées au SIDEFAGE.

Tous les types de déchets sont valorisés : soit par transformation énergétique dans le cas de l'incinération, soit par valorisation matière (réutilisation...), soit par valorisation organique (compostage).

Le traitement des ordures ménagères se fait par incinération à Bellegarde-sur-Valserine, au niveau de l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE). Une fois collectés, les déchets sont transportés jusqu'au quai de transfert d'Étrembières, où ils sont vidés dans une trémie puis compactés dans des conteneurs pour être transférés par rail à l'UVE où ils sont incinérés.

Le traitement des emballages ménagers recyclables est effectué en centre de tri pour une orientation vers les différentes filières de recyclage.

b. Caractéristiques de la filière déchets

La collecte des déchets s'appuie sur un dispositif de points d'apports volontaires, permettant de collecter séparément les déchets recyclables (emballages, verres, cartons) et les ordures ménagères.

De nombreux points d'apports volontaires sont répartis à proximité du secteur de projet.



Figure 29 Localisation des PAV autour des Tattes. Source : Annemasse Agglo

► Les ordures ménagères

Bien que la population soit en constante augmentation, le tonnage d'ordures ménagères incinérées à l'UVE de Bellegarde-sur-Valserine diminue depuis 2011.

Les tonnages moyens des Ordures Ménagères collectées sur l'ensemble d'Annemasse Agglo s'élève à 286,18 kg/hab en 2016. En dehors des cartons et des multimatériaux, l'ensemble des filières de collecte enregistre une baisse des tonnages entre 2015 et 2016.

► Les déchets de tri sélectif

En juillet 2009, la collecte gratuite des gros cartons bruns d'emballages auprès des commerçants a été étendue sur le territoire en incluant les centres villes de Bonne, **Cranves-Sales** et Saint-Cergues. Cette prestation est assurée par une entreprise privée.

► Les biodéchets

De nombreux composteurs individuels ont déjà été distribués ainsi que des composteurs partagés (mais pas sur **Cranves-Sales**).

► Les déchets collectés en déchetterie

Deux déchèteries sont présentes à proximité du secteur de projet, à Bonne et à Vétraz-Monthoux.

► L'unité de valorisation énergétique de Bellegarde

L'usine est équipée d'une turbine permettant de produire de l'électricité. Une partie est utilisée sur place pour son fonctionnement, le reste est vendu à EDF. Sa capacité annuelle est de 120 000 t/an.

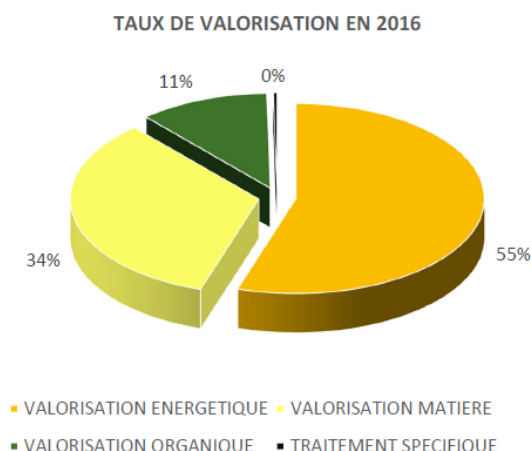


Figure 30 Taux de valorisation de l'UVE de Bellegarde pour les déchets d'Annemasse Agglo. Source : Rapport annuel sur les déchets 2016.

c. Enjeux de la modification du PLU sur la gestion des déchets

Les enjeux liés à la gestion des déchets sont :

- > La capacité de gestion du volume supplémentaire de déchets générés par l'aménagement des Tattes.
- > L'usage des filières adaptées pour le type de déchets créés par l'aménagement.

7-Sols et sous-sols

Le sol est un milieu récepteur de déchets organiques, de retombées atmosphériques, de déchets ultimes, ...Il exerce des fonctions d'épuration, de stockage (carbone, eau, nutriments) et agit sur la qualité des eaux (pouvoir épurateur) et de l'air. C'est à la fois un réservoir de biodiversité et un support de production de nos ressources alimentaires.

Au même titre que l'eau et l'air, c'est un élément essentiel dans les équilibres du développement durable.

- > Aucune carrière n'est actuellement en activité sur le territoire communal.

- D'après le diagnostic agricole réalisé sur la commune de **Cranves-Sales**, des secteurs sensibles ont été identifiés en termes de préconisations pour protéger l'outil agricole. Le secteur de la **Plaine des Rosses** en fait notamment partie. Ce vaste espace agricole, un des derniers vastes tènements plat subsistant sur la commune (facilement labourable, épandable) constitue une ouverture paysagère à l'entrée de l'agglomération Annemassienne reconnue à l'échelle du SCOT de la région d'Annemasse.



Figure 31 Extrait du diagnostic agricole sur la Plaine des Rosses.

a. Le site de projet

Le secteur de projet, objet de la présente modification, se trouve en limite avec l'un des derniers tènements agricoles de la commune (la Plaine des Rosses), identifiés au SCoT à ce titre.

b. Enjeux de la modification du PLU sur les sols

- > La limitation de l'imperméabilisation des sols et le maintien de leur qualité agronomique aux alentours du secteur de projet.

8- Ressources énergétiques, gaz à effet de serre et facteurs climatiques

a. Contexte national et international

Au niveau mondial, la France adhère à diverses démarches internationales. Elle est notamment signataire du protocole de Kyoto (en 2010, stabilisation des niveaux d'émissions à celui de 1990 pour la France).

Au niveau européen, le paquet énergie-climat, voté le 12 décembre 2008, est un accord européen sur l'énergie, reposant la règle des «**3 x 20 en 2020**» qui comprend trois grands objectifs énergétiques :

- > Réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport à 1990 (équivalent à 14 % depuis 2005).
- > Améliorer l'efficacité énergétique de 20 % (baisse de consommation et amélioration du rendement) avec 9 % d'économie en 9 ans, exemplarité des personnes publiques...
- > Porter la part des énergies renouvelables à 20 % en Europe (en France, passer de 10 à 23 %).

Un **Paquet Energie-Climat pour l'horizon 2030** lui succèdera, et il est actuellement en cours d'élaboration. A l'heure d'aujourd'hui, les premiers objectifs fixés sont les suivants :

- > Au moins 40 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- > Une efficacité énergétique de 27 % (voire 30 %).
- > Une part d'énergies renouvelables dans le mix énergétique de 27 %.

En France, « *la lutte contre le changement climatique est une priorité de la politique énergétique* » (loi de programme du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique française). Cette lutte s'élabore sur le concept du « **facteur 4** », qui vise à stabiliser la température de la planète. Il s'agit pour la France **de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 pour passer de 140 millions de tonnes de carbone par an et par habitant, à 38 MT.**

Les interventions ciblent plus particulièrement les secteurs les plus gros consommateurs d'énergies qui voient leurs émissions augmenter ces dernières années : les transports et le résidentiel-tertiaire.

Les objectifs sont sectoriels :

- > 38% dans le bâtiment, d'ici 12 ans (2005 - 2017).
- > 20% dans les transports, d'ici 12 ans (2005 – 2017).

b. Données régionales

Le pays s'est donc engagé, à l'horizon 2020, à réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre, améliorer de 20% son efficacité énergétique, et porter à 23% la part des énergies renouvelables dans sa consommation d'énergie finale.

Ces objectifs sont déclinés au niveau régional en fonction des potentialités des territoires. Chaque région a dû définir sa contribution aux objectifs nationaux en fonction de ses spécificités, à travers un Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE).

En Rhône-Alpes, les objectifs du SRCAE, approuvé le 24 Avril 2014, sont :

- > La lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation aux changements climatiques en matière de maîtrise de la demande en énergie,
- > Le développement des énergies renouvelables et de la réduction des gaz à effet de serre,
- > La définition de « zones sensibles » : zones où les orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique peuvent être renforcées.

La commune de **Cranves-Sales** fait partie des communes dites sensibles à la qualité de l'air au titre du projet de SRCAE de Rhône-Alpes.

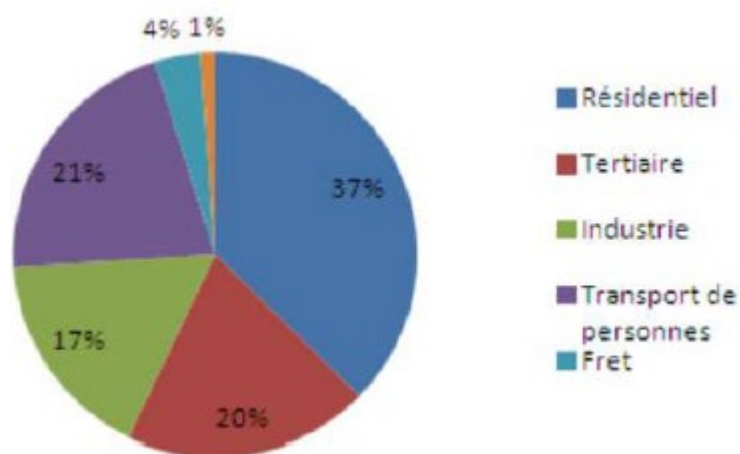
c. Données locales

(Source : PCAET Annemasse Agglo)

► Consommations énergétiques et gaz à effet de serre

A l'échelle d'Annemasse Agglo, **les transports et l'habitat** sont les principaux consommateurs énergétiques. Le territoire est très dépendant des produits fossiles (produits pétroliers, gaz, charbon) qui représentent les 2/3 de l'énergie consommée. Cette dépendance est particulièrement forte pour le secteur des transports où les alternatives de masse aux produits pétroliers n'existent pas encore.

Dans ce bilan énergétique total, un secteur ressort également: le résidentiel, qui représente 37 % de l'énergie consommée. Suit le transport de personnes avec 21 % de la consommation finale.

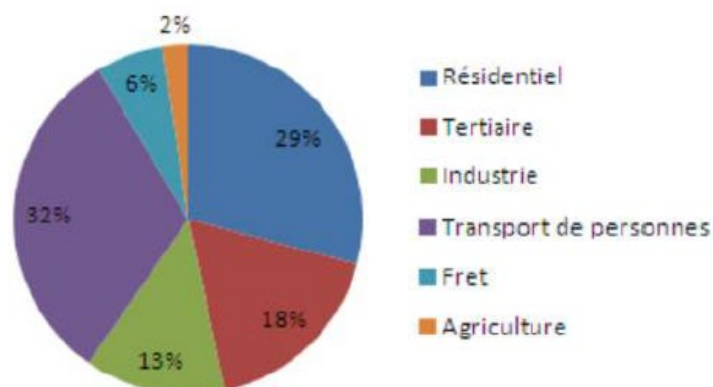


Consommation d'énergie finale
par secteur – Annemasse Les
Voirons Agglomération.
Source : PCAET

► Les émissions de GES

Les émissions de GES associées au territoire de l'agglomération ont représenté 98 kteqC23 en 2008 (360 kteqCO₂), soit 4,6 tonnes équivalent CO₂ par habitant. Le **transport**, très consommateur, en particulier de produits pétroliers, est le secteur le plus émetteur : transport de personnes et de marchandises représentent 38 % des émissions du territoire.

Le **résidentiel** est le deuxième secteur émettant le plus de gaz à effet de serre, mais, recourant davantage à l'électricité, produit moins carboné, il voit sa part se réduire à 29 % des émissions totales du territoire.



Emissions de GES par secteur
– Annemasse Les Voirons
Agglomération. Source :
PCAET

► L'habitat

A l'échelle intercommunale, le parc de logement du territoire est ancien, donc consommateur d'énergie. En effet sur son territoire, 28 % des constructions datent d'avant 1974 (date de la 1ère réglementation thermique). 65 % des constructions datent d'avant 1990, date de la 2ème réglementation thermique.

Pour le territoire d'Annemasse Agglo, la répartition des consommations énergétiques du secteur résidentiel est la suivante :

- > 33% de chauffage au fioul domestique
- > 29% de chauffage au gaz naturel
- > 26% autres usages énergétiques tous types d'énergies (eau chaude sanitaire, cuisson...)
- > 8% de chauffage à l'électricité
- > 4,7% de chauffage au bois

Le SCoT met en évidence que l'habitat individuel a une consommation énergétique 50% fois supérieure à de l'habitat collectif.

► Les transports

D'après l'Insee, la voiture individuelle reste le moyen de transport le plus utilisé pour se rendre au travail avec 65%, contre 16% pour les transports en commun. La dépendance à la voiture est encore importante malgré les services de transport en commun et les liaisons modes doux mis en place (arrêt de bus le long de la RD907 et voie piétonne). Considérant cela, 52% des émissions sont attribuées aux voitures, 25% aux VUL (Véhicules Utilitaires Légers) et 21% aux poids lourds.

Les transports sont de forts consommateurs d'énergie et générateurs de nuisances sonores et d'éléments polluants dans l'air, mais actuellement, peu de systèmes de transport

collectifs permettent d'éviter de gaspiller de l'énergie en limitant l'utilisation de la voiture individuelle.



Photo 14 Voies modes doux le long du secteur de projet, route des Fontaines.

► Potentiel ENr

Le potentiel en énergies renouvelables du territoire est supérieur à 90 gwh/an soit plus de 8% des consommations d'énergie finale, hors transport.

Solaire

La cible pour le **solaire thermique** est constituée par les logements individuels et collectifs, les établissements de santé ou d'action sociale, les hôtels et établissements d'hébergement, ainsi que les bâtiments accueillant des activités culturelles et de loisirs.

Les cibles potentielles du **solaire photovoltaïque** sont les logements – les logements collectifs existants étant exclus à cause de la question du montage du projet et de la maîtrise d'ouvrage-, les établissements publics démonstratifs : collèges, lycées, équipements sportifs, mairies, les bâtiments industriels et commerciaux en zone d'activités, les bâtiments agricoles, ainsi que les bâtiments accueillant des activités culturelles et de loisirs.

Bois-énergie

Sur l'Agglomération d'Annemasse, la forêt représente 2 500 ha, dont les deux tiers sont situés sur le massif des Voirons. Les cibles potentielles sont les logements individuels (bois bûche, hors du champ de l'étude), les logements collectifs existants plutôt consommateurs d'énergie, les établissements de santé ou d'action sociale ainsi que les établissements publics démonstratifs : collèges, lycées, équipements sportifs, mairies.

Géothermie

La cible est donc majoritairement les bâtiments neufs (maisons individuelles en particulier). Les projets neufs dans le tertiaire et l'habitat collectif devront être traités au cas par cas.

Eolien

Le schéma régional éolien identifie quelques zones sur le territoire où la vitesse du vent à 50 m de hauteur est supérieure à 4 m/s. Le massif des Voirons sur la commune de **Cranves-Sales** en fait notamment partie. Toutefois, le secteur d'étude se situe dans la plaine agricole. De plus, le PCAET évoque que le potentiel éolien n'est pas déterminé avec précision.

d. Le site de projet

Le secteur de projet, objet de la présente modification, se trouve à proximité de la RD 907, ce qui le relie au réseau routier ainsi qu'au réseau de mobilité douce qui se développe le long des linéaires routiers.

Le projet devra respecter la Réglementation Thermique 2012. Celle-ci a pour objectif de limiter la consommation d'énergie primaire des bâtiments neufs à un maximum de 50 kWhEP/(m².an) en moyenne et les exigences de résultats imposées sont de trois types : efficacité énergétique du bâti, consommation énergétique et confort d'été dans les bâtiments non climatisés.

e. Enjeux de la modification du PLU sur les ressources énergétiques, gaz à effet de serre et facteurs climatiques

Les enjeux de la modification du PLU en faveur du projet Les Tattes concernant la thématique de l'énergie sont :

- > La dynamique de développement des énergies renouvelables afin de limiter les émissions de polluants dans l'atmosphère.
- > Les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie fossile.

9-Air – Climat

a. Contexte climatique mondial

Grâce aux différentes stations de mesures implantées dans le monde, des tendances climatiques ont pu être dégagées. Depuis 1850 et au niveau mondial, une élévation des températures annuelles a été observée avec un emballement de cette évolution depuis une trentaine d'années.

Cela s'accompagne de plusieurs événements, différents selon la localisation sur le globe : augmentation des précipitations, diminution de la couverture neigeuse, élévation du niveau des mers...

L'analyse réalisée dans le Livre Blanc du Climat de Savoie explique que l'Europe serait plus touchée par le réchauffement climatique que d'autres continents et que ces élévations de températures seraient plus significatives en montagne qu'en plaine.

b. Au niveau national

Les données Météo France confirment les tendances observées au niveau mondial. Météo France précise même que :

- > Les températures du matin ont augmenté de 0.8 à 1.6°C depuis 1860, tendance plus marquée à l'Ouest qu'à l'Est de la France.
- > Les températures de l'après-midi ont augmenté de 0 à 1.2°C, tendance plus marquée au Sud qu'au Nord.

c. Au niveau départemental

Des études menées sur les données de postes météorologiques des Alpes du Nord Françaises et Suisses, montrent un réchauffement des températures qui atteint + 1,7°C depuis 1900 et voire + 2°C sur les hauts versants bien exposés (Source : Livre blanc du climat en Savoie – Mai 2010). Les données existantes sur les Savoie et la Suisse mettent en évidence la réalité du changement climatique en montagne dont les effets sont plus ou moins marqués d'une vallée à l'autre, d'un massif à l'autre.

► D'après le SCoT

La concentration en l'ozone pendant la période d'été reste le principal problème de pollution de l'air dans la région du Genevois, liée à un fort ensoleillement favorable à la formation des polluants photochimiques. La qualité de l'air dépend principalement de la gestion des flux routiers, importants dans cette position de carrefour. À noter que les milieux naturels environnants subissent la pollution dite « urbaine » le massif des Voirons notamment. Bien qu'elle soit actuellement perturbée par quelques pics de pollution, la qualité de l'air est une richesse à préserver afin de préserver la santé des personnes sensibles.

Un Plan de Prévention de l'Atmosphère de la vallée de l'Arve (PPA) existe ; il met en œuvre des actions d'amélioration de la qualité de l'air. **Cranves-Sales** ne fait pas partie du périmètre du PPA.

d. Qualité de l'air

Depuis 1995, Air-APS (L'air de l'Ain et des Pays de Savoie) surveille la qualité de l'air sur les départements de l'Ain, de la Savoie et de la Haute-Savoie. Cette structure fait partie des 37 Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) constituant le réseau national "ATMO".

La commune de **Cranves-Sales** est située dans le bassin d'air intitulé « Bassin Lémanique ».

Aucune station de mesure de la qualité de l'air n'est implantée sur le territoire de la commune. En effet, les plus proches sont situées à Annemasse (site urbain et routier). Cependant, Atmo Auvergne Rhône Alpes arrive à qualifier la qualité de l'air de la commune par extrapolation.

Tableau 5 Nombre de dépassements des normes pour les années 2015, 2016 et 2017 (Source : Atmo Auvergne Rhône-Alpes)

	2015	2016	2017
Nombre de journées avec un dispositif d'information activé	6	2	3
Nombre de journées avec un dispositif d'alerte	2	0	5

Les activations de dispositif sont liées aux particules (PM10) majoritairement et à l'ozone de façon plus minoritaire.

Les particules fines sont émises par le trafic routier, particulièrement important en période hivernale.

L'ozone est quant à lui un polluant secondaire que l'on retrouve souvent en plus grande quantité en altitude.

Un enjeu de transition énergétique est formulé pour la région d'Annemasse par le SRRADDET :

- > développer un urbanisme intégrant la qualité de l'air.



Figure 32 Fiche des enjeux de la Haute-Savoie. Source : SRADDET

e. Le site du projet

Le site de projet se trouve à proximité de l'agglomération d'Annemasse et de voies de circulation passantes. La qualité de l'air est qualifiée de moyenne d'après les modélisations réalisées.

f. Enjeux de la modification du PLU sur la qualité de l'air

L'enjeu de la modification du PLU en faveur du projet Les Tattes concernant la thématique de la qualité de l'air est :

- > Un urbanisme intégrant la qualité de l'air (orientations des bâtiments, végétalisation de toitures, bâtiments passifs ou à énergie positive, mobilités douces, etc.) dans un secteur soumis à des épisodes de pollutions atmosphériques liés à l'aire urbaine d'appartenance.

10- Bruit

a. Les données générales

Le bruit peut être caractérisé par sa fréquence (grave, médium, aiguë) et par son amplitude mesurée en niveau de pression acoustique. L'oreille humaine a une sensibilité très élevée, puisque le rapport entre un son audible ($2 \cdot 10^{-5}$ Pascal) et un son douloureux (20 Pascal) est de l'ordre de 1 000 000.

L'échelle usuelle pour mesurer le bruit est une échelle logarithmique et l'on parle de niveaux de bruit exprimés en décibel A (dB(A)) où A est un filtre caractéristique des particularités fréquentielles de l'oreille.

Le bruit de la circulation automobile fluctue au cours du temps. La mesure instantanée (au passage d'un camion par exemple), ne suffit pas pour caractériser le niveau d'exposition au bruit des habitants. Les enquêtes et études menées ces trente dernières années ont montré que c'était le cumul de l'énergie sonore reçue par un individu qui était l'indicateur le plus représentatif des effets du bruit sur l'homme, et en particulier, de la gêne issue du bruit de trafic. Ce cumul est traduit par le niveau énergétique équivalent, noté Leq .

Après enquête sur un certain nombre de sites, on peut donner les indications suivantes caractérisant la gêne des habitants :

- > en dessous de 55 dB(A) : moins de 1 % des riverains se déclarent gênés,
- > entre 55 et 60 dB(A) : 5 % des riverains se déclarent gênés,
- > entre 60 et 65 dB(A) : 20 % des riverains se déclarent gênés,
- > entre 65 et 70 dB(A) : 50 % des riverains se déclarent gênés,
- > au-delà de 70 dB(A) : près de 100 % des riverains se déclarent gênés.

b. Les nuisances sonores sur la commune

► Infrastructures routières

Le classement des infrastructures de transports terrestres est défini en fonction des niveaux sonores de référence. Pour chaque infrastructure sont déterminés, sur deux périodes 6h-22h et 22h-6h, deux niveaux sonores dits "de référence" (LA_{eq}). Caractéristiques de la contribution sonore de la voie, ils servent de base au classement sonore et sont évalués en règle générale à un horizon de vingt ans. Les infrastructures sont ainsi classées par catégorie (de la catégorie 1 la plus bruyante, à la catégorie 5), par arrêté préfectoral (application de l'art. 13 de la loi relative à la lutte contre le bruit, désormais codifié par l'art. L 571-10 du code de l'environnement). Pour chaque catégorie, correspond une zone de largeur définie dans laquelle il sera nécessaire de prévoir une installation acoustique renforcée, pour les nouvelles constructions.

Tableau 6 Classement des infrastructures sonores (Source DDT 74)

Niveau sonore de référence $LA_{eq}(6h-22h)$ en dB(A)	Niveau sonore de référence $LA_{eq}(22h-6h)$ en dB(A)	Catégorie	Largeur du secteur de protection
83	78	1	300 m

Niveau sonore de référence LAep(6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAep(22h-6h) en dB(A)	Catégorie	Largeur du secteur de protection
79	74	2	250 m
73	68	3	100 m
68	63	4	30 m
63	58	5	10 m

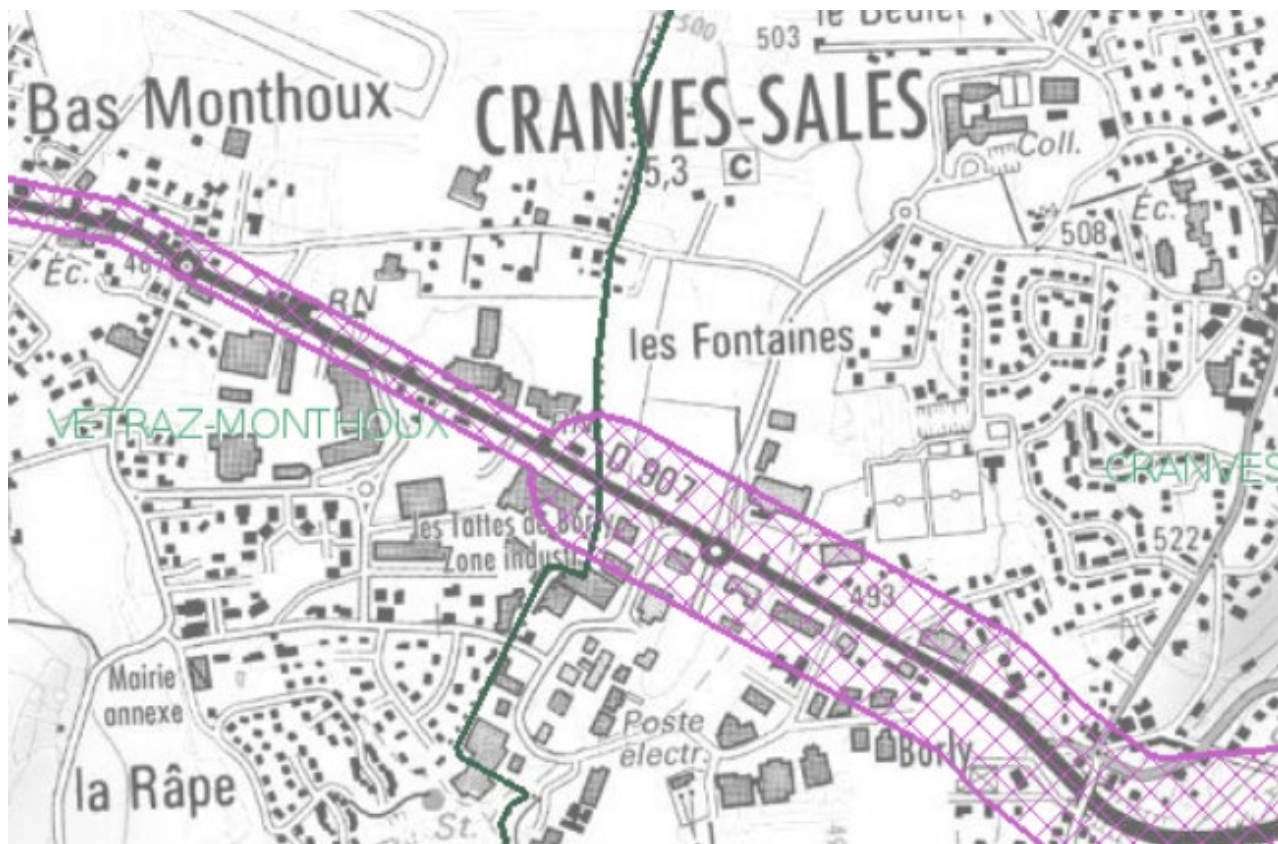
Ces niveaux sonores peuvent être en réalité perçus à des distances très variables en fonction de la situation topographique du riverain par rapport à la voirie.

Sur la commune de **Cranves-Sales**, trois routes départementales ont été classées "voies bruyantes" par arrêté préfectoral : les RD 1206, RD 903 et RD 907. Elles font l'objet d'une obligation de mesures d'isolement acoustique (applicables à toute nouvelle construction) sur une largeur variable, selon la voie ou le tronçon de voie considéré.

Communes traversée par la voie	Voies classées	Début du tronçon	Fin du tronçon	Catégorie	Largeur du secteur affecté par le bruit en mètres	* Tissu ouvert ou en U
CRANVES SALES	RD1206	Limite Ville la Grand/Cranves Sales	RD903	3	100	ouvert
CRANVES SALES	RD1206	les chasseurs RD 903	Limite Cranves Sales/St Cergues	2	250	ouvert
CRANVES SALES	RD907 Cranves Sales	Limite Vétraz-Monthoux/Cranve Sales	Limite Cranves Sales/Bonne	3	100	ouvert
CRANVES SALES	RD 903	Limite Bonne sur Menoge/Cranves Sales	PR 50.2	2	250	ouvert
CRANVES SALES	RD 903	PR 50.2	PR 52.1	3	100	ouvert

Figure 33 Extrait de l'arrêté préfectoral

La carte ci-dessous présente, pour le tronçon de la RD 907 qui concerne le secteur de projet, le secteur affecté par le bruit définis par l'arrêté préfectoral de classement sonore.



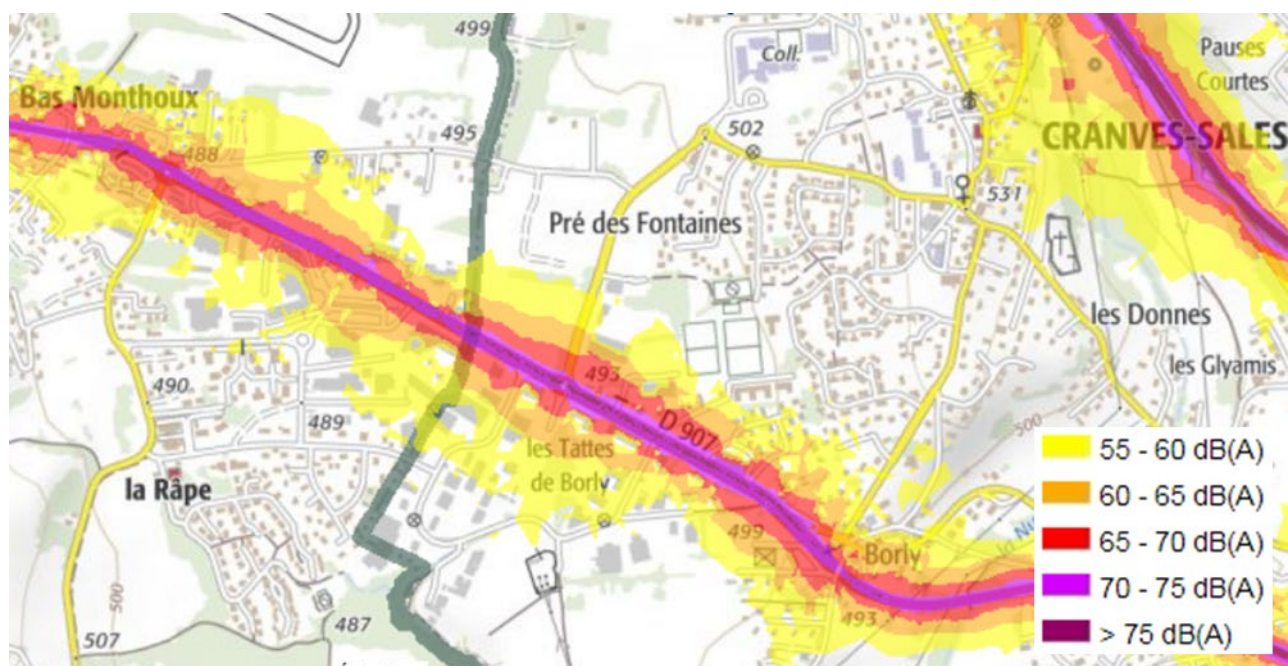
Carte 4 Cartes d'exposition réglementaire aux nuisances sonores

Des cartes des zones exposées au bruit des grandes infrastructures de transport selon les indicateurs L_{den} et L_n sont également réalisées sur le département de la Haute-Savoie. Celles-ci présentent les zones actuellement exposées au bruit des grandes infrastructures de transport sur le département.

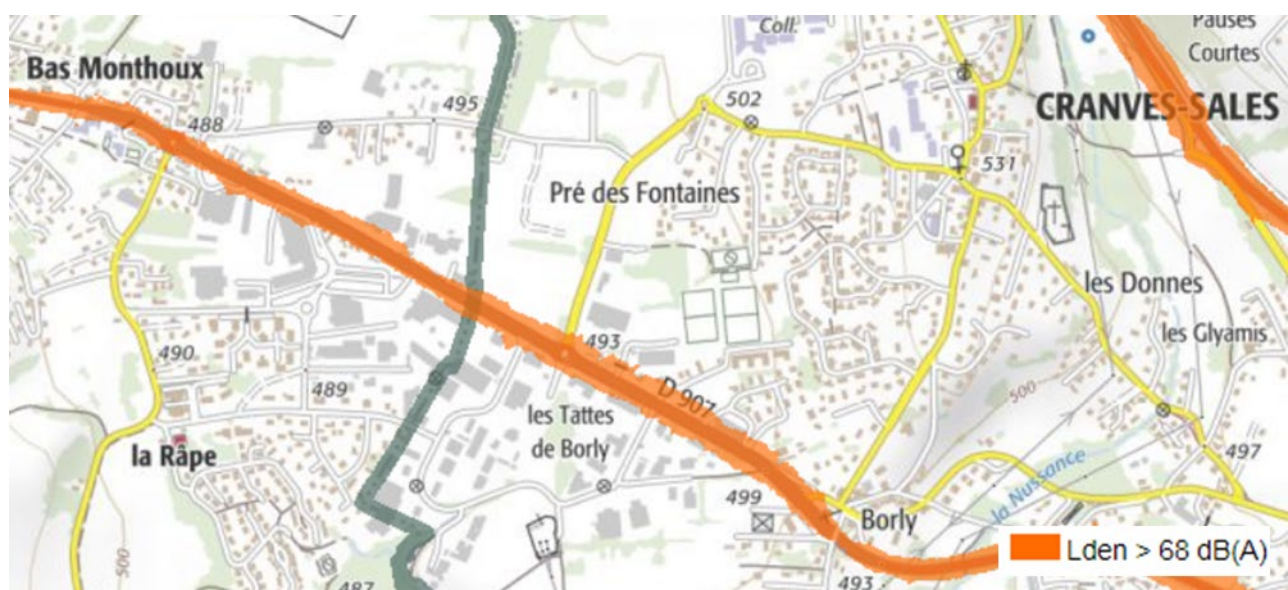
Cette représentation, basée sur des données d'entrée parfois forfaitaires et évaluée par calcul, propose une vision macroscopique et maximaliste de l'exposition au bruit.

NB : Indicateur L_{den} : indicateur du niveau sonore global pendant une journée (jour, soir et nuit) utilisé pour qualifier la gêne de la population liée à l'exposition au bruit. Un environnement sonore est considéré comme bruyant lorsque l'indice L_{den} dépasse les 68 dB(A).

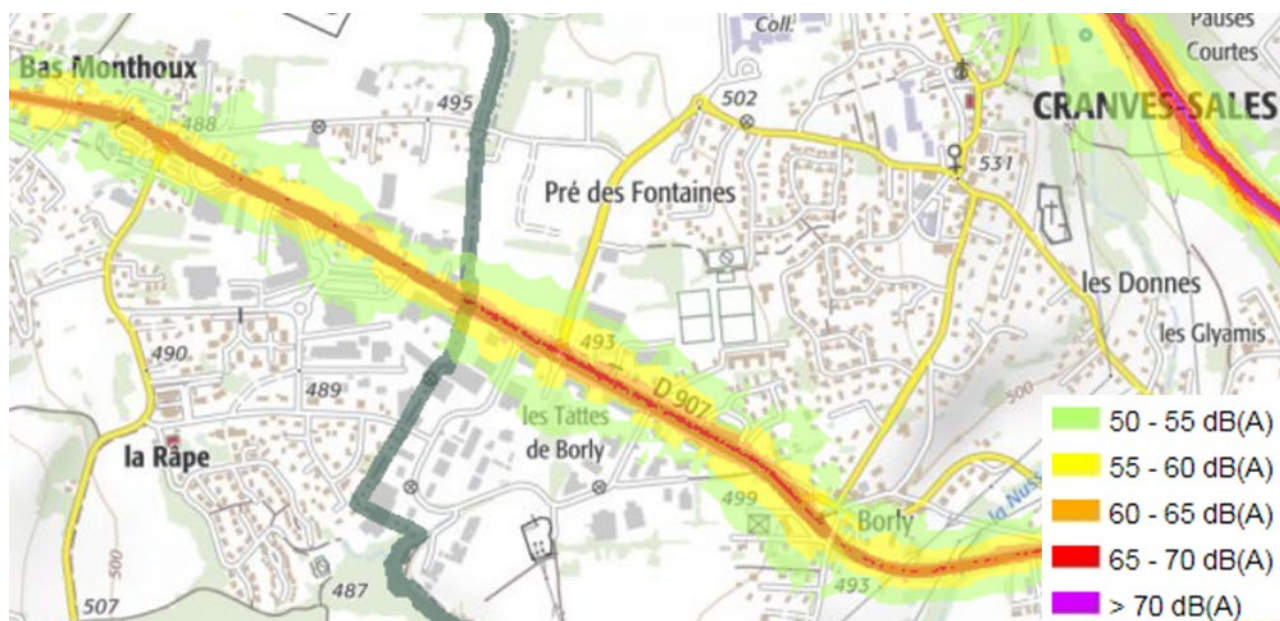
Indicateur L_n : indicateur du niveau sonore global pendant la période nocturne (22h à 6h) utilisé pour qualifier la gêne de la population liée à l'exposition au bruit. Un environnement sonore est considéré comme bruyant lorsque l'indice L_n dépasse les 62 dB(A).



Carte 5 Zones exposées au bruit routier selon l'indicateur Lden. Source : DDT 74



Carte 6 Zones où la valeur limite Lden a été dépassée. Source : DDT 74



Carte 7 Zones exposées au bruit routier selon l'indicateur L_n . Source : DDT 74



Carte 8 Zones où la valeur limite L_n a été dépassée. Source : DDT 74

Les quatre cartes ci-dessus révèlent qu'une partie du secteur des Tattes est situé dans un environnement sonore considéré comme bruyant et qu'il conviendra de prendre en compte dans le cadre de l'aménagement projeté.

Le secteur des Tattes est concerné par la bande réglementaire de nuisances sonores de 100 m de part et d'autre de la RD 907.

► Infrastructures aériennes

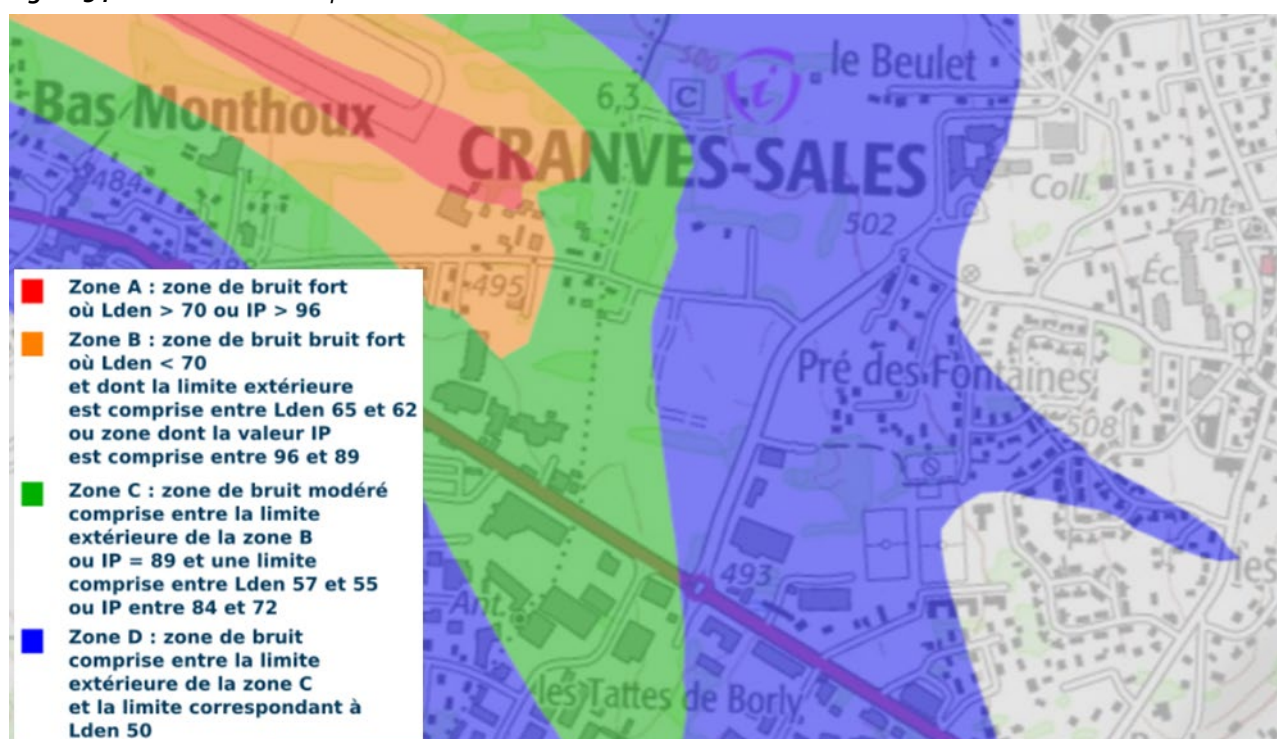
L'aérodrome situé sur la commune limitrophe d'Annemasse fait l'objet d'un Plan d'Exposition au Bruit (PEB) approuvé le 4 février 2011. Il s'agit d'un instrument juridique, destiné à maîtriser et encadrer l'urbanisation, en limitant les droits à construire dans les zones de bruit au voisinage des aérodromes.

Le PEB est également préventif : il permet d'éviter que des populations nouvelles s'installent dans des secteurs exposés ou susceptibles d'être exposés à un certain niveau de gêne sonore. S'il limite pour cela le droit à construire dans certaines zones, il n'a en revanche aucun impact sur les constructions existantes et les populations déjà installées.

Le territoire de **Cranves-Sales** est concerné par l'emprise des zones :

- > C de bruit modéré (peu étendue sur la commune), objet de restrictions en matière d'urbanisme.
- > D (dans laquelle l'isolation phonique de toutes nouvelles habitations et l'information des futurs occupants, acquéreurs ou locataires du logement, sont obligatoire).

Figure 34 Extrait du Plan d'exposition au bruit de l'aérodrome d'Annemasse



c. Le site du projet

Le secteur de projet, objet de la présente révision, est concerné par la **bande réglementaire de nuisances sonores de 100 m** de part et d'autre de la **RD 907**.

Des prescriptions techniques lors de la construction du bâtiment afin d'atténuer l'exposition à ces nuisances (en termes d'isolation acoustique notamment) est donc à appliquer réglementairement.

Le site est également exposé au **bruit de l'aérodrome d'Annemasse** dans la mesure des classes C et D. A ce titre, les constructions à usage d'habitation doivent répondre aux normes d'isolation phonique de l'arrêté préfectoral n°2011-192-0061 et de l'arrêté n°2011 035-0003 portant approbation du plan d'exposition au bruit (PEB) de l'aérodrome d'Annemasse.

d. Enjeux de la modification du PLU sur les nuisances sonores

L'enjeu de la modification du PLU en faveur du projet Les Tattes concernant la thématique du bruit et le suivant :

- > L'exposition des futurs résidents du secteur des Tattes aux nuisances sonores liées au trafic routier de la RD 907 et au trafic aérien en lien avec l'aérodrome d'Annemasse ; par la mise en place de mesures d'isolement acoustique adaptées et performantes.

11- Risques naturels et technologiques

a. Les risques naturels

La commune de **Cranves-Sales** est couverte par un PPRn (2016) qui identifie et réglemente les risques naturels.

► Risque torrentiel/ mouvement de terrain

La carte des aléas identifie un aléa torrentiel au niveau du fossé de dérivation de la Géline. Des règles s'appliquent en zone rouge en raison du risque torrentiel et/ou mouvement de terrain :

- > Toutes occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elles soient, y compris les remblais de tout volume et autres dépôts de matériaux (notamment produits dangereux et flottants), sont interdites. Les bâtiments détruits par un sinistre, dont la cause des dommages concerne les phénomènes naturels considérés dans ce PPR, ne pourront être reconstruits.
- > Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, tolérées, à condition qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux et qu'elles ne présentent qu'une vulnérabilité restreinte :
 - 1. les travaux d'entretien et de gestion courants des constructions et des installations implantées antérieurement à la publication du plan, sous réserve qu'ils ne relèvent pas de la réglementation des permis de construire ;
 - 2. les utilisations agricoles traditionnelles : parcs, prairies de fauche, cultures, gestion forestière ...;
 - 3. les travaux d'infrastructure et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics (sous réserve de validation par le service compétent);
 - 4. tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques ;
 - 5. les couvertures du ruisseau occasionnées par le franchissement des voies de communication ; elles doivent permettre l'évacuation des débits liquide et solide (branchages et débris de végétaux, notamment) correspondant à la crue centennale.

Le PPRn prévoit que le torrent ou le ruisseau sera curé et mis au gabarit suffisant à chaque fois que nécessaire et les bois morts ou menaçants seront dégagés annuellement par les propriétaires riverains (article L.215-14 du Code de l'Environnement) et que les divers ouvrages de protection des berges (digues, épis, enrochements, gabions...) doivent être surveillés et entretenus aussi souvent que nécessaire.

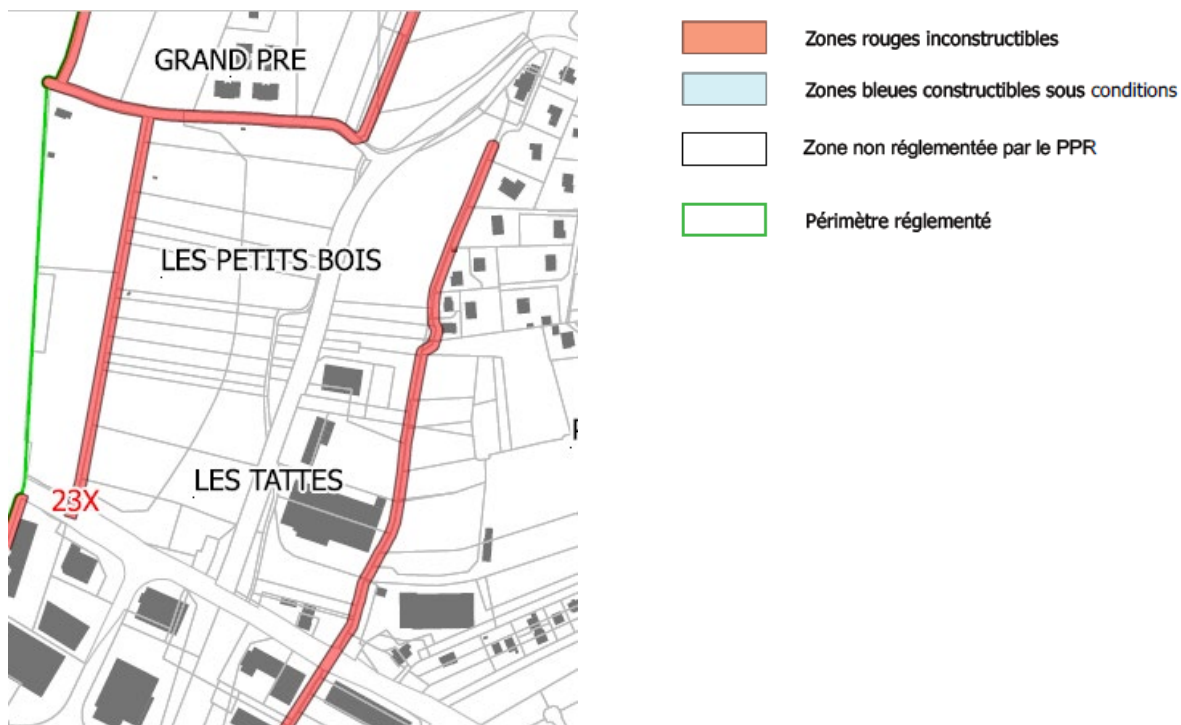


Figure 35 Extrait du PPRn sur le secteur de projet.

► Risque sismique

Cranves-Sales se trouve dans une zone de « sismicité moyenne » (niveau 4). Ainsi, des règles de construction et d'exploitation parasismiques doivent être appliquées à certains bâtiments nouveaux, conformément aux arrêtés du 16 juillet 1992, du 10 mai 1993 et du 29 mai 1997.

Le secteur de projet, objet de la présente révision, est concerné par un **risque fort lié au fossé de la Gélina** qui le longe et pour lequel la réglementation du PPRn s'applique.

Les bâtiments du projet veilleront à préserver une bande non aedificandi de 5m de part et d'autre du fossé, comme le prévoit le règlement du PLU.

b. Les risques technologiques

La commune de **Cranves-Sales** n'est pas située dans le périmètre d'un Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRt). Toutefois, divers phénomènes, divers usages ou certaines installations sont susceptibles d'exposer l'homme, ou les milieux naturels, à des nuisances.

Les risques avérés sont assortis de certaines servitudes et contraintes réglementaires. On distingue ainsi :

► Risques liés aux transports de matières dangereuses

La commune est exposée à des risques d'accidents liés au transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques) :

- > Par voies routières : la RD 907 longe la zone d'étude.

- > Par gazoduc : des zones de dangers pour la vie humaine sont établies et font l'objet de servitude identifiées au plan de zonage du PLU.

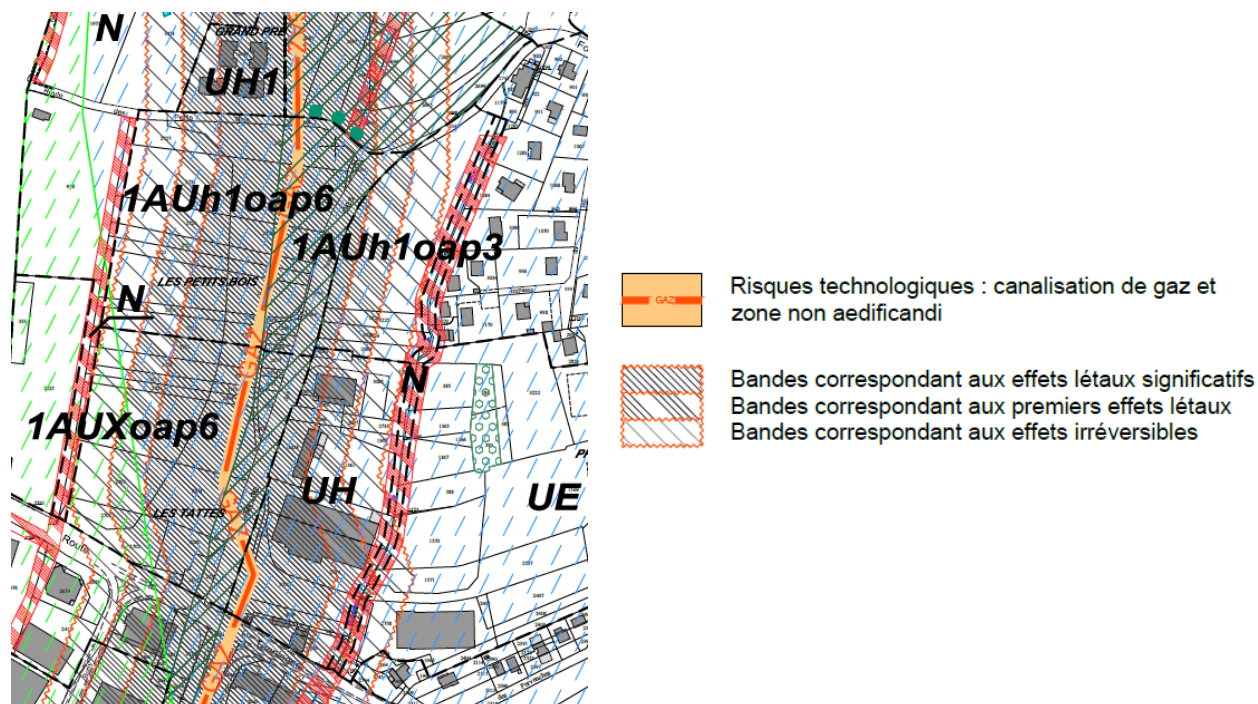


Figure 36 Extrait zonage PLU 2014 sur la canalisation de gaz présente sur le secteur d'étude

► Risques liés aux ICPE

Le PLU fait état de l'existence d'une vingtaine d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur le territoire communal : exploitations agricoles, industries, etc. Aucune n'est actuellement située sur le secteur d'étude.

Le secteur de projet, objet de la présente révision, est concerné par le passage d'une canalisation de gaz.

c. Enjeux de la modification du PLU sur les risques naturels et technologiques

L'enjeu de la modification du PLU en faveur du projet Les Tattes concernant la thématique des risques et le suivant :

- > L'exposition des futurs résidents et/ou entreprises du secteur des Tattes aux risques naturels liés au débordement du fossé de dérivation de la Gélina et aux risques liés à la canalisation de gaz sur secteur d'étude.

12- Synthèse des enjeux et perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement

a. Synthèse des enjeux environnementaux

L'étude des différentes thématiques environnementales a permis de dégager plusieurs enjeux de la présente modification du PLU en lien avec le projet situé au Tattes, en entrée de ville de **Cranves-Sales**.

Domaine	Enjeux	Niveau d'enjeux pour le projet
Biodiversité et dynamique écologique	La présence d'une zone humide potentielle sur le secteur du projet, pour laquelle les résultats de l'expertise de sols concluent de l'absence d'hydromorphie.	faible
	La prise en compte du corridor écologique identifié par le PLU sur le secteur de projet par des aménagements favorables aux déplacements de la petite faune à cette échelle.	fort
Paysages	L'intégration architecturale et paysagère du projet Les Tattes, en entrée de ville de la commune de Cranves-Sales, tenant compte des préconisations en matière de connectivité écologique.	modéré
	Respect des perceptions sur le Bois des Rosses situé au nord du secteur depuis la RD 907.	modéré
	Maintien de la trame végétale existante : arbres au nord du secteur le long de la route des Petits Bois et de la route des Fontaines, espace naturel le long de la Gélina.	faible
Ressource en eau	L'artificialisation des sols et la maîtrise des rejets au milieu naturel, que ce soit en termes qualitatifs et quantitatifs.	faible
Sols et sous-sols	La limitation de l'imperméabilisation des sols et le maintien de leur qualité agronomique aux alentours du secteur de projet.	modéré
Ressources énergétiques, gaz à effet de serre et facteurs climatiques	La dynamique de développement des énergies renouvelables afin de limiter les émissions de polluants dans l'atmosphère.	modéré
	Les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie fossile en faveur de la limitation des déplacements du fait de la localisation proche du centre-bourg et des équipements.	faible
Qualité de l'air	Un urbanisme intégrant la qualité de l'air (orientations des bâtiments, végétalisation de toitures, bâtiments passifs ou à énergie positive, mobilités douces, etc.) dans un secteur soumis à des épisodes de pollutions atmosphériques liés à l'aire urbaine d'appartenance.	modéré
Déchets	La capacité de gestion du volume supplémentaire de déchets générés par l'aménagement des Tattes.	faible
	L'usage des filières adaptées pour le type de déchets créés par l'aménagement.	faible
Bruit	L'exposition des futurs résidents du secteur des Tattes aux nuisances sonores liées au trafic routier de la RD 907 et au trafic aérien en lien avec l'aérodrome d'Annemasse ; par la mise en place de mesures d'isolation acoustique adaptées et performantes.	modéré
Risques naturels et technologiques	L'exposition des futurs résidents et/ou entreprises du secteur des Tattes aux risques naturels liés au débordement du fossé de dérivation de la Gélina et aux risques liés à la canalisation de gaz sur secteur d'étude.	modéré

b. Perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement

Rappel du 2° du R151-3 du CU :

« Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement [...] »

L'analyse des perspectives d'évolution d'environnement a été réalisée à partir du scénario « au fil de l'eau », sur la base des dispositions en vigueur, ici le PLU approuvé le 15 décembre 2014.

Tableau 7 Synthèse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement au regard du projet d'aménagement

Domaine	Caractéristiques du site de projet	Perspectives d'évolutions « au fil de l'eau »
Biodiversité et dynamique écologique	Le projet est prévu sur une zone à caractère naturel et à vocation agricole.	Evolution naturelle des milieux de cette zone et maintien de la continuité écologique favorable au déplacement de la petite faune sauvage.
	La zone de projet intersecte un corridor d'intérêt écologique (sans toutefois impacter sa fonctionnalité) et une zone humide potentielle.	
Paysage	L'espace est ouvert, il offre une perception lointaine sur le Bois des Rosses.	Fermeture progressive du milieu si perte de l'activité agricole et absence d'entretien.
	Le site se trouve au même niveau que la RD907, il est donc perceptible en vision rapprochée.	
Ressource en eau	Le fossé de la Géline s'écoule à ciel ouvert au sein du secteur de projet, il joue le rôle de récupérateur des eaux pluviales.	/
Déchets	Annemasse Agglo est chargée de la collecte et du traitement des déchets ménagers et assimilés.	/
Sols et sous-sols	Le secteur est situé dans l'un des derniers vastes espaces agricoles identifiés à l'échelle communale : la plaine des Rosses.	Maintien de la qualité agronomique des sols en l'absence d'artificialisation.
Energie et GES Air et climat	A l'échelle intercommunale, les secteurs résidentiels et les transports sont les principaux consommateurs d'énergies et émetteurs de GES.	/
Bruit	Le secteur de projet est concerné par les zones de bruit du PEB de l'aérodrome d'Annemasse et par les dépassements sonores liés à l'axe routier classé comme bruyant : la RD 907.	/
Risques naturels et technologiques	Le projet prendra en compte les prescriptions émises par le PPRn au niveau du fossé de la Géline pour l'implantation des bâtiments. Il tiendra compte également de la servitude liée à la canalisation de gaz et à ses bandes de danger.	/

III. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1- Articulation avec les autres documents et plans et programmes

Rappel du 1° du R151-3 du CU :

« [...] le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ; [...] »

Au titre de l'article L131-4 du CU, le PLU doit être **compatibles** avec :

- > Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;
- > Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983
- > Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
- > Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- > Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodrômes conformément à l'article L. 112-4.

Au titre de l'article L131-5 du CU, le PLU doit **prendre en compte** le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement.

De plus, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, sont **compatibles**, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1° à 10° de l'article L.131-1... :

- > Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L. 172-1 ;
- > Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;
- > Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 123-1 ;
- > Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;
- > Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;
- > Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement ;
- > Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L. 331-3 du code de l'environnement ;
- > Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;
- > Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement ;

- > Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7.

...et **prennent en compte** les documents énumérés à l'article L. 131-2 :

- > Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales ;
- > Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L. 371-3 du code de l'environnement ;
- > Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- > Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;
- > Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement.

Le Document d'Orientations Générales (DOG) du SCOT Annemasse Agglo comprend les trois orientations suivantes :

- > **Protéger et valoriser le cadre naturel et agricole du territoire.**
- > Organiser, maîtriser et valoriser le développement urbain.
- > Orienter les sites et les grands projets à enjeux majeurs pour l'attractivité du territoire.

Le document d'orientation et d'objectifs introduit une carte de périmètres de protection pour des raisons agricoles, naturelles ou paysagères. L'objectif est de protéger ces milieux.

Des prescriptions particulières sont définies par **l'orientation 3.3.2.2** ; elle précise qu'il s'agira de définir un projet global de valorisation ayant nécessairement une dimension intercommunale. Ce périmètre comporte un sous-secteur spécifique « **Porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales** » qui concerne le projet actuel « **Les Tattes** ».

Toute urbanisation nouvelle et tout aménagement nouveau sont à proscrire dans le périmètre du bois des Rosses en amont du secteur « porte d'entrée », **cette préconisation ne s'applique toutefois pas au sous-secteur spécifique « porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales ».**

Il est écrit pour le sous-secteur « porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales », qu'il doit constituer à la fois :

- > une « porte d'entrée » sur l'ensemble agro-naturel « Plaine et Bois de Rosses », ce qui en fait une des composantes essentielles du projet global de valorisation de cet ensemble,
- > un espace contribuant à structurer et à requalifier paysagèrement une des principales « entrées d'agglomération »,
- > une « porte d'entrée » sur le bourg de Cranves-Sales,
- > un espace d'accueil d'équipements publics et privés d'intérêt intercommunal, du fait de son positionnement géographique stratégique, et de la proximité immédiate d'équipements structurants préexistants (collège, équipements sportifs et de loisirs).

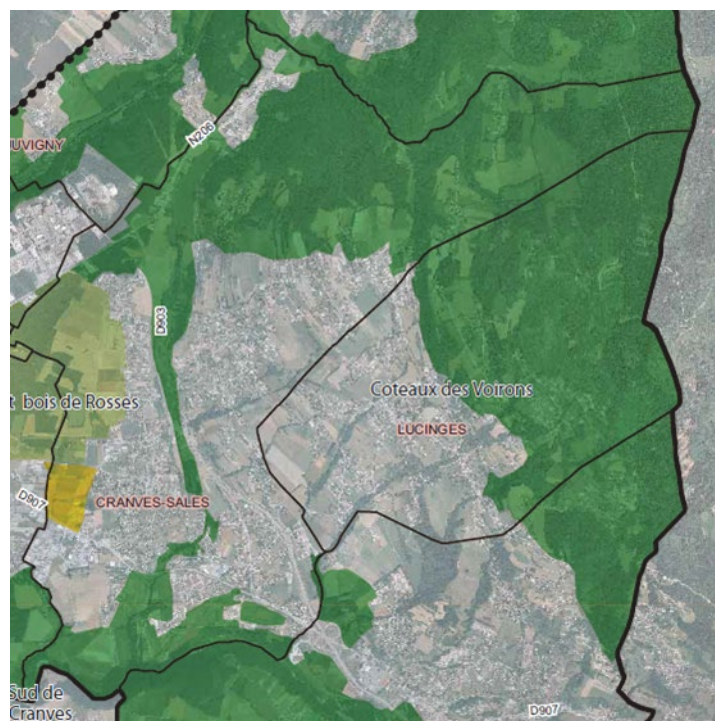


Figure 37 Extrait de la carte des périmètres de protection du DOO du SCoT Annemasse Agglo

Périmètres de protection établis en application des points 3.1.2 et 3.3.2.2 du DOG

- Périmètres de protection d'ensemble à dominante naturelle et/ou agricole
- Périmètre spécifique du projet de valorisation « Plaine et Bois de Rosses »
- Sous-secteur spécifique « Porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales »

Le secteur de **projet des Tattes** fait l'objet d'un périmètre spécifique au SCoT « porte d'entrée des Bois de Rosses et de Cranves-Sales » pour lequel des prescriptions sont définies.

En mettant en œuvre un projet de valorisation de l'entrée de ville, le secteur des Tattes répond aux prescriptions fixées par le SCoT, notamment en restructurant une porte d'entrée du territoire.

La présence du fossé de dérivation de la Géline à proximité du secteur de projet est à noter. Le SCOT Annemasse Agglo prescrit une bande de retrait inconstructible de 10 m de part et d'autre du cours d'eau ; cette prescription est traduite dans le PLU également et sera respectée par le projet qui se développera en retrait dans la zone d'étude.

2-Analyse des incidences prévisibles de la mise en œuvre du projet et mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les effets

Rappel Article R151-1

« Pour l'application de l'article L151-4, le rapport de présentation :

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci. »

Rappel du 3° et 5° du R151-3 du CU :

« Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ».

a. Incidences sur le site Natura 2000

- « [...] Exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification [...] est ou non susceptible d'avoir des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000. » (I. du R.414-23 du code de l'environnement)

La commune de **Cranves-Sales** est concernée par le périmètre Natura 2000 du « Massif des Voirons » (n°FR820170). Ce site qui s'étend sur 972,2 hectares dont 68,5 sur la commune, a été désigné comme zone spéciale de conservation par l'arrêté ministériel du 17 octobre 2008 paru au Journal Officiel, au titre de la Directive Habitats.

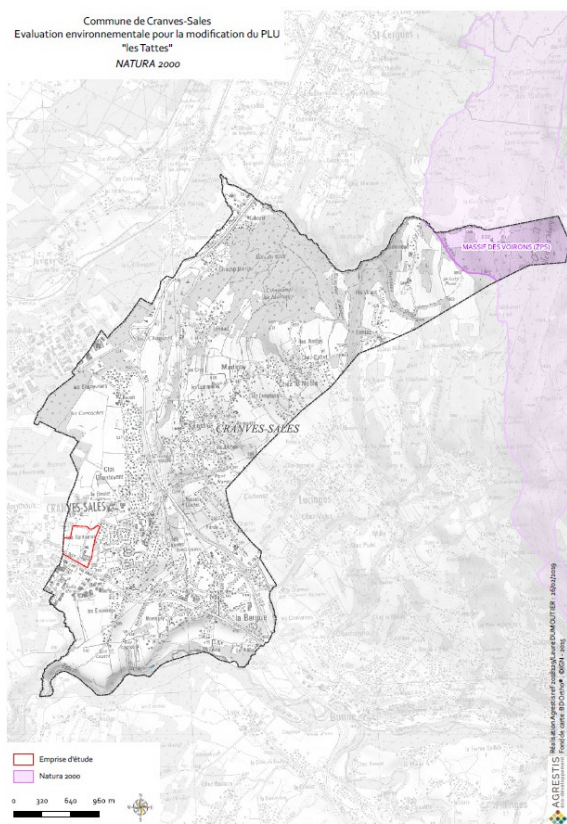
L'intérêt majeur de ce site réside dans la présence d'habitats forestiers d'intérêt communautaire prioritaire (*Forêts de pentes, éboulis, ravins du Tilio-Acerion*) favorables à la présence du Lynx boréal notamment.

Carte 4 Localisation du secteur de projet et du site Natura 2000 « Massif des Voiron »

Au regard :

- > du projet d'entrée de ville « Les Tattes » objet de la modification du PLU,
- > de la localisation du secteur (environ 5 km entre le site Natura 2000 et les Tattes),
- > de l'absence de l'habitat communautaire concernée « Forêt de pente et ravin » sur le secteur d'étude,
- > et de la représentativité locale de ce milieu naturel à l'échelle du Massif des Voiron,

...aucun impact sur les habitats d'intérêt communautaire et leurs espèces associées du site Natura 2000 ne peut être imputé à la modification du PLU.



► En conclusion...

Nature et importance du document de planification :

Le document de planification objet de la présente évaluation environnementale est la modification du PLU de la commune de **Cranves-Sales**. Il prévoit l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, située en dehors du site Natura 2000 « Massif des Voiron ».

Localisation du projet autorisé par la modification du PLU, par rapport au site Natura 2000 et relations topographiques et hydrographiques :

La zone se trouve hors du site Natura 2000 à une distance d'environ 5 km à vol d'oiseau. Le secteur les Tattes se situe dans le même bassin hydrographique que le Natura 2000, en aval de ce dernier.

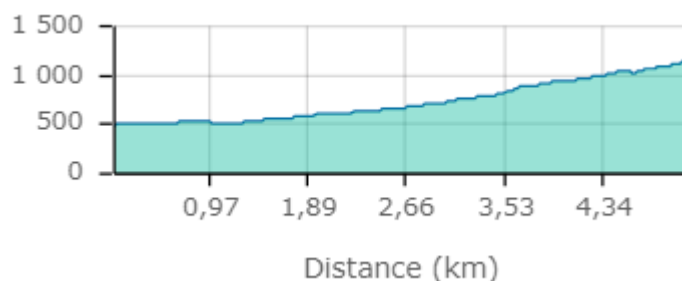


Figure 38 Profil altimétrique entre Les Tattes et le Massif des Voiron. Source : Géoportail.

Incidence du projet autorisé par la modification du PLU sur le fonctionnement des écosystèmes du site Natura 2000 compte tenu de leurs caractéristiques et des objectifs de leur conservation :

Le projet ne se trouve pas au sein du site Natura 2000, il n'entraînera pas la destruction de l'habitat communautaire identifié au sein du Massif des Voirons.
La modification du PLU n'aura donc pas d'impact sur les habitats et les espèces floristiques recensés dans le site Natura 2000.

La modification du PLU de **Cranves-Sales** n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur le site Natura 2000 « Massif des Voirons » (n°FR820170).
Cette analyse d'incidence est donc limitée en la circonstance, aux éléments demandés au (1°) et (2°) du (I) de l'article R.414-23 du code de l'environnement.

b. Incidences de la modification du PLU sur la biodiversité et la dynamique écologique

Le secteur de projet est concerné par la présence d'un corridor écologique identifié au PLU. Toutefois, ce dernier est pris en considération dans les aménagements urbains réalisés de façon à ne pas modifier la fonctionnalité écologique du secteur. Le présent projet n'est pas de nature à modifier les aménagements préexistants réalisés en faveur de l'armature écologique.

De plus, le secteur a été choisi pour son caractère déjà fortement anthropisé ; en effet le projet intègre un espace de renouvellement urbain sur une partie actuellement artificialisée.

La visite de terrain a révélé la présence de plantes invasives (Solidage Géant) sur le secteur de projet, à proximité du fossé de dérivation de la Géline.

INCIDENCES

- La modification du PLU de **Cranves-Sales** n'aura aucun impact sur la dynamique écologique existante au regard de la prise en compte du corridor écologique dans le PLU et de sa préservation dans le cadre du présent projet.
- Elle impactera des milieux à caractère naturel en raison de l'artificialisation de nouvelles surfaces destinées au développement de logement collectif.
- Présence d'une zone humide potentielle sur le secteur de projet, pour laquelle les résultats de l'expertise de sols concluent de l'absence d'hydromorphie.

MESURES DEVELOPPEES

- Le choix du renouvellement urbain permet de limiter l'artificialisation de nouveaux espaces à caractère naturel.
- L'implantation des nouvelles surfaces de plancher préserve une bande tampon inconstructible de 10 m aux abords du fossé de dérivation de la Géline.
- Une vigilance particulière a été apportée au pétitionnaire pour le remaniement en phase travaux des terres mises à nu non « contaminées » par des espèces invasives. Un délai de réensemencement rapide est conseillé pour éviter l'implantation d'espèces pionnières allochtones (invasives).
- Une expertise sur le volet floristique de la zone humide potentielle présente sur le secteur de projet est conseillée au pétitionnaire pour avérer, sur la base des deux critères réglementaires (pédologique et floristique), l'absence de zone humide ; et mettre à jour l'inventaire départemental.

c. Incidences de la modification du PLU sur le paysage

Le projet d'entrée de ville des Tattes permettra tout d'abord de requalifier un espace en dent creuse situé à l'entrée de la commune de **Cranves-Sales**.

Il se trouve le long de la RD 907 et son intégration architecturale et paysagère doit être la meilleure possible pour offrir une entrée de ville qualitative ; tout en permettant de conserver :

- > les perceptions ouvertes sur le Bois des Rosses au nord au sein de la plaine qualifiée d'agricole en préservant des cônes de vue,
- > la connectivité écologique identifiée aux abords de la route des Fontaines.



Photo 15 Vue sur le secteur de projet depuis le rond-point d'entrée de ville de Cranves-Sales. A gauche la RD 907, à droite la route des Fontaines. Source : Google Maps

L'homogénéité architecturale du projet est également essentielle car le site est bien visible depuis l'axe routier de la RD 907, et pour que l'entrée de ville possède une véritable cohésion architecturale entre l'existant et les aménagements à venir.

INCIDENCES

- Le projet permettra la requalification d'un secteur encadré par l'urbanisation existante et peu valorisé, il engendra donc un impact positif en termes de perceptions rapprochées.

MESURES DEVELOPPEES

- Les perceptions architecturales sont renforcées sur le secteur de projet dans un souci d'harmonisation avec l'existant.
- Des espaces libres de construction et des linéaires arborés sont conservés dans le secteur de projet le long de la route des Fontaines, en lien avec la préservation de la connectivité écologique du site ; le long du fossé de la Gélina et à l'interface avec la RD 907.

d. Incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau

► Ressource en eau

Le ruisseau de la Géline s'écoule au nord de la zone d'étude des Tattes et son fossé de dérivation le traverse à l'ouest. Ce cours d'eau est situé sur le bassin versant de la Menoge qu'il rejoint par l'intermédiaire de La Noue.

Aucune analyse de qualité n'est réalisée sur la Géline, toutefois l'état de la Menoge située à l'aval est préoccupant.

► Alimentation en eau potable

Le secteur de projet, objet de la présente modification, se trouve dans l'unité de distribution de Cranves-Sales. Il est alimenté en majorité par le captage des Moulins.

Selon le schéma directeur en eau potable, les ressources disponibles permettent de couvrir 100% des besoins actuels et futurs à l'horizon 2030 pour l'ensemble de l'ex-SIEV dont fait partie Cranves-Sales.

► Assainissement

Le secteur de projet, objet de la présente modification du PLU, est desservi par l'assainissement collectif.

Le traitement des eaux usées du réseau d'assainissement collectif est assuré par la station d'épuration Ocybèle située sur la commune de Gaillard.

Le taux de charge de la STEP accepte la charge supplémentaire liée aux évolutions démographiques prévues par le PLU.

► Gestion des eaux pluviales

Au niveau du secteur de projet il existe un exutoire naturel pour les eaux pluviales. La Géline longe le nord de la zone puis la traverse à l'ouest. Ce fossé de dérivation de la Géline borde la zone et rejoint La Noue (affluent de la Menoge).

Les berges de la Géline est classée en zone rouge dans le cadre du PPR. Il est préconisé de maintenir l'existence des fossés à ciel ouvert et de compenser l'imperméabilisation par des dispositifs de rétention/d'infiltration à la parcelle avant rejet des eaux pluviales vers l'exutoire.

Un bassin de rétention des eaux pluviales est également présent sur la zone d'étude, le long de la RD 907.

INCIDENCES

- Le projet de développement du logement de Cranves-Sales engendrera une augmentation de la consommation en eau potable et de la charge polluante en entrée de station d'épuration, étalée sur l'année.
- Une partie du secteur d'étude sera construit sur un espace déjà artificialisé, dans une logique de renouvellement urbain, donc la capacité d'infiltration du milieu ne devrait pas être réduite de façon significative.
- La présente modification du PLU de Cranves-Sales aura un impact faible sur la ressource en eau.

MESURES DEVELOPPEES

- Gestion des eaux pluviales à la parcelle réglementée dans le règlement, article 4 : gestion privilégiée à la parcelle, et des solutions alternatives pourront être mises en place (stockage des eaux pluviales et restitution à débit régulé dans le réseau public d'assainissement...) en cas d'impossibilité technique d'infiltration des eaux pluviales.
- La végétalisation après travaux doit offrir une surface perméable minimum fixée par le règlement.
- Rétention des eaux pluviales avant rejet au cours d'eau (rejet différé), en application des prescriptions techniques des annexes sanitaires du PLU.

e. Incidences de la modification du PLU sur la consommation énergétique, les émissions de gaz à effet de serre et la qualité de l'air

Le secteur de projet, objet de la présente modification, se trouve à proximité d'un arrêt de transport en commun sur la RD 907 permettant d'accéder aux bourgs proches (chef-lieu de Cranves-Sales, Annemasse).

Un réseau de mobilité douce (piéton, cycle) existe le long de la RD 907 et de la route des Fontaines et dessert le secteur des Tattes.

Le projet d'aménagement devra respecter la Réglementation Thermique 2012. Celle-ci a pour objectif de limiter la consommation d'énergie primaire des bâtiments neufs à un maximum de 50 kWhEP/(m².an) en moyenne et les exigences de résultats imposées sont de trois types : efficacité énergétique du bâti, consommation énergétique et confort d'été dans les bâtiments non climatisés. Par exemple, les bâtiments seront équipés d'un double vitrage en faveur de l'isolation thermique et phonique.

INCIDENCES

- L'aménagement du secteur engendrera une augmentation du nombre de personnes ce qui générera donc du trafic. Pour autant, sa localisation à proximité immédiate d'un arrêt de bus et d'un réseau existant de mobilité douce permettra de limiter ces flux (alternatives aux déplacements en voiture individuelle).
- L'impact de la modification du PLU de Cranves-Sales sur l'énergie, les gaz à effets de serre et la qualité de l'air peut être considéré comme faible, considérant le respect de la RT 2012 dans les bâtiments, en faveur des économies d'énergies du résidentiel.

MESURES DEVELOPPEES

- Prolongement des réseaux de mode doux à l'échelle du secteur des Tattes pour relier au réseau existant.

f. Incidences de la modification du PLU sur les déchets

Annemasse Agglo assure les compétences de collecte des déchets, leur traitement est délégué au SIEFAGE.

Des points d'apports existent à proximité du secteur des Tattes.

INCIDENCES

- La réalisation du projet va entraîner une augmentation de la production de déchets proportionnellement au nombre de logement créé.
- Les équipements de pré-collecte existants sont suffisamment dimensionnés pour assurer la collecte.
- Au niveau du territoire, la filière de collecte et de traitement des déchets est structurée et capable d'absorber cette augmentation de flux.
- La modification du PLU de Cranves-Sales aura donc un impact faible sur la gestion des déchets.

MESURES DEVELOPPEES

- /

g. Incidences de la modification du PLU sur les sols

Le secteur de projet, objet de la présente modification, se trouve au niveau d'un des derniers tènements agricoles de la commune (la Plaine des Rosses), identifiés au SCoT à ce titre.

Un secteur de la zone d'étude fait l'objet de renouvellement urbain, il est déjà artificialisé.

INCIDENCES

- Le projet d'aménagement limite l'imperméabilisation des sols :
 - o Puisque la zone d'étude est déjà pour partie artificialisée.
 - o Le règlement intègre le maintien d'espaces perméables libres de constructions.
 - o En privilégiant la densification et le renouvellement plutôt que l'étalement urbain.

MESURES DEVELOPPEES

- /

h. Incidences de la modification du PLU sur le bruit

Le secteur de projet, objet de la présente modification, est affecté le long de la RD 907 par une bande de bruit de 100 mètres définie par l'arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures routières.

Ce classement impose la mise en œuvre de mesures d'isolement acoustique pour les nouvelles constructions affectées situées aux abords de la route départementale.

L'ensemble de la zone d'étude est également concernée dans son ensemble par le bruit de l'aérodrome d'Annemasse qui implique à son tour des mesures d'isolement phonique.

INCIDENCES

- Le secteur de projet, situé à l'interface de la RD907 et survolé par les avions de l'aérodrome, est exposé à des nuisances sonores liées aux infrastructures routières et aériennes. Sa localisation induit l'exposition de populations à ces nuisances sonores.

MESURES DEVELOPPEES

- Mesures d'isolation phonique des bâtiments adaptées à la réglementation en vigueur pour limiter l'exposition des futurs résidents de la zone des Tattes.

i. Incidences de la modification du PLU sur les risques naturels et technologiques

Le secteur de projet, objet de la présente modification, est concerné par une bande de risque identifiée en zone rouge au PPRn, en lien avec le fossé de déviation de la Géline au nord et à l'ouest.

Une servitude d'utilité publique mentionne et limite également la constructibilité du site en raison de la canalisation de gaz qui le traverse.

INCIDENCES

- La modification du PLU de Cranves-Sales n'aura pas d'impact sur les risques technologiques liés à la conduite de gaz enterrée qui traverse la zone selon un axe nord/sud.

- Le secteur de projet est exposé à des risques naturels connus liés à l'existence du cours d'eau de la Géline, mais la modification du PLU de Cranves-Sales aura un impact limité sur les risques naturels.

MESURES DEVELOPPEES

- Application des préconisations réglementaires du PPRn : bande de recul de 10m « non aedificandi » par rapport au fossé de la Géline et limitation de l'imperméabilisation des sols en instaurant un minimum d'espace perméable.
- Application des préconisations réglementaires de la Servitude d'Utilité Publique liée à la canalisation de gaz mentionnant une zone inconstructible dans l'aménagement.

3-Explication des choix retenus pour établir le projet

Rappel de l'article R.151-1 du CU :

« Pour l'application de l'article L151-4, le rapport de présentation :

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci ».

Rappel du 4° du R.151-3 du CU :

« Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ; ».

La modification du PLU intervient pour adapter les dispositions applicables (règlement, OAP) du PLU sur le secteur des Tattes ; afin de répondre aux objectifs de mixité sociale fixés ; en permettant le développement d'environ 140 à 150 logements collectifs, dont près de la moitié en logement sociaux.

Le site choisi se trouve en dehors de tout zonage réglementaire (en effet, la zone humide potentielle non confirmée présente est au stade d'inventaire) et la continuité écologique identifiée au PLU est préservée dans le cadre du présent aménagement. De plus une partie du site est déjà en grande partie artificialisé et fera l'objet de renouvellement urbain.

La Géline court au nord et à l'ouest du secteur de projet mais une bande de retrait inconstructible de 10m a été conservée pour réduire les risques et préserver les berges naturelles existantes, qui sont classées en zone naturelle inconstructible.

Le maintien d'une zone tampon à l'interface entre les bâtiments et la RD907 est souhaitable autant au niveau visuel qu'au niveau du bruit.

Situé aux abords d'un arrêt de transport en commun, d'une voie verte, d'une piste cyclable et d'axes routiers majeurs (RD 907), le secteur est facilement accessible par les modes de déplacement « alternatifs » (transport en commun, cheminements piétons et cyclables), afin de limiter la consommation d'énergies et les émissions de GES.

4- Critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan

Rappel de l'article R.151-1 du CU :

« Pour l'application de l'article L151-4, le rapport de présentation :

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci ».

Rappel du 6° du R151-3 du CU :

« Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 [...] ».

Les mesures de suivi pour évaluer le plan seront centrées sur les indicateurs suivants :

- > La fonctionnalité du corridor écologique avec la pose de pièges photos pour justifier du maintien d'une dynamique.
- > La conservation des milieux naturels :
 - Maintien de surfaces perméables naturelles au sein du projet d'aménagement et occurrence des phénomènes de crue de la Gélina se traduisant par des dégâts matériels à l'échelle des Tattes.
 - La présence ou l'absence de plantes invasives (solidage géant) aux abords du projet, au niveau notamment des surfaces qui auront été remaniées puis végétalisées.
- > L'intégration architecturale et paysagère du projet avec la réalisation d'un reportage photo pris depuis la RD907.
- > Evaluation des linéaires de cheminements modes doux créés dans l'enceinte du projet, en complément de l'existant aux alentours.

5-Résumé non technique

Rappel de l'article R.151-1 du CU :

« Pour l'application de l'article L151-4, le rapport de présentation :

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci ».

Rappel du 7° du R.151-3 du CU :

« Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée ».

L'état initial a fait l'objet, d'une analyse des données bibliographiques existantes, et notamment du PLU en vigueur, et d'un repérage de terrain pour plusieurs domaines de

l'environnement : biodiversité et dynamique écologique, paysage, ressource en eau, énergie et GES, qualité de l'air et climat, déchets, risques naturels et technologiques. Se sont dégagés de cet état des lieux des enjeux environnementaux selon les différentes thématiques traitées synthétisés dans le tableau ci-dessous.

Domaine	Enjeux	Niveau d'enjeux pour le projet
Biodiversité et dynamique écologique	La présence d'une zone humide potentielle sur le secteur du projet, pour laquelle les résultats de l'expertise de sols concluent de l'absence d'hydromorphie.	faible
	La prise en compte du corridor écologique identifié par le PLU sur le secteur de projet par des aménagements favorables aux déplacements de la petite faune à cette échelle.	fort
Paysages	L'intégration architecturale et paysagère du projet Les Tattes, en entrée de ville de la commune de Cranves-Sales, tenant compte des préconisations en matière de connectivité écologique.	modéré
	Respect des perceptions sur le Bois des Rosses situé au nord du secteur depuis la RD 907.	modéré
	Maintien de la trame végétale existante : arbres au nord du secteur le long de la route des Petits Bois et de la route des Fontaines, espace naturel le long de la Gélina.	faible
Ressource en eau	L'artificialisation des sols et la maîtrise des rejets au milieu naturel, que ce soit en termes qualitatifs et quantitatifs.	faible
Sols et sous-sols	La limitation de l'imperméabilisation des sols et le maintien de leur qualité agronomique aux alentours du secteur de projet.	modéré
Ressources énergétiques, gaz à effet de serre et facteurs climatiques	La dynamique de développement des énergies renouvelables afin de limiter les émissions de polluants dans l'atmosphère.	modéré
	Les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie fossile en faveur de la limitation des déplacements du fait de la localisation proche du centre-bourg et des équipements.	faible
Qualité de l'air	Un urbanisme intégrant la qualité de l'air (orientations des bâtiments, végétalisation de toitures, bâtiments passifs ou à énergie positive, mobilités douces, etc.) dans un secteur soumis à des épisodes de pollutions atmosphériques liés à l'aire urbaine d'appartenance.	modéré
Déchets	La capacité de gestion du volume supplémentaire de déchets générés par l'aménagement des Tattes.	faible
	L'usage des filières adaptées pour le type de déchets créés par l'aménagement.	faible
Bruit	L'exposition des futurs résidents du secteur des Tattes aux nuisances sonores liées au trafic routier de la RD 907 et au trafic aérien en lien avec l'aérodrome d'Annemasse ; par la mise en place de mesures d'isolement acoustique adaptées et performantes.	modéré
Risques naturels et technologiques	L'exposition des futurs résidents et/ou entreprises du secteur des Tattes aux risques naturels liés au débordement du fossé de dérivation de la Gélina et aux risques liés à la canalisation de gaz sur secteur d'étude.	modéré

Le travail a consisté à assurer la meilleure intégration des enjeux environnementaux dans l'élaboration du projet.

Néanmoins la notion de développement durable nécessite de trouver un équilibre entre les enjeux sociaux, économiques et environnementaux et peut engendrer ponctuellement la persistance d'incidences environnementales potentielles.

L'analyse des modifications des documents constitutifs du projet de PLU et du projet d'entrée de ville « Les Tattes » révèle un impact faible du projet communal sur l'environnement.

Le secteur de projet se localise à proximité d'un corridor écologique identifié au PLU, il est également concerné par la présence d'une zone humide potentielle non avérée. Il vise l'urbanisation d'un secteur aujourd'hui déjà en partie anthropisé. La partie naturelle sur site est globalement peu entretenue.

La fonctionnalité écologique est préservée, en effet le positionnement des futurs bâtiments tient compte de ce critère déjà notifié réglementairement par le PLU. L'OAP positionne des espaces verts et arborés le long de la route des Fontaines en faveur du corridor, ce qui implique un retrait de l'urbanisation à ce niveau. De plus, suite à des résultats pédologiques négatifs sur la zone humide potentielle, le pétitionnaire pourrait prévoir la réalisation d'une expertise écologique sur le critère floristique pour conclure de l'absence d'une zone humide réglementaire sur le secteur.

L'intégration le plus en amont possible des enjeux environnementaux trouve également son intérêt dans la gestion des risques naturels en raison de la présence de risques inondations aux abords de la Géline, par la préservation d'une bande de recul au niveau des berges. La bande non aedificandi liée à la conduite de gaz est également prise en considération dans le cadre du projet puisqu'elle se situe au niveau de l'espace végétalisé destiné à l'aménagement des modes doux le long de la route des Fontaines.

Le site ne se trouve pas au sein d'un Natura 2000 ; mais sur la commune nous pouvons néanmoins noter la présence du Natura 2000 « Massif des Voirons » (n°FR820170). L'habitat d'intérêt communautaire prioritaire « *Forêts de pentes, éboulis, ravins du Tilio-Acerion* » présent sur le site Natura 2000 n'est pas identifié sur le secteur d'étude.

Au regard :

- > du projet d'entrée de ville « Les Tattes » objet de la modification du PLU,
- > de la localisation du secteur (environ 5 km entre le site Natura 2000 et les Tattes),
- > de l'absence de l'habitat communautaire concernée « Forêt de pente et ravin » sur le secteur d'étude,
- > et de la représentativité locale de ce milieu naturel à l'échelle du Massif des Voirons,

...aucun impact sur les habitats d'intérêt communautaire et leurs espèces associées du site Natura 2000 ne peut être imputé à la modification du PLU.

Le secteur de projet, objet de la présente modification, se trouve à proximité d'un arrêt de transport en commun et de réseaux modes doux permettant d'accéder au centre-ville de Cranves-Sales et d'Annemasse. Il est d'ailleurs directement connecté au réseau routier (RD 907) qui circule au sud de la zone.

Une bande tampon a été maintenue entre la RD907 et les bâtiments avec le positionnement d'espaces à dominante végétalisée. Deux enjeux ont été pris en compte ici : l'exposition de la population aux nuisances sonores de la route et l'ouverture paysagère visuelle de la RD907 vers le bois des Rosses en arrière-plan.

La question des eaux pluviales a elle aussi été intégrée à la démarche dans la mesure où l'imperméabilisation des sols est limitée par le maintien de surfaces perméables minimum. De plus, la rétention à la parcelle est privilégiée pour avoir un impact moindre et différé sur le réseau public d'eaux pluviales.

L'aspect extérieur des constructions (végétalisation de toiture et ENr autorisés) est également encadré par le règlement et permet de maintenir l'homogénéité architecturale du projet au sein du secteur urbanisé de l'entrée de ville de la commune.

Nous pouvons en conclure que la modification du PLU de **Cranves-Sales** n'a qu'un impact faible sur l'environnement du fait de la bonne intégration des enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement. Aucune mesure de compensation n'est donc à développer.